

FÉVRIER 2006

ECOMINE

REVUE D'ACTUALITÉ DES MINÉRAUX ET DES MÉTAUX

Direction Générale de l'Énergie et des Matières Premières



OPA hostile à 18,6
milliards d'euros
de Mittal Steel
sur Arcelor

Prévisions de cours des métaux 2006 - 2007

Russie : rumeurs de rapprochement entre les groupes Alrosa et Norilsk... et entre Rusal et Sual

L'OPA de Mittal Steel sur Arcelor :

Confrontation de deux conceptions de la mondialisation (Eco-Note)

ECOMINE

Revue d'actualité des minéraux et des métaux

ECOMINE est une revue mensuelle d'information sur l'actualité des minéraux et des métaux, diffusée sur le site internet « www.industrie.gouv.fr »/Chiffres clés/Etudes et publications/Ecomine de la Direction Générale de l'Énergie et des Matières Premières du Ministère de l'Économie et des Finances et de l'Industrie.

ECOMINE rassemble et analyse les informations sélectionnées dans la presse pour leur intérêt général. Les références des publications utilisées sont données à la suite de chaque article.

La rédaction de la revue ECOMINE est assurée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

La revue ECOMINE comporte cinq grandes rubriques :

- **informations générales** avec trois volets : cours et tendances des métaux ; fondamentaux de l'économie mondiale ; dossiers et faits d'actualité ;
Rédacteurs : J.M. Eberlé, Ph. Gentilhomme, A. Coumoul
- **informations sectorielles**, relatives aux métaux de base et d'alliage, au diamant et aux métaux précieux, aux minéraux industriels et matériaux de construction, y compris les eaux minérales et le recyclage ;
Rédacteurs : A. Coumoul, F. Barthélémy, B. Martel-Jantin
- **questions multilatérales**, rubriques centrée notamment sur les procédures antidumping ;
Rédacteur : J.M. Eberlé, R. Pelon
- **les États**, du point de vue de l'exploitation de leurs ressources ;
Rédacteur : J.M. Eberlé, P. Lebret
- **les entreprises**, en ce qui concerne leur stratégie, les actions en cours, les résultats.
Rédacteur : J.M. Eberlé, P. Lebret

Une note, appelée « Eco-Note », sur un sujet particulier d'actualité accompagne chaque mois cette revue de presse.

CONTACTS DE LA REVUE ECOMINE :

- * *Chargée de la coordination* : yveline.clain@industrie.gouv.fr
- * *Chargés de la réalisation* : jm.eberle@brgm.fr ;
a.coumoul@brgm.fr

Avertissement

Les informations contenues dans la revue de presse ECOMINE et les opinions qui y sont exprimées n'engagent pas la responsabilité du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

SOMMAIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Cours et tendances7

➤ Métaux précieux : cours moyens encore en hausse malgré le repli du milieu du mois... Et prévisions pour 2006-2007

➤ Métaux de base : poursuite des hausses... Et prévisions pour 2006-2007

➤ Devises : évolution mensuelle

Fondamentaux7

➤ Europe : croissance « molle » en 2005 et perspectives à peine meilleures pour 2006

➤ Europe : croissance plus élevée pour les huit pays d'Europe centrale et septentrionale

➤ Etats-Unis : confiance mitigée dans la croissance

➤ La COFACE constate une baisse du « risque pays »

➤ L'économie chinoise : PIB 2005 révisé à la hausse et 4^{ème} rang mondial

Dossiers et faits d'actualité8

➤ Barrick Gold réussit son OPA sur Placer Dome

➤ L'OPA de Mittal Steel sur Arcelor : évolution complexe et incertaine

➤ La fusion d'Inco et de Falconbridge traîne en longueur

➤ Russie : rumeurs de rapprochement entre les groupes Alrosa et Norilsk...

➤ ... Et entre les aluminiers Rusal et Sual

➤ Premières indications sur les prix des minerais de fer et des métaux ferreux d'alliage en 2006

➤ Accord de coopération dans l'exploration et le développement miniers en Russie entre Norilsk Nickel et Rio Tinto

INFORMATIONS SECTORIELLES

Métaux de base13

➤ Aluminium : le marché de l'aluminium 2005 finit quasiment à l'équilibre alors que le marché 2006 s'annonce en faible déficit avec une offre d'alumine encore insuffisante

➤ Cuivre : la production minière mondiale de cuivre a augmenté de 2 % en 2005

➤ Etain : en Bolivie, Comibol veut rouvrir la fonderie d'étain de La Palca

➤ Fer et acier : selon l'IISI, la production d'acier 2005 a atteint 1 107 Mt

➤ Plomb-Zinc : Macquarie Bank prévoit un déficit du marché du zinc jusqu'en 2007

Métaux d'alliage18

➤ Antimoine : la tension durable sur l'offre d'antimoine chinoise force les industriels à sécuriser leurs approvisionnements

➤ Chrome : le groupe Kermas va-t-il céder une partie de ses actifs chrome ?

➤ Cobalt - nickel : Adastra Minerals rejette l'OPA de First Quantum et s'allie avec Mitsubishi

➤ Magnésium : bientôt 80 % de l'offre mondiale de magnésium primaire produits en Chine

➤ Tungstène : hausse du prix du minéral de tungstène et hausse de 25 % de la production à Panasqueira

➤ Vanadium : à qui échouera la branche vanadium de Highveld Steel & Vanadium mis en vente par Anglo American ?

Métaux spéciaux20

➤ Bismuth : pas de reprise de la demande pour le bismuth

➤ Lithium : du lithium tibétain pour le marché international

➤ Silicium : Elkem arrête la production de silicium métal à Fiskaa

➤ Tantale : Sons of Gwalia réduit son activité pour s'adapter à la baisse de la demande

➤ Titane : des perspectives plus favorables pour le marché de l'oxyde de titane

➤ Uranium : avancement de la construction de la mine de Langer Heinrich en Namibie

Diamant et métaux précieux23

➤ Diamant : production De Beers et ventes de diamants bruts du DTC en 2005

➤ Argent : le projet de retraitement des tailings de Laguna Zacatecana retardé

➤ Or : la production minière mondiale d'or 2005 en hausse de 1,2 % ; aperçu des productions en Afrique du Sud, Russie et Chine

➤ Palladium-platine : Norilsk divulgue pour la 1^{ère} fois ses réserves et ressources de PGM

Minéraux industriels et Matériaux de construction25

➤ Lafarge axe sa stratégie sur une gestion permanente du portefeuille d'actifs... OPA sur sa filiale « Lafarge North America »

➤ Lafarge ouvre une usine de carreaux de plâtre au Vietnam

➤ Wendel Investissement s'intéresse au rachat total de Materis

➤ Madagascar : 585 M\$ de contrats de travaux pour le projet ilménite de Port Dauphin

Eaux Minérales26

➤ Un projet de décharge créerait un risque de contamination de la nappe de Vittel

Recyclage26

➤ Nouvelle législation pour les déchets de l'industrie extractive

➤ Point de la situation sur les DEEE

➤ La baisse du prix du verre collecté est contestée

➤ Futurs gros besoins d'aluminium recyclable en Inde

➤ Martin - Sita - EADS : vers la mise en place de filières de recyclage des avions en fin de vie

QUESTIONS MULTILATÉRALES29

➤ Questions Globales : le point sur le protocole de Kyoto

➤ Périmètres économiques : L'Ukraine désormais considérée par l'UE comme Economie de marché

➤ Métaux de base et d'alliage : Ukraine, enquête antidumping sur le fer russe ; Fusion Inco - Falconbridge, réponse attendue des autorités antitrust

LES ÉTATS31

LES ENTREPRISES35

CARNET39

ÉCO-NOTE41

➤ L'OPA de Mittal Steel sur Arcelor : confrontation de deux conceptions de la mondialisation ; par A. Coumoul

TABLEAU DE BORD DES COURS ET TENDANCES POUR LE MOIS DE FEVRIER 2006

Métaux précieux (London fixing price)

	Rappel moyenne 2001	Rappel moyenne 2002	Rappel moyenne 2003	Rappel moyenne 2004	Rappel moyenne 2005	Moyenne janvier 2006	Moyenne février 2006	Tendance février 06 / janvier 06
Exprimés en dollars/once								
Argent	4,4	4,6	4,9	6,7	7,3	9,2	9,5	+ 4,2 %
Or	275	310	363	409	445	550	555	+ 1,0 %
Palladium	540	337	201	230	202	274	289	+ 5,7 %
Platine	515	540	692	844	897	1 029	1 041	+ 1,2 %
Exprimés en euros/once								
Argent						7,6	8,0	+ 5,8 %
Or						453	465	+ 2,7 %
Palladium						226	242	+ 7,4 %
Platine						848	872	+ 2,8 %

Métaux de base et d'alliage (London LME 3 mois)

	Rappel moyenne 2001	Rappel moyenne 2002	Rappel moyenne 2003	Rappel moyenne 2004	Rappel moyenne 2005	Moyenne janvier 2006	Moyenne février 2006	Tendance février 06 / janvier 06
Exprimés en dollars/tonne								
Aluminium	1 440	1 365	1 430	1 721	1 899	2 391	2 455	+ 2,7 %
Cuivre	1 580	1 580	1 790	2 789	3 503	4 615	4 982	+ 7,9 %
Etain	4 480	4 090	4 900	8 354	7 335	7 055	7 819	+ 10,8 %
Nickel	5 940	6 745	9 610	13 724	14 569	14 659	14 975	+ 2,2 %
Plomb	475	460	515	848	941	1 219	1 276	+ 4,7 %
Zinc	885	795	845	1 063	1 392	2 201	2 219	+ 0,8 %
Exprimés en euros/tonne								
Aluminium						1 932	2 078	+ 7,6 %
Cuivre						3 804	4 107	+ 8,0 %
Etain						5 815	6 518	+ 12,1 %
Nickel						12 084	12 649	+ 4,7 %
Plomb						1 005	1 053	+ 4,8 %
Zinc						1 732	1 874	+ 8,2 %

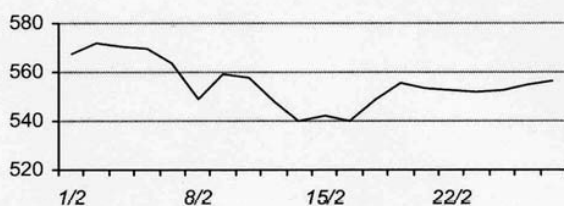
Etat des Stocks au LME (t)

	Fin 2002	Fin 2003	Fin 2004	Fin 2005	Fin janvier 2006	Fin février 2006	Tendance février 06 / janvier 06
Aluminium	1 241 350	1 423 225	694 750	622 700	710 150	769 475	+ 8,4 %
Cuivre	855 625	430 525	48 875	72 600	97 600	108 900	+ 11,6 %
Etain	25 610	14 475	7 685	12 585	16 165	15 470	- 4,3 %
Nickel	21 970	24 070	20 892	23 964	37 020	34 686	- 6,3 %
Plomb	183 900	108 975	40 700	41 350	59 750	77 375	+ 29,5 %
Zinc	651 050	739 800	629 425	437 800	372 850	329 675	- 11,6 %

VARIATION DES COURS DES METAUX PENDANT LE MOIS DE FEVRIER 2006

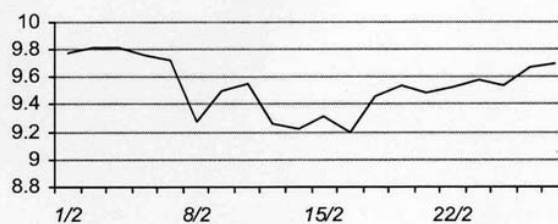
US\$/oz

Or



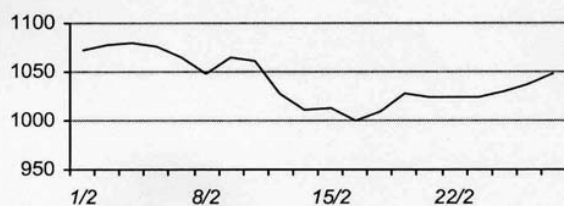
US\$/oz

Argent



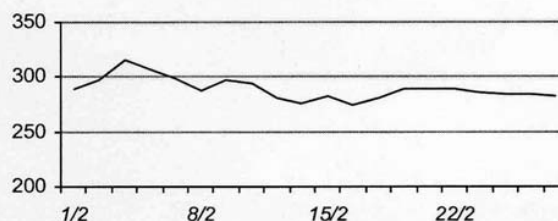
US\$/oz

Platine



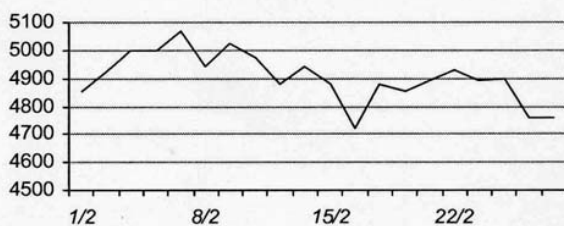
US\$/oz

Palladium



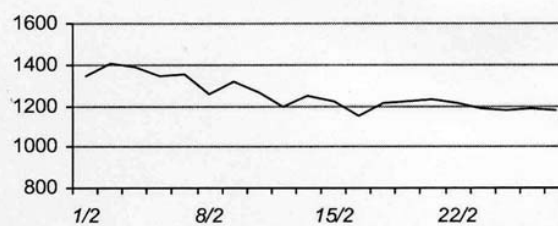
US\$/t

Cuivre



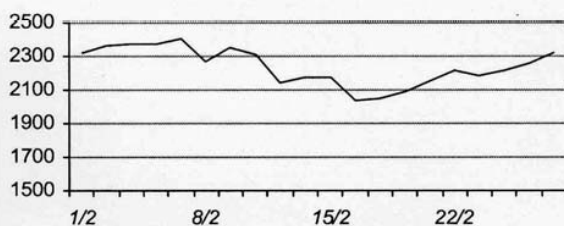
US\$/t

Plomb



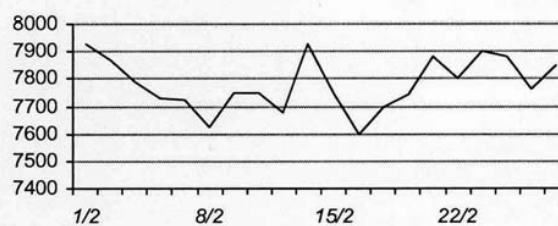
US\$/t

Zinc



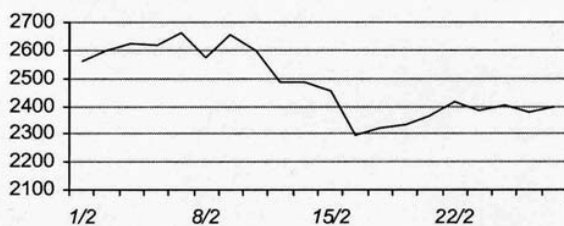
US\$/t

Etain



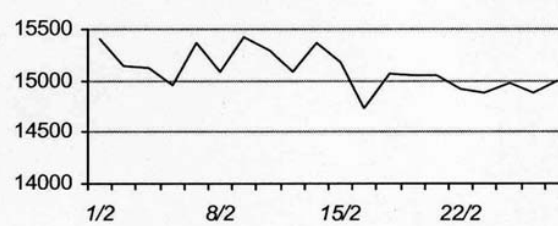
US\$/t

Aluminium



US\$/t

Nickel



INFORMATIONS GÉNÉRALES

1. COURS ET TENDANCE

Métaux précieux : cours moyens encore en hausse malgré le repli du milieu de mois...

La dynamique de forte hausse des cours des métaux précieux observée le mois dernier a prévalu en début du mois de février, leur permettant, globalement, d'afficher des moyennes mensuelles plus élevées. Les cours ont ensuite enregistré, vers le milieu du mois, un net fléchissement avant de commencer à regagner le terrain perdu en fin de mois.

(Bases de cours BRGM établie d'après le site web Kitco.com)

... Et prévisions pour 2006 - 2007

Le Mining Journal livre les prévisions d'un panel de plusieurs experts concernant les prix des métaux précieux pour les années 2006 et 2007 : l'or et le palladium continueraient leur progression, l'argent stagnerait, le platine baisserait tandis que le palladium consoliderait.

Année 2006				
	or	argent	platine	palladium
Moyenne	532	8,6	970	293
Médiane	525	8,6	963	270
+ haute	618	9,8	1 125	625
+ basse	470	7,0	850	225
nombre de prévisions	28	24	16	16

Année 2007				
	or	argent	platine	palladium
Moyenne	560	8,6	911	306
Médiane	550	8,5	900	293
+ haute	730	11,3	1 175	540
+ basse	475	7,0	750	220
nombre de prévisions	16	14	14	13

(Mining Journal : 20/01/2006)

Métaux de base : poursuite des hausses...

Cuivre, zinc et aluminium ont eu ce mois-ci une évolution tout à fait

Année 2006						
	aluminium	cuivre	plomb	zinc	étain	nickel
Moyenne	2 110	3 787	941	1 735	6 693	12 822
Médiane	2 090	3 748	926	1 742	6 724	13 036
+ haute	2 425	4 769	1 102	2 205	7 275	14 660
+ basse	1 896	3 000	827	1 001	6 001	10 000
Nombre de prévisions	28	29	25	27	19	28

Année 2007						
	aluminium	cuivre	plomb	zinc	étain	nickel
Moyenne	1 938	3 086	796	1 678	6 473	11 755
Médiane	1 874	2 972	761	1 726	6 614	11 993
+ haute	2 388	4 914	992	2 425	7 716	16 534
+ basse	1 700	2 112	661	994	5 401	8 000
Nombre de prévisions	27	28	24	26	19	27

comparable à celle des métaux précieux, c'est-à-dire hausses en début et fin de mois et creux marqué en milieu de mois, probablement consécutif à des prises de bénéfices venant des Fonds d'investissements. Le cours du plomb a baissé à partir de la seconde semaine du mois, tandis que ceux du nickel et de l'étain sont restés tout le mois en tendance haussière.

(Base cours BRGM établie d'après le site web du LME)

... Et prévisions pour 2006 - 2007

Le Mining Journal a répété l'exercice prévisionnel du panel d'experts sur le prix des métaux de base pour les années 2006 et 2007 : un tassement général des cours des métaux de base est envisagé pendant cette période.

Les prévisions de Cyclope pour 2006 sont en revanche plus nuancées : elles anticipent une nouvelle hausse du cours des métaux de base, de plus de 10 %, accompagnant une hausse de 4,5 % du PIB mondial et de 10 %

du PIB de la Chine avec, toutefois, un tassement par rapport au rythme de montée des prix constaté en 2005 (+ 28,5 %).

(Les Echos : 19/01/2005 ; Mining Journal : 20/01/2006)

Devises

L'Euro a continué de glisser en février par rapport au Dollar, revenant vers un palier de 1,19 \$. Il a continué à résister par rapport à la Livre sterling autour de 0,684 £. Enfin, il a perdu dans le mois ce qu'il avait gagné en janvier par rapport au Yen, approchant donc la moyenne précédente de 140 yens pour 1 euro.

2. FONDAMENTAUX

Europe : croissance « molle » en 2005 et perspectives à peine meilleures pour 2006

Les derniers chiffres publiés montrent une année 2005 globalement décevante pour l'Europe en termes de croissance, avec un résultat final de + 1,3 %, inférieur aux prévisions avancées en 2004, + 2 %. Pour 2006, une hausse faible de la croissance est prévue.

La Commission Européenne, qui prévoit un certain redémarrage de l'activité, notamment en France et en

	2005 T1 (glissement annuel)	2005 T2 (glissement annuel)	2005 T3 (glissement annuel)	2005 T4 (glissement annuel)	Prévision 2006
UE à 25	1,6 %	1,5 %	1,8 %	1,8 %	2,2 %
Zone euro	1,2 %	1,2 %	1,6 %	1,7 %	1,9 %
Allemagne					1,5 %
France					1,9 %
Espagne					3,1 %
Italie					1,3 %
Royaume-Uni					2,4 %

Source : Commission Européenne in Les Echos du 22/02/0

Allemagne, n'a pas revu à la hausse sa prévision du niveau d'inflation de + 2,2 % dans la zone euro et dans l'ensemble de l'UE25. Aussi, la Banque Centrale Européenne pourrait choisir de relever son taux directeur pour la seconde fois en trois mois d'un quart de point, le portant ainsi à 2,5 %.

(Les Echos : 15-22/02/2006 ; La Tribune : 22/02/2006)

Europe : croissance plus élevée pour les huit pays d'Europe centrale et septentrionale

Les nouveaux pays membres de l'UE ont vu globalement leur croissance progresser de 4 %, soit un rythme deux fois plus élevé que pour les autres membres :

Pologne	Hongrie	Slovénie	Rép. Tchèque	Slovaquie	Lituanie	Estonie	Lettonie
3 %	3,4 %	3,4 %	4,3 %	5,5 %	6,4 %	6,6 %	7,5 %

Conséquence de leur entrée dans l'Europe, ces résultats sont dus aux aides directes de Bruxelles et surtout à l'afflux des capitaux étrangers dont le montant a progressé de 69 % en 2004 et de presque autant en 2005.

(Le Figaro : 13/02/2006)

Etats-Unis : confiance mitigée dans la croissance

Ben Bernanke, le successeur d'Alan Greenspan à la présidence de la Banque fédérale, a déclaré que « ...l'économie des Etats-Unis avait réalisé une performance impressionnante en 2005 » et qu'il restait confiant pour l'avenir en prévoyant un taux de croissance de 3,5 % pour 2006. S'il reconnaît la pression inflationniste s'est accrue en 2005, il estime que l'inflation devrait rester sous contrôle en 2006, à un niveau de

1,75 % à 2 % (hors énergie et alimentation). Les observateurs s'attendent donc à un nouveau relèvement du taux directeur de la Fed qui pourrait être porté à 5 %.

Pour plusieurs analystes, l'économie américaine pourrait connaître en 2006 l'amorce de fin du haut de cycle actuel : la consommation pourrait fléchir de 4 à 2,5 %, l'immobilier stagner, le prix de l'énergie continuer de croître tandis que l'endettement des ménages représente aujourd'hui 127 % de leur revenu brut.

Les déficits américains se situent toujours à des niveaux préoccupants : aggravé par les factures pétrolières, le déficit commercial a atteint le niveau record de - 725,8 Md\$, tandis que le déficit budgétaire a atteint - 423 Md\$.

(La Tribune : 07/02/2006 ; Le Figaro : 25/02/2006 ; Les Echos : 13-16/02/2006)

La COFACE constate une baisse du « risque pays »

Selon la COFACE, le risque pesant sur le crédit à l'exportation a diminué au 4^{ème} trimestre 2005, l'indice mondial se marquant par une baisse de 2 %. L'indice de l'Union européenne a baissé de 7,8 %, à 81 points, mais reste sensiblement supérieur à l'indice des pays industrialisés qui est de 67 points. La note de l'Allemagne, où la solvabilité des entreprises est redevenue bonne et où les dépôts de bilan sont en baisse, a été relevée de A2 à A1. Du côté des pays dits émergents, on relève l'amélioration de la note de l'Algérie et de la Roumanie (de B à A4) ; mais des pro-

grès restent à faire en matière de ponctualité des paiements.

(L'Usine Nouvelle : 10/01/2006, site usinenouvelle.com)

L'économie chinoise : PIB 2005 révisé à la hausse et 4^{ème} rang mondial

Après la publication d'un PIB provisoire de 9,8 % en 2005, les chiffres définitifs de l'économie chinoise ont été présentés par le directeur du Bureau national des statistiques : le PIB a progressé de 9,9 % en 2005 et atteint 2 230 M\$. La Chine, 6^{ème} puissance économique du monde en 2004 derrière la France, occupe aujourd'hui la 4^{ème} place, derrière les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne, et devant le Royaume-Uni et la France.

(Les Echos : 26/01/2006)

3. DOSSIERS ET FAITS D'ACTUALITÉ

Barrick Gold réussit son OPA sur Placer Dome

Les actionnaires de Placer Dome ont attendu d'être près de la date limite du 19/01/2006 pour apporter leurs actions à l'offre de Barrick. Le 19 janvier, 81 % des titres de Placer étaient aux mains de Barrick. Ce dernier s'était engagé à payer ses nouveaux actionnaires au plus tard le 23 janvier : soit contre 22,5 \$ en numéraire par action Placer Dome, soit contre 0,8269 action Barrick et 0,05 \$ en numéraire par action Placer Dome. Barrick a donc consenti à valoriser sa cible à 10,4 Md\$, soit 13 % au dessus de la première offre et, sur ce montant, il va récupérer 1,5 Md\$ sous forme de ventes d'actifs (en Ontario et Amérique du Sud) à Goldcorp.

Barrick avait dû reporter au 3 février la date limite afin de pouvoir atteindre 90 % du capital de Placer, qui est le seuil imposé pour une conclusion formelle de l'OPA. Barrick déclarant le 10 février détenir 94 % du capital de Placer, a donc pu obliger les derniers actionnaires de Placer à céder leurs titres en vertu du « Canada Business Corporations Act », et retirer Placer de la cote.

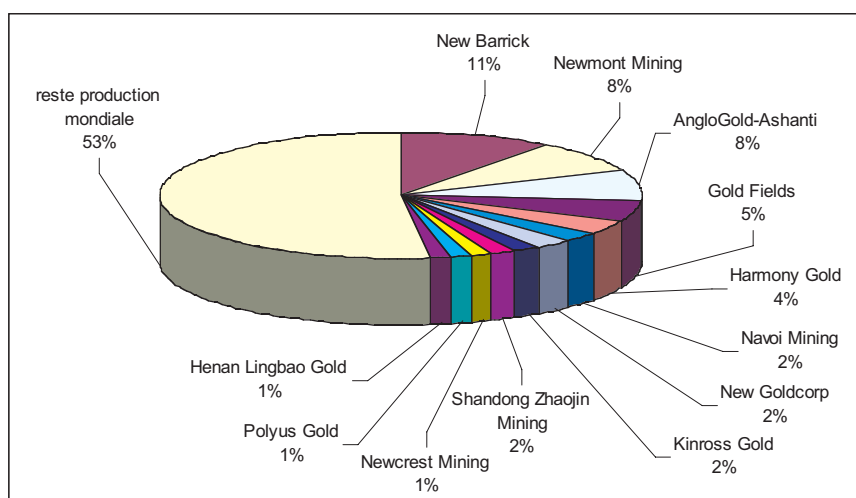
Sur cette nouvelle base, en intégrant l'absorption de Placer Dome par Barrick, les rachats d'actifs de Goldcorp et les compagnies russes et chinoises, les 12 plus importants producteurs d'or mondiaux (privés et publics) se répartissent 48 % du total 2005 estimé à 2 494 t par GFMS (fig. suivante). Barrick (260 t) passe largement en tête des quatre producteurs à plus de 100 t/an, devant Newmont (202 t), AngloGold-Ashanti (193 t) et Gold Fields (134 t). Harmony Gold (93 t) est le 1^{er} des producteurs de « second rang ». Le 1^{er} producteur chinois, Shandong Zhaojin Mining est 9^{ème} (44 t), Polyus Gold (34 t) 11^{ème} et Henan Lingbao Gold (32 t) dernier de la liste.

(*Interfax-China Metals* : 18/02/2006 ; *L'Usine Nouvelle* : 03/02/2006, site *usinenouvelle.com* ; *Les Echos* : 23/01/2006, 02-08/02/2006 ; *Mining Engineering* : January 2006 ; *Mining Journal* : 27/01/2006, 10/02/2006 ; *Platt's Metals Week* : 23/01/2006)

L'OPA de Mittal Steel sur Arcelor : évolution complexe et incertaine

Sujet d'actualité traité en Ecnote.

Répartition de la production d'or mondiale 2005 sur la nouvelle base



Le Président et Directeur technique de Barrick, Gregory Wilkins, a commencé à dévoiler la stratégie du groupe à moyen terme. Il estime que le cours de l'or, quoique revenu à un haut niveau, va continuer à monter car il a peu progressé par rapport aux coûts de production et qu'un « rattrapage » se produira. Notant que la constitution de nouvelles réserves en terre est de plus en plus difficile, il prévoit un surcroît d'investissement dans l'exploration, notamment autour des gisements actuels. La question des réserves en terre était donc bien la raison principale de l'OPA sur Placer Dome : l'absorption de son rival canadien a porté les réserves en terre de Barrick à 4 665 t, loin devant les 2 874 t de Newmont. Ce qui assure au nouveau Barrick 18 ans d'exploitation au rythme actuel avec, il faut le noter, un coût opératoire moyen avoisinant 250 \$/oz, qui est le moins élevé chez les grands producteurs d'or privés.

La fusion d'Inco et de Falconbridge traîne en longueur

Inco a dû reporter une fois encore la date limite de son OPA sur les actions ordinaires de Falconbridge, qui passe du 27 janvier au 28 février. Selon Inco, il faut donner de nouveaux délais aux autorités administratives des Etats-Unis et aux services européens et canadiens chargés des affaires de concurrence, sans l'aval desquels l'offre d'Inco serait caduque.

(*Le Monde* : 02/02/2006 ; *Metal Bulletin* : 23/01/2006)

Russie : rumeurs de rapprochement entre les groupes Alrosa et Norilsk...

Alexander Khloponin, gouverneur de la région de Krasnoïarsk et membre du « Conseil de la Fédération de Russie pour le renforcement des projets natio-

naux », a révélé qu'une réunion entre les deux sociétés Alrosa et Norilsk Nickel a été consacrée à un possible regroupement, tout en assurant « ...qu'il n'y a pas de projet de fusion à court terme ». Dans le schéma élaboré, l'Etat fédéral et la République Autonome de Sakha prendraient 25 % de la nouvelle entreprise, le reste étant réparti entre les autres actionnaires des deux groupes. L'Etat fédéral procéderait en portant d'abord sa part dans Alrosa à 51 % (la répartition actuelle est à 37 % Etat Fédéral, 32 % République Autonome de Sakha et 31 % pour 8 communautés locales et les salariés). Les objections sont que non seulement Norilsk est un groupe privé aux mains des deux hommes d'affaires Vladimir Potanin et Mikhail Prokhorov, mais sa capitalisation est beaucoup plus importante que celle d'Alrosa : le bénéfice opérationnel (Ebitda) de Norilsk en 2005 est estimé à 3,8 Md\$, contre 1,1 Md\$ pour celui d'Alrosa.

Ce projet a été démenti par les porte-parole d'Alrosa et de Norilsk ainsi que par le Président Vladimir Putin en personne malgré ses convictions connues sur la nécessité de groupes nationaux puissants dans les secteurs stratégiques, dont la mine fait partie. Le scénario en cours n'est pas sans rappeler les renationalisations de Sibneft et de Yukos. Dans le même temps, Alrosa est en pleine restructuration.

(*Interfax-Metals & Mining* : 27/01/2006, 03/02/2006 ; *Les Echos* : 23/01/2006 ; *Metal Bulletin* : 13-23-31/01/2006 ; *Metal Bulletin* : 23/01/2006, *MBdaily* du 31/01/2006 ; *Platt's Metals Week* : 23/01/2006)

... Et entre les aluminiers Rusal et Sual

La question d'une fusion entre les deux aluminiers russes avait déjà été soulevée, notamment à la suite de leur décision de développer en commun le projet Timan-Komi. Un élément nouveau en faveur de cette hypothèse est intervenu avec le retrait du britannique FF&P (Fleming Family & Partners) du capital de Sual. En décembre 2002, FF&P avait acquis 4,9 % du capital de Sual dans l'objectif de renforcer rapidement sa part jusqu'à environ 25 %. La « fusion » d'intérêts entre la famille Fleming et

l'homme d'affaires Viktor Vekselberg, propriétaire de Sual, ne s'étant pas ré-
alisée, celle entre Viktor Vekselberg et
Oleg Deripaska, un autre homme d'aff-
aires propriétaire de Rusal, est-elle
envisageable ?

La motivation principale avancée
par les protagonistes est la constitu-
tion d'un groupe russe de la taille des
autres grands aluminiers internatio-
naux concurrents, Alcoa, Alcan, voire
Chalco. Sual est faiblement excéden-
taire en bauxite et alumine et davan-
tage orienté sur la valeur ajoutée,
alors que Rusal, fortement positionné
sur l'exportation, a encore besoin
d'augmenter son autosuffisance en
matières premières mais maîtrise
mieux son approvisionnement élec-
trique. La fusion des deux donnerait
naissance à un groupe totalisant des
productions de 11,1 Mt de bauxite,
6,2 Mt d'alumine et 3,76 Mt d'alumi-
nium (tabl. suivant). Rusal et Sual ont
tous deux fait des efforts particuliers,
Rusal dans l'augmentation de sa ca-
pacité de production d'alumine grâce,
notamment, aux rachats de la raffine-
rie de Boksitogorsk et des 20 % de
Kaiser Aluminium dans Queensland
Alumina, Sual dans l'augmentation de
sa capacité de production d'alumi-
nium grâce, notamment, au rachat de
la fonderie Zaporizhsky Alyuminiev
Kombinat.

Productions 2005 de Rusal et de Sual

	2004	2005	évol.% 04-05
Rusal : tonnes			
bauxite	4 867	5 717	17,5
alumine	3 140	3 948	25,7
aluminium	2 671	2 714	1,6
part produits à + forte valeur ajoutée	28,2%	31,4%	3,2
Rusal : M\$			
chiffre d'affaires	5 408	6 100	12,8
Sual : tonnes			
bauxite	5 018	5 409	7,8
alumine	2 067	2 286	10,6
aluminium	923	1 047	13,4

A contrario, la « fusion d'intérêts »
Rusal – Sual n'est guère évidente car
elle concerne deux capitaines d'indus-
trie peu habitués au partage du pouvoir
et avec des priorités stratégiques diffé-
rentes. Si l'objectif premier de Rusal est
de devenir le futur aluminier n° 1 mon-
dial, au moins en termes de tonnages,
l'objectif premier de Sual est, aujour-
d'hui, de créer un groupe diversifié avec
l'appui d'un partenaire stratégique.

Néanmoins, O. Deripaska et
V. Vekselberg ont su trouver un terrain
d'entente avec le développement en
commun et à parts égales (50 %-
50 %) du projet Komi-Timan dont le
budget global, infrastructures, fonde-
rie et probable centrale électrique
captive comprises, atteindra plus de
2 Md\$. Les autorisations données,
l'augmentation de capacité de produc-
tion de bauxite, à 6 Mt/an (150 M\$) et
la construction de la raffinerie d'alu-
mine de capacité 1,4 Mt/an (720 M\$)
devraient commencer cette année. La
capacité de la future fonderie, entre
300 et 500 kt/an et les solutions à l'ap-
provisionnement d'électricité à prix
compétitif sont encore en cours d'éva-
luation.

(*Interfax-China Metals* : 27/01/2006,
03-10-17/02/2006 ; *Metal Bulletin* :
06-20/02/2006 ; *Mining Journal* :
27/01/2006 ; *Mining Engineering* :
January 2006)

Premières indications sur les prix des minerais de fer et des métaux ferreux d'alliage en 2006

Traditionnellement, c'est en début
d'année que les sidérurgistes japo-
nais et européens négocient avec les
producteurs de minerai de fer, de mi-
nerais ferreux et de ferroalliages leurs
contrats, en prix et en volume.
Si les prix des principaux mé-
taux non ferreux sont fixés en
bourse, ceux des « petits mé-
taux » sont cotés sur des mar-
chés libres tandis que les prix
des matières premières sidé-
rurgiques sont négociés entre
producteurs et acheteurs, an-
nuellement ou trimestriellement.

Minerai de fer

Fin janvier et début février,
les discussions se poursuivaient entre
les producteurs et les sidérurgistes ja-
ponais. Une hausse de 15 à 30 % pa-
raît possible compte tenu d'une
demande de hausse de 20 % des mi-
neurs australiens et de 30 % du
1^{er} mineur de fer mondial, CVRD. Le
consultant Macquarie cite une hausse
minimum de 15 % tandis que des si-
dérurgistes japonais se disent prêts à
payer 20 % de plus en contrepartie

d'une baisse nette du prix du charbon
à coke. La stratégie opportuniste des
industriels japonais tient compte du
fait que ce sont souvent les mêmes
groupes miniers qui leur livrent le mi-
nerai de fer et le charbon, à l'exemple
de BHP-Billiton ; d'ailleurs, les équi-
pes commerciales de BHP-Billiton
chargées du minerai de fer et du char-
bon ont innové en se présentant en
même temps au Japon.

Mais ce compromis ne serait pas
du goût des sidérurgistes chinois, non
seulement pour la perte de compéti-
tivité afférente, mais parce qu'ils repré-
sentent désormais, et de loin, le
1^{er} marché importateur de minerai de
fer alors qu'ils n'importent pratique-
ment plus de charbon à coke. En
2005, la Chine a produit 349,4 Mt d'a-
cier, trois fois plus que le Japon, et im-
porté 275 Mt de minerai de fer, dont
112 Mt d'Australie (environ 43 % de la
production australienne), 69 Mt d'Inde
(53 % de la production indienne) et
55 Mt du Brésil (20 % de la production
brésilienne). Le système habituel de
fixation des prix de référence du mar-
ché sur la base des accords australo-
nippons est donc contesté par les
autres acteurs : de la part des sidérur-
gistes chinois conscients du volume
qu'ils représentent et de la part du mi-
neur brésilien CVRD devenu le
1^{er} mineur de fer mondial. Les indus-
triels chinois ont toutefois contre eux
une hausse attendue de 9 % de leurs
importations de fer en 2006, soit
300 Mt, qui va faire durer la tension
sur l'offre globale.

Charbon à coke

XStrata a signé le premier contrat
2006 pour son charbon à coke austra-
lien au prix de 120 \$/t, marquant une
stabilité par rapport au prix 2005. Le
Japon a su négocier à plus bas prix
avec ses fournisseurs comme on l'a
vu : les premiers accords conclus
entre BHP-Billiton et les principaux si-
dérurgistes japonais révèlent des prix
en baisse de 10 \$ pour le charbon à
coke de haute qualité (115 \$/t fob ou -
8 %), et de 15 à 20 \$ (- 12 à - 16 %) pour les charbons à coke courants.
Les autres charbons industriels (coké-
fiabiles semi-durs, charbons à pulvéri-
ser pour injection) baissent davantage
et se vendront un peu en dessous de
70 \$ et entre 53 et 55 \$/t fob, respec-

tivement. Ces prix valent pour l'année fiscale japonaise qui court du 1^{er} avril 2006 au 30 mars 2007.

Ferrochrome

Pour le 1^{er} trimestre 2006, le producteur d'acier inoxydable Nippon Steel & Sumikin et les producteurs de ferrochrome XStrata et Samancor (Afrique du Sud) ont convenu d'un prix de 68 cents/lb, cif Japon (soit 1 500 \$/t ou 1 250 euros/t). C'est 5 \$ de moins qu'au 4^{ème} trimestre 2005 (- 7,35 %). Cette baisse est induite par celle des prix spot, en repli de 10 cents au Japon et de 8 cents en Europe sur la même période. Les quantités contractualisées (non révélées) sont qualifiées de similaires à celles du 4^{ème} trimestre 2005, bien que les producteurs d'acier inoxydable travaillent depuis un semestre nettement sous leur capacité de production. Les fournisseurs de ferrochrome vendront un peu moins cher, mais sans réduction de volume, et pourront ainsi alléger les stocks d'inventures dus à l'affaiblissement de la demande d'acier inoxydable au 2^{ème} semestre 2005.

Les fournisseurs d'autres matières premières sidérurgiques sur le marché japonais ont été moins bien lotis : les importations japonaises des 11 premiers mois de 2005 sont en effet en repli par rapport à 2004 : - 26 % pour les déchets d'acier inoxydable, - 14 % pour le ferrosilicium (> 55 % Si) et - 4 % pour le ferrochrome carburé (> 4 % C).

Minerai de manganèse

BHP-Billiton et Nippon Steel se sont accordés exceptionnellement tôt sur le prix du minerai de manganèse. Habituellement, ce prix est négocié après celui du minerai de fer. Mais cette fois, le prix du manganèse était convenu avant la Noël 2005 alors que les négociations pour le minerai de fer étaient encore en cours fin janvier. Selon BHP-Billiton, le prix est compris entre 2,50 et 2,80 \$/mtu¹ fob alors que Nippon Steel a annoncé un prix de 3,01 \$/mtu cif. La baisse paraît considérable par rapport à 2005 où le point de tonne de manganèse s'est vendu à 3,99 \$, mais elle l'est moins par rapport à la moyenne

des 10 dernières années, qui est de 2,25 \$. Le prix spot, comme pour le ferrochrome, a fortement baissé depuis l'été 2005, pour arriver à présent à 2,80 ± 0,2 \$/mtu.

Molybdène

Contrairement au manganèse et au ferrochrome, le prix du ferromolybdène remonte vers la 3^{ème} semaine de janvier de 4 \$ sur les marchés européen et chinois, à 53 ± 1 \$/kg. C'est presque une moyenne entre les 100 \$/kg de juin 2005 et les plus ou moins 10 \$/kg de la décennie 1990. Cette hausse est en partie très conjoncturelle, en raison d'une rarefaction des concentrés chinois au moment du Nouvel an chinois (28 janvier au 5 février) et d'achats de la part de spéculateurs, présents sur ce marché depuis deux ans, pour ne pas se trouver à découvert.

Transport maritime

Tous ces minerais ferreux et ferroalliages sont des pondéreux le plus souvent transportés par mer sur de grandes distances. Le prix rendu usine est donc sensible au coût du fret maritime qui peut représenter jusqu'à 10 % du prix fob des minerais de fer.

Ces dernières années, le coût du transport maritime a considérablement augmenté, les raisons principales en étant le boom économique chinois, l'insuffisance du nombre de navires vraquiers, l'encombrement chronique des ports destinataires chinois et, aussi, le renchérissement des fuels lourds de soute. Depuis, malgré une demande de fret maritime toujours soutenue, les conditions se sont améliorées grâce aux lourds investissements consentis dans les ports d'Asie du SE, notamment en Chine, et dans la reprise de la construction navale. Selon Clarkson Research Services, consultant en transport maritime, la flotte de vraquiers du type « Capesize² » s'est accrue de 8,7 millions de tpi en 2005 pour atteindre 110,8 millions de tpi. Les prévisions d'entrée en service sont de 9 millions de tpi en 2006, de 6,9 en 2007 et de 10,3 pour 2008. Entre la fin 2004 et la fin 2008, le tonnage de cette flotte passera

de 102 à 138 millions de tpi (+ 26 %). Ces améliorations permettront un « repli en douceur » (soft landing) des taux de fret à moyen terme : pour un vraquier de 150 000 t de port en lourd reliant le Brésil à la Chine, le prix est passé de 95 000 \$/jour à la fin janvier 2005 à 42 500 \$/jour au début janvier 2006, puis à 37 000 \$/jour à la fin janvier.

(*Interfax-China Metals* : 11-18/02/2006 ; *Financial Times* : 07/02/2006 ; *La Tribune* : 08/02/2006 ; *Les Echos* : 31/01/2006 ; *Metal Bulletin* : 23/01/2006, 20/02/2006 ; *Platt's Metals Week* : 23-30/01/2006)

Accord de coopération dans l'exploration et le développement miniers en Russie entre Norilsk Nickel et Rio Tinto

Norilsk Nickel et Rio Tinto s'associeraient dans un vaste programme d'exploration et de développement miniers, axé sur les métaux non ferreux et précieux en Sibérie méridionale et dans l'Extrême-Orient russe. Les premières cibles seraient le cuivre de la région de Chita (Oudokan, Bystrinskiï) et le district à or de Sukhoï Log. Mais Interfax China, citant un haut responsable de Norilsk, mentionne que cette collaboration pourrait s'étendre à la Chine, au Kazakhstan et à la Mongolie. La joint venture serait détenue à 51 % par Norilsk et à 49 % par Rio Tinto. Il n'est pas prévu d'échange d'actions et, selon Rio Tinto, les investissements envisagés seraient de « plusieurs centaines de millions de dollars ». C'est un considérable renforcement de la présence technique de Rio Tinto en Russie, où le groupe a consacré seulement 1 % de son budget d'exploration 2005 estimé à 250 M\$.

Dans le contexte d'une rumeur de rapprochement entre le groupe public Alrosa, producteur de diamants, et le groupe privé Norilsk, producteur d'or via Polyus Gold, de nickel, de cuivre, de PGM, etc..., l'annonce d'un tel accord de coopération peut s'interpréter différemment. Correspond-il à une volonté d'ouverture (techniques, management environnemental...) de la part de Norilsk ? Ou peut-il être un paravent contre le souhait du gouvernement central de « renationaliser » Norilsk ou un relais en cas d'absorption de Norilsk par Alrosa ? Via leur holding InterRos (100 % du capital de Norilsk), les deux

¹ Le mtu (metric tonne unit) correspond à 10 kg de métal contenu dans le minerai ; 3,01 \$/mtu correspond donc à 301 \$/t ou 250 euros/t de manganèse.

² Cargos dont le tirant d'eau ou la largeur à la flottaison excède les normes des écluses de Suez ou de Panama ; pour les minerais et le charbon, ce sont des navires de plus de 80 000 tpi (tonnes de port en lourd), la plupart excédant 150 000 tpi.

hommes d'affaires Vladimir Potanin et Mikhail Prokhorov avaient récupéré le groupe minier Norilsk Nickel dans les « années Eltsine » en tant que gage d'un prêt consenti à l'Etat russe et non remboursé.

(Interfax-China Metals : 27/01/2006, 11/02/2006 ; Les Echos : 30/01/2006 ; L'Usine Nouvelle : 02/02/2006, news du 27/01/2006 ; Mining Journal : 27/01/2006, 03/02/2006)

INFORMATIONS SECTORIELLES

1. MÉTAUX DE BASE

ALUMINIUM

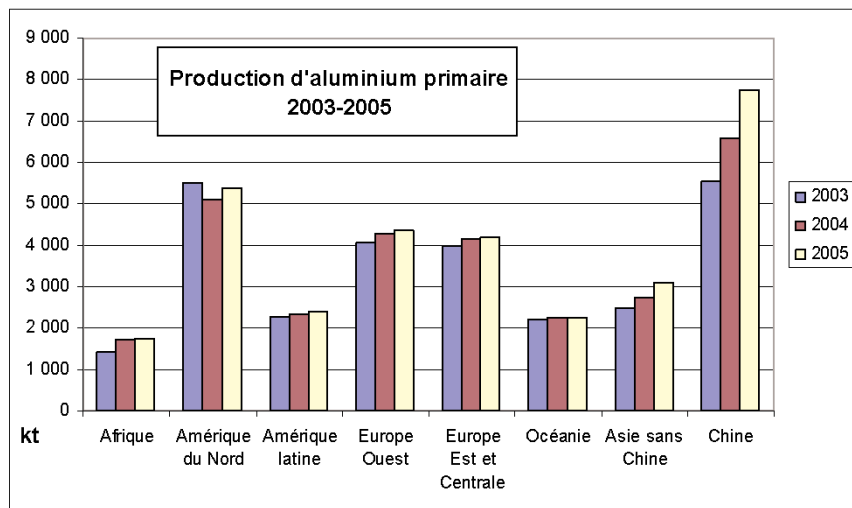
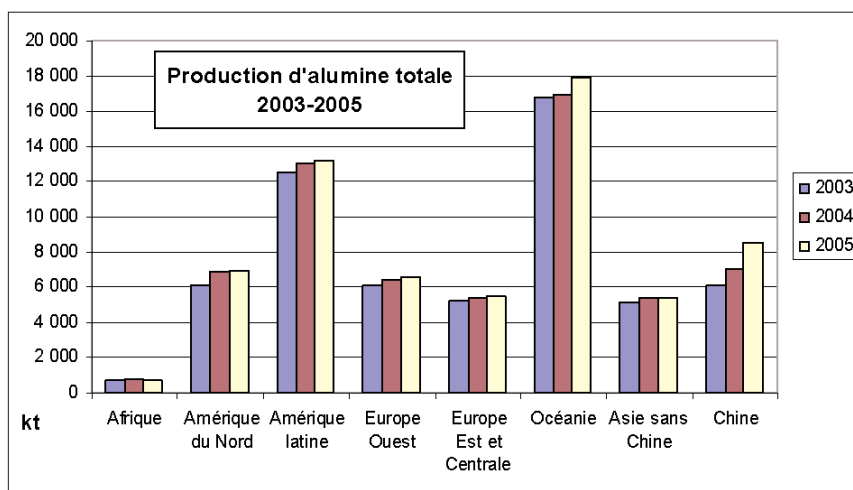
Le marché de l'aluminium 2005 finit quasiment à l'équilibre alors que le marché 2006 s'annonce en faible déficit avec une offre d'alumine encore insuffisante

L'International Aluminium Institute a publié le 20 février son premier bilan de l'année 2005 concernant les productions mondiales³ d'aluminium primaire et d'alumine.

En 2005, la production d'**aluminium primaire** s'est établie à 31,17 Mt (+ 6,8 %). Elle a surtout progressé en Asie et particulièrement en Chine (+ 17,5 %) alors que l'Amérique du Nord a rattrapé une partie de la production perdue en 2004 (fig. suivante). La progression mondiale hors Chine est de 3,6 %.

91,5 % d'alumine métallurgique. À part l'Afrique et l'Asie hors Chine, tous les continents ont vu leur production croître (fig. suivante). L'augmentation a été plus nette en Océanie et, surtout, en Chine (+ 21,7 %). La progression mondiale hors Chine est de 2,3 %.

Alcan et - 156 kt pour Mitsui & Co. La demande mondiale progresserait de 5,5 % pour Mitsui, de 4,9 % pour Alcan et de 7 % pour Rusal tandis que l'offre progresserait de 4,3 % pour Mitsui et de 4,0 % pour Alcan. C'est la Chine qui sera encore le facteur clé du marché avec



La production mondiale d'alumine s'est établie à 64,67 Mt (+ 4,5 %), dont

³ Les comptes de l'IAI excluent habituellement les productions de quelques pays, Azerbaïdjan, Iran, Corée du Nord, Bosnie-Herzégovine, Pologne et Roumanie qui représentent environ 2 % des bilans réalisés.

Les premières estimations de la balance du marché de l'aluminium primaire 2005 font état d'une situation entre l'équilibre et le déficit de l'ordre de 200 kt : les acteurs directs de la filière se sont prononcés pour le déficit, - 330 kt pour

une demande estimée à 8 Mt, contre 7 Mt en 2005 (+ 14,2 %), et une production de 8,5-8,8 Mt, contre 7,7 Mt en 2005, continuant ainsi de tirer la demande internationale d'alumine.

(Interfax-China Metals : 17-24/12/2005, 07-14/01/2006 ; Les Echos : 24/01/2006 ; Metal Bulletin : 23-30/01/2006, 13-20/02/2006 ; Mining Journal : 13-20/01/2006 ; Platt's Metals Week : 06/02/2006 ; Site web world-aluminum.com)

La Guinée est en passe de réussir l'ouverture du secteur minier de la bauxite et les projets se multiplient

Le projet de raffinerie d'alumine Alcan-AWAC (Alcoa World Alumina & Chemicals) est arrivé en phase préparatoire de réalisation avec l'établissement d'un calendrier de travail en collaboration avec les autorités guinéennes. Aussitôt obtenues les signatures officielles, l'étude de faisabilité sera lancée

façon à pouvoir commencer la construction de la raffinerie de 1,5 Mt/an (en 1^{ère} phase) au début 2007 et la production courant 2009. Il semble que le capital du projet puisse être partagé entre Alcan et AWAC (80 %), et l'Etat guinéen (20 %), en l'absence de Dadco faisant partie du consortium Halco (avec Alcan et AWAC) qui est actionnaire à 51 % de la Compagnie des Bauxites de Guinée.

Le projet de Global Alumina (GlobAl) de construction d'une raffinerie d'alumine de 2 800 kt/an est toujours en recherche de garantie de commercialisation de la production et de financement. GlobAl vient, ainsi, de signer un second contrat ferme avec Glencore International, qui porte sur la livraison de 420 kt/an pendant 20 ans. Le total contractualisé atteint aujourd'hui 55 % de la capacité (40 % Dubaï Aluminium, 15 % Glencore) alors que le China Aluminium Group n'a pas confirmé sa promesse d'achat de 2 % de la production et que le groupe Mitsubishi dispose toujours d'une option d'entrée sur 25 % du capital de GlobAl et sur 25 % de la production.

Alors que Rusal avait signé en 2003 des accords de reprise de la raffinerie de Friguia, la seule du pays, le gouvernement guinéen semble vouloir attirer d'autres investisseurs sur le projet. Outre Barclays Bank qui a fait une offre de 75 M\$, sont citées la société grecque 3PL et le groupe chinois Chalco, tous deux éventuellement en partenariat, et la compagnie indienne Aswal Industries.

Beaucoup d'investisseurs sont à la recherche de ressources directes de bauxite. Après GlobAl, BHP-Billiton, Mitsubishi a obtenu des permis de prospection dans le secteur de Kakoumy-Lélouma et déjà annoncé un projet de raffinerie d'alumine en cas de découverte de gisement, tandis qu'Aswal Industries a déposé une demande de permis dans la région de Fria.

(Africa Mining Intelligence : 18/01/2006 ; Engineering & Mining Journal : January-February 2006 ; L'Usine Nouvelle : 02/02/2006 ; Metal Bulletin : 23-30/01/2006 ; Mining Journal : 25/01/2006 ; Platt's Metals Week : 30/01/2006)

Norsk Hydro divise sa branche aluminium

Conformément aux déclarations faites en début d'année, le groupe norvégien Norsk Hydro a procédé à une division de sa branche Hydro aluminium. Celle-ci comportera désormais un secteur du métal primaire et des produits associés et un secteur des produits fabriqués commercialisés, incluant les produits pour le secteur automobile, les produits extrudés et les produits laminés. A la tête de ces secteurs ont été désignés Jon-Harald Nilsen pour le secteur primaire et Svein Richard Brandtzag pour les produits commercialisés.

Confiant sur la progression de la demande de produits d'aluminium, qu'il évalue à 4 % l'an pendant les dix prochaines années, le directeur de Norsk Hydro, Eivind Reiten, pense que le challenge sera dans la maîtrise des coûts. C'est pourquoi le groupe recherchera d'autres opportunités de croissance dans les pays où les sources d'énergie sont abondantes. Ainsi, alors que les déclarations du groupe concernant le site allemand de Neuss (226 kt/an), où « ...les besoins en électricité sont couverts jusqu'à fin 2006 », sont préoccupantes, confirmation a été faite en janvier de la réalisation du projet d'une fonderie de 570 kt/an au Qatar.

(Metal Bulletin : 06-20/02/2006, MB daily du 31/01/2006 et du 14/02/2006 ; Platt's Metals Week : 26/12/2005 ; Recyclage Récupération n°4 : 03/02/2006)

Reste de l'actualité d'une filière aluminium toujours en effervescence

En Russie, depuis que les groupes Rusal et Sual ont passé un accord pour le développement en commun du projet Timan-Komi, les observateurs s'interrogent sur les rumeurs de fusion des deux groupes. (cf Dossiers et faits d'actualité).

À Trinidad et Tobago, le gouvernement et Alcoa ont signé l'accord préalable pour la construction d'une nouvelle fonderie de capacité 341 kt/an. Elle sera le cour d'un complexe comprenant une unité de fabrication d'anodes, des unités de fabrication de billettes, de pièces moulées et forgées. Alcoa, qui espère commencer une production en 2008,

devrait investir un total de 1,5 Md\$. Dans l'immédiat, une étude d'impact a été diligentée.

Au Mozambique, Companhia Vale do Rio Doce (CVRD) relance l'idée de construire une fonderie d'aluminium pour profiter d'une énergie à faible coût basée sur l'utilisation du charbon du gisement de Moatize racheté en 2005. Le coût trop élevé de l'énergie au Brésil étant mis en cause, CVRD a tenu à préciser que ce n'était pas au point de délocaliser les raffineries d'alumine beaucoup moins énergivores.

Au Nigeria, Rusal a formalisé l'acquisition de 77,5 % du capital de l'Aluminium Smelter Company of Nigeria (Alscon) pour un montant de 250 M\$. Ses autres partenaires sont l'Etat (7,5 %) et Man Ferrostaal (15 %). Rusal s'est engagé à investir 150 M\$ dans l'achèvement et la modernisation de l'outil de production (190 kt/an) dont la matière première, l'alumine, proviendra de la raffinerie guinéenne de Friguia gérée par le groupe russe.

En République Démocratique du Congo, BHP-Billiton a lancé un projet de construction d'une fonderie d'aluminium s'intégrant dans une politique d'investissement ciblée sur le continent africain. Le coût du projet aluminium, qui nécessiterait en particulier la construction d'une centrale électrique et d'un port en eau profonde, est évalué à 2,5 Md\$.

(Africa Mining Intelligence : 15/02/2006 ; Metal Bulletin : 20/02/2006 ; Mining Journal : 10/02/2006 ; Platt's Metals Week : 13/02/2006)

CUIVRE

La production minière mondiale de cuivre a augmenté de 2 % en 2005

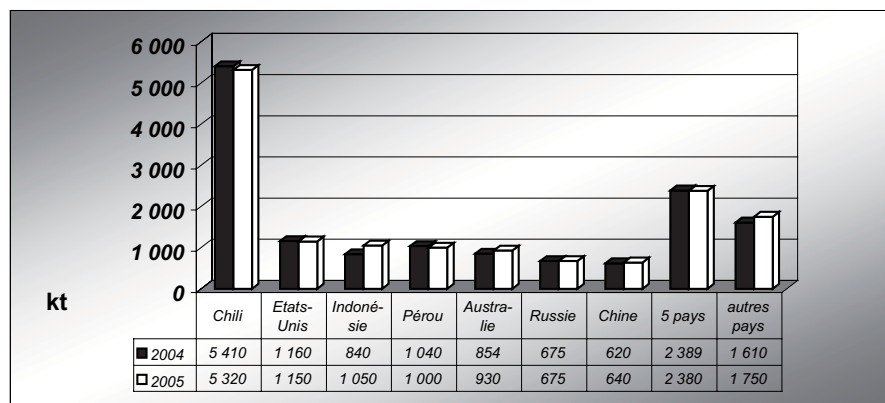
L'US Geological Survey vient de publier les données de la production minière mondiale de cuivre 2005, dont le total de 14 900 kt marque une hausse de 2,1 % par rapport à 2004 (fig. suivante).

Malgré une production 2005 en baisse de 1,7 %, le Chili est toujours le plus grand producteur minier de cuivre avec 5 410 kt représentant 35,7 % de l'offre mondiale. Les six pays suivants avec un niveau de production supérieur

à 600 kt, totalisent 5 445 kt et représentent 36,6 % de l'offre : on note parmi ceux-ci une hausse de 25 % en Indonésie, de 9 % en Australie, de 3,2 % en Chine, un recul de 4 % au Pérou tandis que le niveau aux Etats-Unis et en Russie est resté stable.

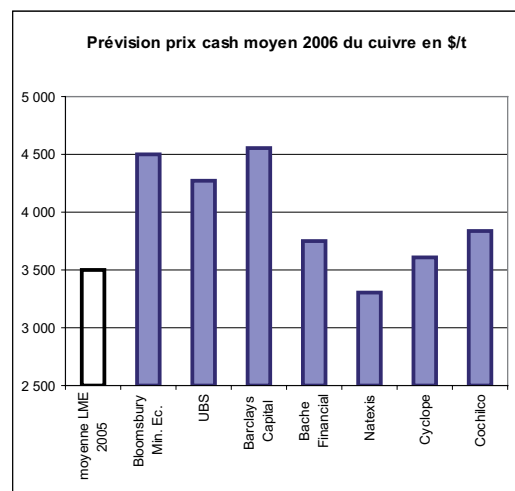
Les cinq pays à production supérieure à 400 kt (Canada, Pologne, Zambie, Mexique et Kazakhstan) totalisent 2 380 kt et 16,0 % en part mondiale. La production kazakh a baissé de 13 %, la production polonaise est restée inchangée tandis que celle des autres pays a augmenté de 3-5 %. Enfin, le groupe des « autres pays producteurs » totalise 1 750 kt, soit une hausse de 8,7 % et une part mondiale de 11,7 %.

Production minière mondiale de cuivre 2005 cf USGS



Estimations et prévisions du marché du cuivre

Banques d'affaires / Organismes	balance 2005 : t	prix cash moyen 2006 : \$/t	balance 2006 : t	balance 2007 : t
Bloomsbury Min. Economics	-375 000	4 500	-225 000	-246 000
UBS	-300 000	4 277	-100 000	
Barclays Capital		4 550		
Bache Financial		3 750		
HSBC			150 000	
Natexis		3 300		
Cyclope		3 608		
Cochilco		3 836	102 000	221 000
ICSG / janvier-novembre 2005	-154 000			
moyennes arithmétiques	-276 333	3 974		



(Mining Journal : 27/01/2006)

Prévisions de prix cash 2006 et de marché 2006-2007 pour le cuivre

La publication des prévisions du marché du cuivre 2006 s'est poursuivie alors que les premières estimations de la balance offre – demande du marché du cuivre 2005 indiquent un résultat déficitaire, mais dans une assez large fourchette encore (tabl. suivant).

Seul, Cochilco fournit ses estimations de l'offre et de la demande 2006 : croissance de la production de cuivre raffiné de 7-12 % (1-1,7 Mt) et croissance de la demande de cuivre de 3,5 %.

Concernant la balance du marché 2006, deux établissements prévoient un déficit limité de - 100 à - 225 kt alors que deux autres prévoient un faible excédent de + 100 à + 150 kt. Pour 2007, existe la même incertitude avec deux proposi-

tions symétriques. Cette incertitude, attestée par les fréquentes modifications de 100-200 kt des prévisions 2005-2006 effectuées dans l'intervalle de quelques mois, est révélatrice du quasi état d'équilibre du marché, davantage exposé à l'influence de facteurs secondaires comme les réductions volontaires de production, les grèves des employés, les incidents miniers, etc...

Le prix cash moyen 2006 est donné dans une large fourchette de 3 300 à 4 550 \$/t (fig. suivante). En fait, se distinguent deux groupes de prévisions, l'un avec des valeurs proches de 4 500 \$/t, qui correspondent aux partisans du déficit, l'autre avec des valeurs proches de 3 500 \$/t, correspondant aux partisans de l'excédent.

(Les Echos : 19/01/2006 ; L'Usine Nouvelle : 16/02/2006 ; Metal Bulletin : 23/01/2006, 13/02/2006 ; Platt's Metals Week : 30/01/2006, 06-13/02/2006 ; Site web icsg.org : Preliminary data for November 2005)

Premier bilan de la filière cuivre primaire chinoise 2005

La publication en cours des statistiques de la filière cuivre primaire chinoise permet de dresser un premier bilan. Les sources sont l'USGS pour la production minière, le China National Bureau of Statistics pour la production d'aluminium, la China General Administration of Customs pour les flux, la China Nonferrous Metals Industry Association et Antaïke pour la capacité de production et la consommation ; la consommation apparente est déduite de la production et du bilan global des flux (fig. suivante). Des incertitudes demeurent, la plus importante concernant les 4 060 kt de « minerais et concentrés importés » (+ 41,4 % par rapport à 2004), transformés en 1 015 kt par application d'une teneur cuivre moyenne de 25 % : le total disponible de 1 655 kt de cuivre en concentrés s'avère inférieur à celui de 2 534 kt pour le cuivre raffiné (+ 16,8 %).

En parallèle, peuvent être citées les 4 821 kt de cuivre importées sous

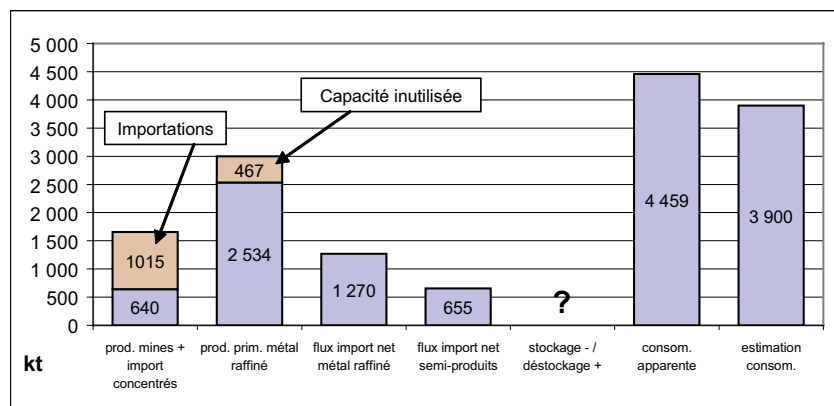
forme de scrapes (+ 22 %), tonnage dont on peut mesurer l'importance en le comparant aux 14 900 kt de la production minière mondiale 2005 (cf. USGS).

Bolivia (Comibol) par le Ministre des Mines, Antonio Revollo s'est aussitôt prononcé en faveur de la réouverture de deux unités métallurgiques arrêtées,

années précédentes et bien moins que les 11 250 t de 2001.

(Platt's Metals Week : 06/02/2006)

Bilan 2005 esquissé de la filière cuivre chinoise
(sources citées au début du texte)



Bien que la balance des flux du cuivre lingots (cuivre allié inclus) et du cuivre des semis et produits soit encore fortement importatrice nette, la croissance des exportations a été franche (+ 15 à + 19 %) face à une certaine stabilité des importations. Les éléments de stockage/déstockage n'étant pas disponibles, la consommation apparente de cuivre primaire s'établit à 4,5 Mt pour une demande de l'ordre de 3,9 Mt.

La production minière 2005, évaluée à 0,64 Mt par l'USGS (+ 3,2 %), représente seulement 21 % de la capacité de raffinage actuelle (3 Mt/an) et 14 % par rapport à l'objectif 2010 (4,5 Mt/an) dont le programme est en cours. Après l'annonce du projet de fonderie de Jiangxi Copper en décembre (300 kt/an), Yunnan Copper a annoncé un projet de fonderie en Mongolie intérieure (100 kt/an) et Yanggu Xiangguang Copper un projet de fonderie dans le Shandong (400 kt/an).

(Interfax-China Metals : 21-28/01/2006, 18/02/2006 ; Metal Bulletin : 13/02/2006 ; Mining Journal : 27/01/2006, 10/02/2006 ; Platt's Metals Week : 06/02/2006)

ÉTAIN

En Bolivie, Comibol veut rouvrir la fonderie d'étain de La Palca

Récemment nommé directeur de la société d'Etat Corporacion Minera de

La Palca. L'appel d'offres pour sa réactivation est en cours. L'exemple à suivre est celui de la réactivation de la fonderie de plomb et d'argent de Karachipampa, projet dans lequel la compagnie américaine Atlas Precious Metals doit investir 85 M\$.

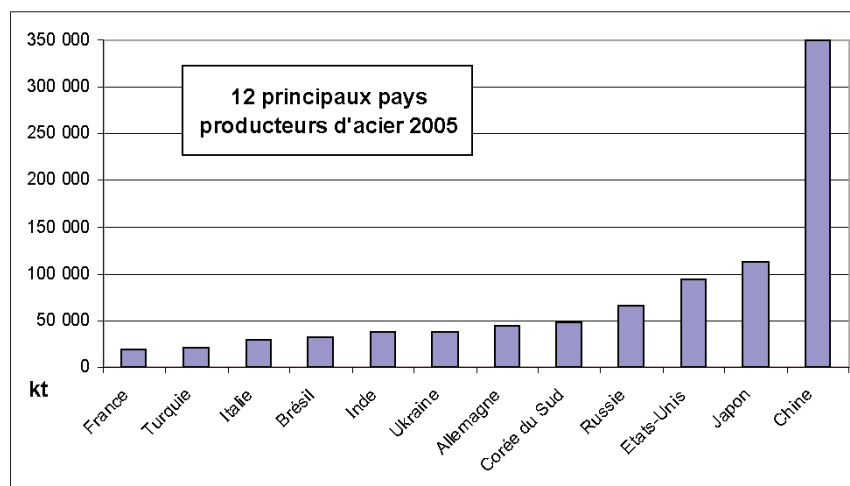
Construite dans les années 80 avec l'aide de l'ex-URSS, la fonderie de La Palca (capacité non précisée) avait dû fermer faute d'un approvisionnement suffisant en concentrés. Ce problème n'est pas évoqué, à moins de le relier à un autre objectif cité, qui est de relancer l'aide à la petite mine. La Bolivie, via Comsur et la fonderie de Vinto, a produit 9 000 t d'étain raffiné en 2004, moins que les

FER et ACIER

Selon l'IISI, la production d'acier 2005 a atteint 1 107 Mt

L'International Iron & Steel Institute a publié les statistiques de l'acier 2005. La production mondiale (61 pays pris en compte) s'établit à 1 107 Mt, en hausse de 61 Mt (+ 5,8 %) par rapport à 2004. Onze pays ont des productions supérieures à 20 Mt, la France étant au 12^{ème} rang avec 19,5 Mt ; soit un total de 81 % de la production mondiale d'acier pour ces 12 pays (fig. suivante).

La Chine, avec une production de 349 Mt correspondant à une hausse de 69 Mt (+ 24,6 %), assume l'essentiel de la hausse mondiale ; la production de l'Inde, à 38 Mt, a augmenté de 5 Mt



(+ 16,7 %). Les volumes de production ont été stables au Japon, en Corée du Sud, Turquie, Russie, Ukraine et Espagne. Ils ont été en recul de quelques centaines de kilotonnes à 1 Mt au Mexique, Canada, en Grande Bretagne, Allemagne et à Taiwan. Ils ont été en recul de plus de 1 Mt en France, qui est passée de 20,8 à 19,5 Mt (- 6,2 %), au Brésil (- 3,9 %), en Belgique (- 11,8 %) et aux Etats-Unis (- 5,8 %).

Cette croissance inquiète cependant le marché car elle reflète une situation de surproduction à laquelle les producteurs non chinois et chinois ont répondu différemment. Les sidérurgistes de l'UE 25 (- 3,6 %, à 186 Mt) et du Brésil (- 3,9 %, à 31,6 Mt) ont répondu par une liquidation de leurs importants stocks

tandis que les producteurs nord-américains s'alignaient sur la baisse de la demande (- 5,3 %, à 127 Mt). La principale raison de cette surproduction est la croissance phénoménale de la sidérurgie chinoise qui, de nette importatrice, est devenue « autosuffisante » puis nette exportatrice (1,05 Mt en 2005) de produits d'acier standards (semis, produits longs et produits plats, tubes) ; toutefois, sa balance sur les tôles spéciales automobiles (coated sheet) et les produits laminés à chaud en grande largeur est encore fortement nette importatrice, d'environ 5 Mt. À noter aussi que le pays a dû importer 275 Mt de minerai de fer et 10 Mt de scrapes d'acier.

(Interfax-China Metals : 21/01/2006 ; Metal Bulletin : 23-30/01/2006, 20/02/2006 ; Recyclage Récupération n° 3 : 27/01/2006)

Le prix du gaz naturel modifie la répartition géographique des usines de fer préréduit

Historiquement, la production de fer préréduit (HBI pour hot briquetted iron et DRI pour direct reduced iron) s'est développée au Mexique, grâce au faible prix du gaz naturel qui prévalait dans les années 1990. La production mondiale de fer préréduit a doublé en 10 ans, de 27,4 Mt en 1994 à 54,6 Mt en 2004, progression bien supérieure à celle de la production conventionnelle de fonte.

Mais en 2006, aucune des usines en construction n'est située en Amérique du Nord où le gaz est devenu trop cher : sur les 28 Mt de capacités qui entreront en production en 2006, 10 Mt sont situées en Asie, au Brésil et à Trinidad. Selon l'US Geological Survey, cette capacité serait même en récession aux Etats-Unis où la filière intégrée minerai local – fonte - acier est devenue structurellement trop chère et où l'acier produit est majoritairement issu de ferrailles : en 2005, les mini-acières élaborant des produits longs (fers ronds à béton et autres profilés) à l'arc électrique ont réalisé 55,1 % de la production nationale d'acier, contre 52,2 % en 2004, et la production de fonte a chuté de 42,3 Mt en 2004 à 33,1 Mt en 2005. En conséquence, les importations d'aciers étrangers sont nécessaires à la satisfaction de la demande locale.

Il n'est donc pas surprenant que Baku Steel, sidérurgiste d'Azerbaïdjan,

ait pour projet de construire une usine de DRI de capacité 500 kt/an. En fait, l'approvisionnement de ferrailles de Baku Steel étant devenu trop onéreux, la solution DRI serait la plus appropriée avec du minerai de fer venant de la région voisine du Dashkesan.

(Metal Bulletin : 23-30/01/2006)

Près de 700 Mt à 36,4 % Fe à Guelb El Aouj

En Mauritanie, Sphere Investments et la SNIM (Société Nationale Industrielle et Minière) ont décidé de poursuivre l'étude de faisabilité du gisement de fer de Guelb El Aouj. En effet, le second amas découvert s'avère plus important que le premier. Le gisement « Centre » fait 81 Mt de fer, tandis que le gisement « Est » en est aujourd'hui à 165 Mt (tabl. suivant).

Le nouveau plan de production pré-

Ressources du gisement de fer de Guelb El Aouj

Gisements	Minerai Mt	% Fe	Fe Mt
Centre	225	36,0	81
Est	450	36,6	165
total	675	36,4	246

voit de commencer l'exploitation par le gisement « Est » qui dispose des plus importantes ressources. Il peut aussi compter sur les ressources d'autres gisements (non fournies), « Ouest », Bou Derga et Tintekrate. La capacité de production a été fixée à 7 Mt/an de concentrés de magnétite à 70 % de fer, lui assurant une durée de vie de 30 ans. Il n'y a pas eu de réévaluation du coût du projet, donné pour 850 M\$.

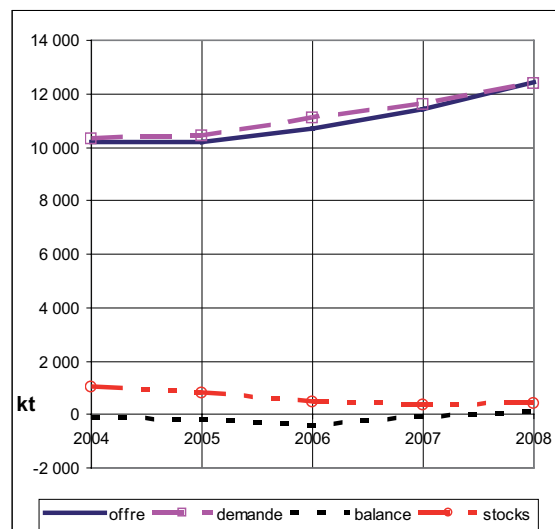
(Africa Mining Intelligence : 01/02/2006)

PLOMB - ZINC

Macquarie Bank : déficit du marché du zinc jusqu'en 2007

Les analystes de Macquarie Bank se sont lancés dans l'exercice délicat de prévision du marché du zinc pour les années 2006, 2007 et 2008 (fig. suivante).

Macquarie Bank : Prévision d'offre et demande mondiales de zinc raffiné



L'an dernier, la demande, à 10 420 kt, a augmenté de 1 % seulement, résultat d'une croissance de la demande chinoise presque compensée par le repli de la demande en Europe, aux Etats-Unis et au Japon. Néanmoins, Macquarie prévoit pour la suite une relance de la croissance de la demande mondiale, de 6,5 % en 2006, 4,3 % en 2007 et 6,9 % en 2008.

Du côté de l'offre, après une production mondiale 2005 identique à celle de 2004, Macquarie prévoit des hausses de 4,8 % en 2006, 7,3 % en 2007 et 8,8 % en 2008.

En conséquence, le marché devrait rester déficitaire jusqu'en 2007 : de - 140 à - 230 kt en 2004-2005, le déficit se creusant en 2006, à - 418 kt, avant de s'atténuer en 2007, à - 123 kt, grâce, notamment, aux mines d'Amérique du Sud ; démarrage du projet San Cristobal en Colombie et hausses de capacité à Antamina et Cerro Lindo au Pérou. La balance redeviendrait faiblement positive en 2008, à + 88 kt.

La tension sur l'offre maintenant le cours du zinc à un niveau élevé (vers 2 300 \$/t en février), les reprises de projets ou réouvertures de mines sont aussi d'actualité. Falconbridge veut relancer en Australie le projet Lady Loretta (Queensland), aux ressources de 13,6 Mt à 17,0 % Zn (2,3 Mt) et 5,9 % Pb (0,8 Mt), pour commencer à produire en 2009 ; l'étude de faisabilité est en cours. De son côté, Teck Cominco veut redémarrer la

production de deux petites mines fermées : Lennard Shelf (Australie occidentale) a des ressources de 3,1 Mt à 8,4 % Zn (260 kt) et 2,0 % Pb (62 kt), et Sa Dena Hes (Yukon) des ressources de 2,2 Mt à 10,4 % Zn (229 kt) et 2,6 % Pb (57 kt).

(*L'Usine Nouvelle* : 09/02/2006 ; *Metal Bulletin* : 06/02/2006 ; *Mining Journal* : 17/02/2006)

Ruée des compagnies étrangères sur la filière zinc chinoise

Le mineur sud-africain Kumba Resources et ses deux partenaires chinois de la joint venture gérant la fonderie de zinc de Chifeng, située en Mongolie intérieure, ont pris la décision de relancer son développement. Avec trois nouveaux partenaires chinois, dont le NFC (China Nonferrous Metal Industry's Foreign Engineering & Construction Corp), la capacité de la fonderie sera portée de 50 à 110 kt/an dans un délai de 3 ans. Arrivée à pleine capacité, Kumba aura une part de 23 % du capital de la nouvelle joint venture, contre 60 % actuellement.

Le groupe belge Umicore a acheté, pour 12 M\$, 60 % du capital d'une fonderie produisant des alliages de zinc à YN Copper Group qui conserve le reste. Située à Kunming et d'une capacité de 50 kt/an, la fonderie deviendra Umicore Yunnan Zinc Alloys et sera intégrée dans l'activité de Umicore Zinc Alloys.

L'entreprise d'Etat coréenne Korea Resources Corp va développer avec le Bureau de la Géologie, des Mines et du Développement du Hunan un gisement de zinc situé près de la ville de Hengyang. Le plan prévoit une extension de l'exploration les années 1-2, l'étude de faisabilité l'année 3 et le lancement de la construction l'année 4. Le gisement, dont la teneur moyenne avoisinerait 7 % Zn, autoriserait une capacité de production de 300 kt/an de minerai, correspondant à 20 kt/an de métal.

(*Metal Bulletin* : 30/01/2006, 20/02/2006 ; *Mining Journal* : 10/02/2006 ; *Recyclage Récupération* n° 5 : 10/02/2006)

Laitons sans plomb

Dans le cadre de la réglementation environnementale sur les métaux lourds, qui ne peut être amenée qu'à se durcir à l'avenir, le plomb disparaît peu à peu des

multiples niches d'utilisation qu'il occupait, soit par l'apparition de nouveaux produits/procédés, soit par limitation des compositions à un maximum de 2 à 4 % Pb. A partir de juillet 2006 interviendra la Directive européenne limitant à 4 % la présence de plomb dans les produits électriques et électroniques.

Ainsi, les laitons au plomb, composants traditionnels dans la fabrication de pièces exigeant une bonne aptitude à l'usinage et, surtout, composants utilisés dans l'industrie électronique, pourront être remplacés par un nouvel alliage de laiton sans plomb, le BZ3. Son développement a été assuré par une coopération entre l'Université de Tokyo et la société San Etsu Metals.

(*Recyclage Récupération* n° 3 : 27/01/2006)

2. MÉTAUX D'ALLIAGE

ANTIMOINE

La tension durable sur l'offre d'antimoine chinoise force les industriels à sécuriser leurs approvisionnements

Les prix de l'antimoine métal et du trioxyde ont atteint des sommets à cause de la rareté des exportations chinoises, principale source du marché mondial. L'antimoine (avec moins de 100 ppm Bi) est actuellement vendu à 4 000 \$/t et le prix devrait encore progresser vers 4 300 \$/t après le nouvel an chinois, voire vers 5 000 \$/t d'ici la fin de l'année. Pour expliquer cette tension sur la matière première, les intervenants chinois mettent l'accent sur les divers arrêts de production pendant l'année 2005 (longs arrêts pour maintenance chez le producteur principal Hsikwangshan, etc...) et sur les diminutions des quotas d'exportation et de la prime à l'exportation (tax rebate).

Il est donc normal que les grands industriels de la filière soient préoccupés à garantir leurs approvisionnements. Ainsi, la société américaine GLCC Laurel (retardateurs de combustion, etc...) a choisi de faire venir la matière première d'au moins cinq pays différents.

Dans le cas de la société US Antimony Corporation (USAC), basée

au Montana, elle a racheté la compagnie Antimonio de Mexico SA de CV (ADM) possédant des permis miniers dans la ceinture argentifère mexicaine. Un ancien rapport attribue à la zone des permis un potentiel de 1 Mt de minerai à 1,8 % Sb (18 000 t) et 252 g/t Ag (252 t). Le projet pourra être facilité par une extraction en carrière, mais il reste à améliorer la technique de séparation antimoine-argent. USAC, qui a engagé une campagne de sondages en février pour contrôler les ressources, est décidé à construire les unités de traitement de minerai et de fonderie si les résultats sont positifs.

(*Metal Bulletin* : 30/01/2006, 13-20/02/2006 ; *Mining Journal* : 27/01/2006 ; *Platt's Metals Week* : 13/02/2006)

CHROME

Le groupe Kermas va-t-il céder une partie de ses actifs chrome ?

Kermas Group s'étant constitué un important portefeuille d'actifs dans la filière chrome, notamment après son rachat de la société sud-africaine Samancor Chrome au début 2005, la rumeur de cession d'une partie de ces actifs est-elle crédible ?

Kermas Group est la holding britannique à laquelle est adossé le négociant de ferrochrome DDK Trading. Kermas possède une mine de chrome en Turquie, deux usines de ferrochrome en Allemagne (Elektrowerk Weisweiler) et en Russie (Serov), et la plus grande partie des actifs chrome de l'ex-Samancor (Samancor Chrome), en Afrique du Sud, soit une capacité de plus de 1,3 Mt/an de ferrochrome et la possibilité de doubler.

En fait, la société Eurasian Natural Resources (ENR) - via sa filiale International Mineral Resources - se serait d'abord portée acheteuse de 50 % du capital de Serov (210 kt/an de ferrochrome dont 100 de qualité haute teneur en carbone). L'autre opération mentionnée, l'offre de rachat d'un tiers du capital de Samancor Chrome, n'est-elle donc qu'une rumeur ou peut-elle confirmer la décision de vente de Kermas car une liaison est possible avec la candidature de Kermas au rachat du sidérurgiste sud-africain

Highveld Steel & Vanadium ? (cf. article sur le vanadium).

(Metal Bulletin daily : 02/02/2006)

COBALT - NICKEL

Adastra Minerals rejette l'OPA de First Quantum et s'allie avec Mitsubishi

Adastra Minerals sous le coup de l'OPA hostile de First Quantum, ses responsables et la moitié des actionnaires ont rejeté l'offre qui sous valoriserait le capital, malgré la prime de + 24 % par rapport au dernier cours qui valorise Adastra à 163 M\$.

Pour l'aider dans sa résistance, Adastra a trouvé un allié en Mitsubishi Corp, qui a acheté 14,9 % de l'actif Kolwezi pour 37,7 M\$, valorisant donc cette seule part du capital d'Adastra à 253 M\$. De plus, Mitsubishi va prêter 12,5 M\$ pour aider le développement. Adastra détient 65 % du projet Co-Cu de Kolwezi situé en République Démocratique du Congo, qui est un projet de revalorisation des tailings des anciennes exploitations. Le projet est encore en cours d'étude de faisabilité et de recherche de financement : c'est un des plus importants gisements de cobalt mondiaux, avec 112,8 Mt à 0,32 % Co en ressources et une capacité de production en phase initiale prévue à 5 500 t/an de cobalt et 30 000 t/an de cuivre.

Devant cette contre-offensive, First Quantum a déclaré ne pas vouloir réévaluer sa proposition dans l'immédiat. Le mineur canadien exploite des gisements de cuivre en Zambie (Kansanshi et Mopani), de cuivre-or en Mauritanie (Guelb Moghrein) et de cuivre (Lonshi) et de cobalt-cuivre (Frontier) en RDC.

(Les Echos : 03-20/02/2006 ; Metal Bulletin : 23-30/01/2006 ; Mining Journal : 10-20-27/01/2006 ; Platt's Metals Week : 06/02/2006)

Les objectifs 2006 annoncés de production de nickel marquent une hausse modérée

Plusieurs compagnies ont annoncé leurs productions de nickel 2005 et leurs objectifs 2006 (tabl. suivant). En Russie, le n° 1 mondial Norilsk (en attendant la validation de la fusion Inco-Falconbridge) augmenterait sa production de nickel raffiné de 2 %, à 248 kt. La

compagnie canadienne Falconbridge, qui doit 75 % de la production 2005 à sa raffinerie de Nikkelwerk (Norvège), a des objectifs 2006 (mine + fonderie) en hausse de 1 %.

Nickel : productions 2005, prévisions 2006 (tonnes)

Compagnie	prod. mines		évol. % 05-06	métal raffiné		évol. % 05-06
	2005	2006		2005	2006	
Falconbridge	82 000	82 700	0,9%	114 000	115 000	0,9%
Eramet				59 576	68 000	14,1%
Norilsk				243 000	248 000	2,1%
Murrin Murrin	28 240	32 000	13,3%			
Maggie Hays	11 700	12 850	9,8%			

En Nouvelle Calédonie, Eramet a produit 59 576 t de métal raffiné, résultat en dessous de son objectif initial de 65 kt en raison des grèves qui ont affecté l'usine de Doniambo. La compagnie affiche, pour 2006, un objectif à 68 kt, soit + 14 % en production physique mais + 5 % seulement en capacité. En Australie enfin, les mines de Murrin Murrin et de Maggie Hays montrent des objectifs de production 2006 en hausse de 13 % et 10 %. Mais 32 kt était déjà l'objectif (non atteint) de Murrin Murrin en 2005. Seule la croissance de la mine de Maggie Hays montre donc une marge confortable à deux chiffres.

(Metal Bulletin : 23/01/2006 ; Mining Journal : 27/01/2006 ; Platt's Metals Week : 06-13/02/2006)

MAGNÉSIUM

Bientôt 80 % de l'offre mondiale de magnésium primaire produits en Chine

D'après un responsable de l'agence Antaïke, la production chinoise de magnésium primaire a atteint 468 705 t en 2005. Cela représente 78 % d'une production mondiale de l'ordre de 600 kt ou, déduction faite d'une demande domestique « ferme » de 70-80 kt, environ 75 % de l'offre mondiale hors-consommation chinoise. Tandis que les projets non chinois peinent à démarrer (projet MIL égyptien...), les projets chinois se multiplient : récemment, Huarong Investment Co a déposé un projet de construction d'un complexe à Chongqing, région où les ressources de dolomite sont abondantes, de capacité 50 kt/an en fonderie et de 30 kt/an en alliages.

Dans ce contexte, le débat habituel du marché s'établit sur l'opposition entre

des producteurs chinois apparemment toujours en recherche de relèvement des prix, et des producteurs étrangers mis en péril par le flot d'importations chinoises « à bas prix ». D'un prix du métal

qui se négociait vers 1 500 \$/t à la charnière 2005-2006, il est passé à 1 600 \$/t vers la fin janvier. Antaïke, qui rapporte l'engouement des clients étrangers pour les contrats de long terme, annonce

le niveau de prix du second trimestre : 1 610-1 630 \$/t fob Chine, 1 680-1 720 \$/t cif Rotterdam et 1 800-1 820 \$/t cif Etats-Unis.

Ce même contexte a obligé le groupe norvégien Norsk Hydro à inscrire une provision de charges de 270 M\$ sur ses comptes du 4ème trimestre 2005 afin de prévoir le coût de restructuration de sa branche magnésium en perte (division magnésium + produits laminés). Norsk Hydro annonçait ensuite la fermeture inévitable de son unité de Porsgrunn : aujourd'hui, l'usine s'occupe uniquement de moulage (20 kt/an), la fonderie (42 kt/an) ayant été fermée en 2002. Norsk Hydro a construit en Chine une fonderie à Xi'an (15 kt/an, Shaanxi) dont la certification ISO a été obtenue fin 2003 avec l'aide des compétences de Porsgrunn.

(Interfax-China Metals : 21/01/2006 ; Metal Bulletin daily : 02/02/2006 ; Platt's Metals Week : 30/01/2006 ; 06-13/12/2005)

TUNGSTÈNE

Hausse du prix du minerai de tungstène et hausse de 25 % de la production à Panasqueira

La croissance de la demande domestique est responsable d'une hausse de 30 à 50 % du prix du minerai de tungstène sur le marché chinois depuis le début de l'année. L'offre à l'exportation diminuée, le prix du minerai se négociait à près de 200 \$/mtu vers la fin février, le prix de l'APT à 275-285 \$/mtu fob et le prix du ferrotungstène à 33-35 \$/kg fob.

Les investissements récents effectués par Primary Metals dans Beralt Tin and Wolfram SA exploitant la mine por-

tugaise de Panasqueira le font profiter de cette hausse.

Primary Metals (100 % de BTW) a renforcé le parc matériel de la mine souterraine, permettant une augmentation de 25 % de sa capacité. En janvier, la capacité journalière d'extraction de minerai a atteint et même dépassé 3 000 t/jour, contre 2 400 t/jour auparavant. La production avait atteint 720 t de tungstène métal en 2003.

(*Metal Bulletin* : 30/01/2006, 20/02/2006 ; *Mining Journal* : 03/02/2006)

Un nouvel et large usage du tungstène sous forme de WS₂

Les qualités du procédé de lubrification sèche à base de bisulfite de tungstène sont telles et son coût de mise en œuvre si raisonnable que sa demande devrait bientôt exploser. À l'origine développé par la NASA pour ses programmes Gemini et Apollo, puis repris par des groupes américains travaillant dans des branches exigeantes (aéronautique, armement et nucléaire), le nouveau procédé est aujourd'hui proposé sous la licence Dynacron par la société française Entreprise Minière et Chimique⁴ (EMC).

Ce procédé de traitement de surface consiste à projeter à froid et à haute vitesse sur une surface métallique, plastique ou céramique, le bisulfite de tungstène (WS₂) sous forme de poudre. Le résultat est la formation d'une structure lamellaire d'environ 1,3 micron d'épaisseur, composée de plaques de molécules de bisulfite occupant les interstices de la surface du support, glissant les unes sur les autres et allant même jusqu'à s'aligner sur le même axe de rotation quand la pièce est en mouvement. C'est une véritable « ...adhésion mécanique inter-moléculaire entre le substrat et la pellicule ». Plus extraordinaire, le coefficient de frottement diminue quand la pression exercée augmente.

Par réduction du frottement et par sa résistance, cette technique permet une amélioration sensible de la tenue de pièces telles que galets et roulements, permet de prolonger la durée de vie des composants et de simplifier la maintenance.

(*L'Usine Nouvelle* : 09/02/2006)

VANADIUM

A qui échouera la branche vanadium d'Highveld Steel & Vanadium mis en vente par Anglo American ?

L'offre mondiale de vanadium primaire 2004 est assurée à 43 % par l'Afrique du Sud (17 200 t) où le principal producteur est Highveld Steel & Vanadium Corp qui produit 1 Mt/an d'acier et 13 500 t/an de vanadium. L'entreprise est détenue à 79,5 % par le groupe Anglo American qui a récemment pris la décision de la mettre en vente.

Les premiers candidats ont été Mittal Steel qui a annoncé vouloir garder l'ensemble des activités, et Tata Steel qui a annoncé son intention de céder la branche vanadium. Kermas Group devenu candidat et connu comme producteur de ferrochrome (cf. article chrome), la question se pose dans le sens de savoir si c'est la seule branche vanadium qui l'intéresse ?

Sur un marché mondial de l'ordre de 42 000 t (usage à 80 % dans la filière des métaux), existe toujours un risque de surcapacité dont le gisement australien de Windimurra est l'exemple. Or, la junior Aurox Resources vient d'annoncer la mise en évidence à Balla Balla (Australie occidentale), d'une ressource de 53,9 Mt à 0,73 % V₂O₅ (393 kt), laissant prévoir une capacité de production de 4 100 t/an pendant 25-30 ans.

(*Africa Mining Intelligence* : 14/12/2005 ; *Metal Bulletin* : 06/02/2006 ; *Metal Bulletin daily* : 02/02/2006, *Mining Magazine* : January 2006 ; *Platt's Metals Week* : 23/01/2006)

3 - MÉTAUX SPÉCIAUX

BISMUTH

Pas de reprise de la demande pour le bismuth

Tandis que les prix du bismuth semblaient vouloir se redresser à la fin de l'année 2005, un léger repli a été constaté en janvier sur un marché qui reste atone. Les quelques lots provenant de Chine ont été vendus vers 4,60-4,65/lb cif alors que des négociants de

Rotterdam faisaient des offres un peu inférieures.

Bien que les fournisseurs chinois soient encore confiants dans une reprise du marché, il semble que le faible volume des exportations de ces derniers mois conduise à un plafonnement du prix sur le niveau actuel.

(*Mining Journal* : 27/02/2006)

LITHIUM

Du lithium tibétain pour le marché international

Sterling Group Ventures, junior canadienne, vient d'annoncer la conclusion d'un 1^{er} contrat de vente à l'exportation à partir de la prochaine production de sa concession du lac salé de Dangxiongcuo, lac situé dans le comté de Nima (district de Naqu, province chinoise du Tibet). Les ventes devraient se réaliser sur une base moyenne de 3 500 t/an de carbonate de lithium (Li₂CO₃) à un prix en cours de négociation. Les ventes actuelles de carbonate de lithium sur le marché chinois se font à 5 548 \$/t.

L'exploitation du lac Dangxiongcuo sera assurée par une coopérative, Tibet Saline Lake Mining High-Science & Technology Co, dont Sterling – via sa filiale 100 % Micro Express Holdings Inc – possède 65 %, et ses associés chinois, Beijing Mianping Salt Lake Research Institute, les 35 % restants. Les fonds sont apportés par Sterling via Micro tandis que Mianping apporte les compétences de son personnel et la technologie nécessaire à l'extraction du carbonate de lithium et des borates.

Il est prévu que le montant des investissements dans la coopérative approche les 30 M\$, ce qui autoriserait la construction d'une capacité de production d'environ 5 000 t/an de Li₂CO₃ plus les sous-produits. Le coût de production ne devrait pas dépasser 1 356 \$/t.

Selon Sterling, les approvisionnements en carbonate de lithium sont tendus à l'échelle mondiale et l'industrie aval ne pourra jamais faire face à l'accroissement des besoins sans nouvelles sources de lithium. En Chine, de nouvelles capacités de production de lithium et de sels associés sont à l'étude dans la Province de Qinghai, à l'Est du lac salé de Tajnar.

(*Industrie Minière* : Février 2006)

⁴ EMC est issue de la fusion des Mines de Potasse d'Alsace (MPDA) et de l'Office de l'Azote (ONIA).

SILICIUM

Elkem arrête la production de silicium métal à Fiskaa

Elkem, premier producteur de silicium métal de Norvège, fermera d'ici le 1^{er} juin le dernier des trois fours de l'usine de Fiskaa située dans le sud du pays. Cette décision est une conséquence de la perte de la rentabilité du groupe dont les coûts de production sont depuis longtemps pénalisés par les coûts de l'énergie électrique et qui doit faire face à une très forte concurrence internationale, chinoise en particulier.

L'arrêt de la production de silicium métal de l'usine de Fiskaa, dont la capacité totale était de 35 000 t/an, doit permettre à Elkem de concentrer sa production sur un nombre réduit d'unités de plus grande taille. Cette fermeture entraîne la réaffectation d'une partie du personnel vers d'autres unités mais, aussi, des licenciements. L'usine de Fiskaa sera reprise par Elkem Solar qui produira des intrants pour la production de silicium de qualité photovoltaïque, sans que le détail de l'opération soit connu.

La Norvège reste le principal producteur de silicium métal européen avec une capacité de production de 220 kt/an.

(Metal Bulletin : 01/02/2006)

Saint-Gobain lance un nouveau matériau siliceux de synthèse de très haute pureté pour l'industrie des semi-conducteurs, abandonnant la filière quartz naturel

Jusqu'alors, Saint-Gobain Quartz fabriquait de la fonte de quartz fondu pour l'industrie des semi-conducteurs à partir de quartz naturel de haute pureté. Extrait artisanalement, broyé et nettoyé chimiquement d'un maximum d'impuretés, ce quartz était ensuite fondu à la torche à plasma, puis raffiné et amélioré. Ce procédé a permis à Saint-Gobain de rester aux avant-postes de la fabrication de produits de qualité avec les TSC-3® et TSC-4® destinés au marché des quartz de fusion pour semi-conducteurs. L'évolution des spécifications techniques dans l'industrie des semi-conducteurs, nécessitant des matériaux de pureté toujours plus

grande, a poussé Saint-Gobain à proposer un produit entièrement synthétique : le TSC-Synthetic®.

Ce nouveau produit a été officiellement mis sur le marché lors du Salon « Semicon Japan » tenu à Tokyo fin décembre. Il est fabriqué à partir d'une poudre de silice synthétique de haute pureté résultant de l'hydrolyse à la flamme d'un composé chimique du silicium de haute pureté. La fusion des nouveaux lingots de quartz s'effectue à environ 2 000°C dans des fours alimentés au gaz, dont la conception et le développement ont été réalisés en interne.

Outre la pureté supérieure du produit obtenu, le procédé de fusion en coulée continue à partir de la base du four permet d'obtenir de grands lingots jusqu'à 600 x 2 000 mm, facilitant la coupe des grandes pièces qui servent ensuite à construire les chambres où sont fabriqués les monocristaux de silicium de 300 mm de diamètre.

Le développement de l'industrie des écrans plats de grande taille, qui nécessite l'utilisation de composants idoines, est aussi un excellent débouché pour le TSC-Synthetic®. Les autres avantages du produit sont sa haute qualité visuelle car il est dépourvu de bulles et inclusions supérieures à 0,1 mm en diamètre et, bien qu'il ne soit pas de qualité optique, sa qualité de transmission pour l'ultraviolet est supérieure à celle des produits de la filière quartz naturel. Saint-Gobain Quartz, qui fabrique des produits de quartz fondu depuis cent ans, repousse donc les limites des applications de l'industrie des semi-conducteurs de pointe, mais au détriment de l'extraction traditionnelle du quartz naturel.

(Industrie Minérale : Février 2006)

TANTALE

Sons of Gwalia réduit son activité pour s'adapter à la baisse de la demande

La baisse de volume des ventes de tantalite Sons of Gwalia (SoG), au moment où les contrats de vente de ses deux principaux clients, l'Allemand HC Stark et l'Américain Cabot, arrivent à expiration, l'a conduit à restructurer sa production. SoG a suspendu l'exploitation souterraine et réduit la production

en carrière à la mine de Greenbushes (Australie occidentale), laissant produire à pleine capacité la seconde mine du groupe, Woodgina, située dans la même région, à coût opératoire plus faible : la mine produit 1,2 Mlb/an de tantalite (544 t).

La mine de Greenbushes, ouverte en 2002, dispose d'une capacité nominale de 1,4 Mlb dont 0,9 en carrière. Cette flexibilité par la mise partielle en « cocon » de la mine, permet à SoG de s'adapter aux nouvelles conditions du marché, tout en conservant son potentiel de production qu'il réveillera au moment opportun. La production de minéraux de lithium de la mine de Greenbushes reste identique à l'issue de ces changements.

Sur le plan financier cependant, cette situation met en difficulté le plan de sauvetage poursuivi par SoG, car elle augmente sa vulnérabilité vis-à-vis d'une vente partielle d'actifs ou d'une prise de contrôle par les créanciers. Lors de l'entrée de Zinifex dans le capital de SoG avec une place au Conseil d'administration, en août 2004, le mineur de zinc et de plomb s'était déclaré intéressé par le rachat des actifs tantale. En plus d'être le producteur minier n° 1 mondial de tantale, SoG est aussi le second mineur d'or en Australie.

(Metal Bulletin : 13-20/02/2006)

TITANE

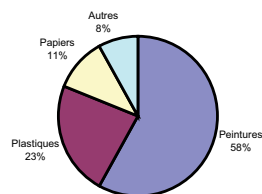
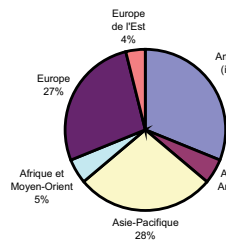
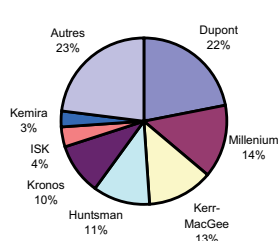
Des perspectives plus favorables pour le marché de l'oxyde de titane

Le marché de l'oxyde de titane (94 % de la consommation de titane) étant volatil, il a fortement bénéficié autant de l'augmentation de demande physique en minéraux que de la confiance retrouvée des marchés dans le climat de croissance économique globale de ces dernières années. Le secteur du TiO₂ s'est donc fortement renforcé depuis 2000 pour croître très rapidement entre 2002 et 2004, la demande atteignant un pic de 4,4 Mt en 2004.

En 2005, la croissance du secteur a ralenti à l'instar de l'économie globale et en intégrant le surstockage pratiqué pendant les années antérieures. Ainsi, la demande d'oxyde de titane en Asie (un quart de la demande mondiale), a

Chine, a baissé de 7 % entre 2004 et 2005 ; mais elle a été de 3 % seulement en Amérique du Nord (un tiers de la demande mondiale) malgré les ravages de l'ouragan Katrina, grâce à l'effet de la croissance américaine.

Marché 2004 du TiO₂



Alors qu'à long terme, la croissance du marché du TiO₂ devrait être supportée par les Economies en développement d'Asie, d'Europe de l'Est et d'Amérique du Sud et d'Amérique Centrale, certains pays en industrialisation rapide comme la Roumanie, la Chine et l'Inde entretiennent déjà plus de 70 % de la croissance de la demande.

Si une situation globale d'équilibre entre l'offre et la demande est prévue cette année, un déséquilibre se fait néanmoins sentir au niveau de la Gulf Coast, où l'ouragan Katrina a gravement endommagé les installations de DuPont DeLisle. En outre, certains gros industriels puisent actuellement dans les stocks pour couvrir leurs besoins tandis que d'autres, dans l'hémisphère Nord, les reconstituent pour faire face aux besoins de peinture de la saison estivale. L'été devant être marqué par un étiage des stocks, les producteurs de pigments devraient donc être fortement sollicités par la demande dans les prochains mois.

Cette perspective de tension sur les stocks en 2006 a déjà été anticipée par les producteurs de pigments et des augmentations de 75 \$ à 200 \$/t ont été

enregistrées dès le mois de janvier chez les principaux fournisseurs, venant s'ajouter aux 10 à 15 % d'augmentations enregistrées en 2005. Simultanément, la hausse des prix s'accompagne d'une augmentation des achats servant à constituer des stocks.

Les producteurs justifient facilement ces hausses de prix par leur faible niveau durant les années précédentes, par l'augmentation générale des coûts des matières premières et de l'énergie, et par l'inflation : d'ailleurs, si l'on tient compte de cette dernière dérive, les nouveaux prix ne sont pas supérieurs à ceux pratiqués en 2000, au point bas de la dépression du secteur.

(Industrie Minérale : Février 2006)

URANIUM

Avancement de la construction de la mine de Langer Heinrich en Namibie

La mise en production de la mine namibienne de Langer Heinrich est toujours prévue en septembre 2006. L'opérateur Paladin Resources vient de confirmer que 31 % des travaux étaient réalisés et que 70 % du budget de construction étaient engagés à fin 2005.

À ce jour, et avec une teneur de coupure de 250 g/t, les ressources mesurées du gisement sont de

19,9 Mt de minerai à 0,07 % U₃O₈ (13 900 t), les ressources indiquées de 12,4 Mt de minerai à 0,06 % U₃O₈ (7 400 t) et les ressources inférées de 40 Mt à 0,06 % U₃O₈ (24 000 t). La capacité de production prévue est de 1 180 t/an.

Paladin a déjà passé en janvier deux contrats de ventes avec des acheteurs américains, pour un total de 1 916 t d'U₃O₈ pendant la période 2007-2008, soit l'équivalent de 20 mois de production.

(Mining Journal : 10/02/2006)

Deux sociétés japonaises investissent dans le projet uranium kazakh de Mynkuduk

Au Kazakhstan, les sociétés japonaises Sumitomo Corp et Kansai Electric Power viennent de former une joint venture avec la société nationale JSC National Atomic Kazatomprom pour le développement de la mine de West Mynkuduk située dans le Sud du pays. Il existe un précédent avec la société Itochu Corp qui a signé l'an dernier avec Kazatomprom (qui exploite d'autres mines) un contrat d'approvisionnement d'uranium de long terme, portant sur 2 720 t/an.

Le capital de la nouvelle joint venture est à 65 % Kazatomprom, 25 % Sumitomo et 10 % Kansai. L'investissement initial est de 100 M\$ et le démarrage des opérations de lixiviation in situ est planifié pour 2007. D'une durée de vie prévue de 22 ans, la mine produira 18 000 t d'uranium tandis que la capacité maximum de 1 000 t/an sera atteinte en 2010.

Le fait que Sumitomo possède l'intégralité des droits sur la commercialisation des produits de cette opération traduit l'orientation stratégique du Japon qui cherche à sécuriser ses approvisionnements d'uranium dans un marché mondial de plus en plus ouvert.

(Mining Journal : 27/01/2006)

Différentiels d'augmentation des prix du TiO₂ en janvier 2006

	Amérique du Nord et Canada 0,05 \$/lb	Amérique du Sud 100 \$/t	Europe	Afrique	Moyen Orient 150 \$/t	Asie Pacifique
DuPont			130 €/t	200 \$/t	150 \$/t	150 \$/t
Lyonde II	0,06 – 0,07 \$/lb	100 \$/t	150 €/t	200 \$/t	200 \$/t	150 \$/t
Tronox	0,05 – 0,06 \$/lb	100 \$/t	130 €/t	150 \$/t	150 \$/t	150 \$/t
Kronos	0,05 \$/lb	150 \$/t	130 €/t	150 \$/t	150 \$/t	150 \$/t

4. DIAMANT et MÉTAUX PRÉCIEUX

DIAMANT

Production De Beers et ventes de diamants bruts du DTC en 2005

De Beers a publié ses résultats de l'année 2005 (tabl. suivant) en termes de production de diamants bruts (millions de carats) et en termes de ventes (M\$) de sa branche dédiée Diamond Trading Co (DTC). La part de diamants Alrosa commercialisée par la DTC en 2005 a été déduite.

Résultats 2005 de production de diamants De Beers et des ventes du DTC

Groupe De Beers	2004	2005	évol.% 04-05
De Beers Afrique du sud : Mct	13,8	15,2	10,0%
Debswana : Mct	31,3	31,9	2,0%
Namdeb : Mct	1,9	1,8	-5,0%
subtotal DB base 100% en Mct	47,0	48,9	4,1%
accord Alrosa : Mct	8,8	9,6	9,5%
total DTC : Mct	55,8	58,5	4,9%
total ventes DTC : M\$	5 687	6 540	15,0%
total mondial : Mct	158,0		
part % DTC Mct / monde Mct	35%		
indication valeur moy. \$/carat	102	112	9,6%

Les productions De Beers (base 100 %) sont en hausse de 4,1 %, à 48,9 Mct, avec une augmentation significative de 10 % en Afrique du Sud malgré la fermeture de mines à Kimberley. Avec la part commercialisée d'Alrosa, le total atteint 58,5 Mct, en augmentation de 4,9 % par rapport à 2004.

Au niveau de la DTC, les ventes ont atteint 6,5 Md\$, marquant une hausse de 15 % due à la conjonction des augmentations en volume et en prix (environ + 10 %). La valeur moyenne du carat calculée n'est qu'un ordre de grandeur car des données essentielles manquent.

Une importante décision a été prise par la Commission Européenne qui examinait le contrat De Beers - Alrosa, signé en décembre 2001 pour une période de cinq ans, dans le cadre d'une enquête pour abus de position de marché dominante. La CE a enjoint De Beers de cesser ses achats de diamants bruts à Alrosa à partir du 1er janvier 2009, avec réduction progressive dès cette année : de 800 M\$, le montant contractualisé des achats doit être

ramené à 600 M\$ en 2006, 500 M\$ en 2007 et 400 M\$ en 2008. Cela ne concernerait pas l'avenant signé par les deux groupes en juin 2005, qui les autoriserait à poursuivre leur commerce après 2008 sur la base de 275 M\$/an. La direction d'Alrosa semble vouloir contester la décision de la CE, celle de De Beers préfère citer la possibilité d'ouvrir des négociations.

(Interfax-Metals & Mining : 17/02/2006, Mining Journal : 17/02/2006).

ARGENT

Le projet de retraitement des tailings de Laguna Zacatecana retardé

Le démarrage de la production du projet de retraitement des tailings de Laguna Zacatecana est retardé comme la conclusion de l'étude de faisabilité le laissait prévoir en octobre 2005. Situé au Mexique, ce petit projet a pour objectif de valoriser les dépôts du lac artificiel situé près de Pedernalillo, dépôts issus du lessivage par les eaux météoriques des multiples tailings résultant de l'exploitation historique des mines d'argent du secteur et accumulés là depuis une centaine d'années. En effet, le site de rejet des tailings de retraitement a une contenance maximum de 3,3 Mt alors que l'étude évalue le besoin à 9 Mt. En conséquence, l'opérateur Minco va agrandir sa propriété foncière afin de trouver l'emplacement adéquat : outre le surcroît de coût, estimé à 14 M\$, les conditions de réalisation doivent strictement répondre aux règles environnementales mexicaines.

Sur la base de réserves in situ (prix de référence : 7,25 \$/oz pour Ag, 425 \$/oz pour Au et 625 \$/flaque pour Hg) estimées à 8,6 Mt à 60,2 g/t Ag, 0,32 g/t Au et 326,5 g/t Hg, et sur la base de récupérations respectives de 75 %, 40 % et 85 %, l'étude de faisabilité avait conclu à la possibilité de produire à une capacité de traitement des tailings de 1,3 Mt/an. Soit 59 t/an d'argent, 170 kg/an

d'or et 360 t/an de mercure (environ 10 500 flasques) pendant une durée d'exploitation de 6,6 ans. Le coût initial du projet était estimé à 22 M\$. Minco profitera du délai pour améliorer la récupération des métaux qui utilise un circuit de type Merrill-Crowe suivi d'une lixiviation acide du précipité pour isoler le cuivre puis d'une calcination pour isoler le mercure, enfin d'une mise en four d'où est extrait le doré (argent + or).

(Mining Journal : 04/11/2005, 03/02/2006)

OR

La production minière mondiale d'or 2005 en hausse de 1,2 % ; aperçu des productions en Afrique du Sud, Russie et Chine

Une première évaluation de la production minière mondiale d'or 2005 a donné 2 494 tonnes, contre 2 464 tonnes en 2004, soit une hausse de 1,2 %. Cette hausse cache, cependant, des disparités parmi les grands pays producteurs dont font partie l'Afrique du Sud, la Russie et la Chine.

En Afrique du Sud, le déclin⁵ de la production d'or s'est accentué en 2005 : elle a atteint 296,3 t⁶. Cela marque un recul de 13,4 % par rapport aux 342 t de 2004 et une accélération par rapport à la baisse moyenne annuelle de 5 % durant les dix années précédentes. Les principales raisons connues ou données sont l'épuisement des meilleures ressources, le ratio Rand/Dollar jugé trop élevé malgré un relâchement et l'augmentation de 4,6 % du coût opératoire total (hors charges d'investissement) moyen, qui est porté à environ 435 \$/oz (change utilisé : 1 \$ = 6,36 Rand).

Un exemple de fermeture est celui des mines de la division « Nord-ouest » de DRD Gold, suivie d'une chute sévère de la production au dernier trimestre. Malgré ce contexte, le niveau du cours actuel de l'or, récemment dopé par l'annonce d'une prochaine diversification des réserves de change de la Banque

⁵ De 1970 à 2004 (35 ans), la part mondiale de la production d'or locale est passée de 32 % à 12 %. Néanmoins, ce pays reste le producteur n° 1 mondial, loin devant les Etats-Unis et l'Australie.

⁶ Niveau le plus bas enregistré depuis les 285 t de 1923.

de Chine, a permis de faire évoluer la situation. Ainsi, Gold Fields envisage d'investir 730 M\$ dans deux de ses mines : à Driefontein où l'extension des infrastructures souterraines doit donner accès à une ressource de 250 t... entre 3 800 et 4 200 m de profondeur, et à Kloof, où une extension similaire sera réalisée pour avoir accès à un nouveau quartier estimé renfermer 124-155 t.

En **Russie**, la production 2005 a fléchi de 3,6 % (tabl. suivant). Le responsable de l'Union des producteurs mentionne un tonnage de 163,15 t d'or primaire (mines d'or et or en co-produits) contre 169,30 t en 2004⁷. Chez le n° 1 Polyus Gold, la production 2005, dont 75 % provient du gisement d'Olympiada, a baissé de 1 %, à 33,5 t ; en contrepartie, ses ressources (équivalentes aux ressources mesurées + indiquées + inférées) ont doublé, de 800 à 1 758 t, dont 222 t au compte du gisement de Blagodatnoye. Malgré un objectif de production 2006 encore inférieur, à 161 t, le plan de croissance de Polyus prévoit une production de 100 t/an à l'horizon 2010.

Production minière d'or en Russie

	2004	2005	évol. % 04-05
Polyus Gold	33,8	33,5	-0,9%
Polymetal	6,6	7,6	15,0%
Peter Hambro	6,5	7,8	19,0%
Highland Gold	6,2	5,2	-17,2%
subtotal	53,1	54,0	1,6%
autres producteurs	116,2	109,2	-6,0%
total Russie	169,3	163,2	-3,6%

Polymetal, dont la mine principale est Vorontsovskoye (région de Sverdlovsk), a enregistré une hausse de 15 % grâce à la mise en production du gisement de Khakanjinskoye (même région). Environ 75 % de la production de Peter Hambro sont extraits de la mine de Pokrovskoye (Région Amur) ; le mineur a un plan de croissance qui doit amener sa production à 37 t/an d'ici 2009, soit 10,3 t/an à Pokrovskoye, 7,8 t/an à Pioneer et 13,4 t/an à Malomir. Highland Gold doit le recul de sa production à une baisse tonnages/ teneurs du gisement de Mnogovershinnoye (région de Khabarovsk) ; la compagnie s'est fixé un objectif de 15 t/an d'ici 2008.

Deux autres nouvelles concernent des certifications de ressources à

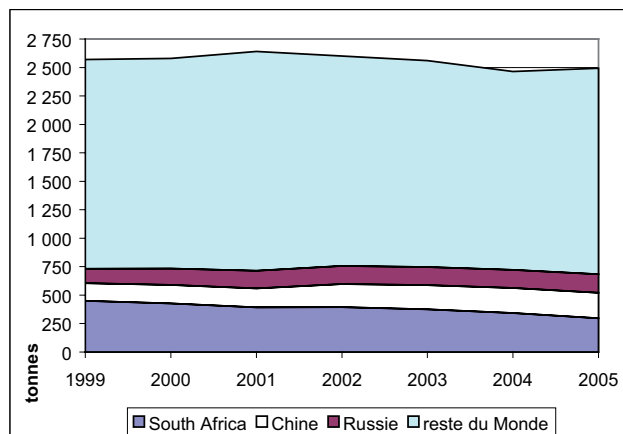
Sukhoi Log et à Kupol. L'Institut de R&D de Géologie de Russie centrale a actualisé l'évaluation des réserves du gisement de Sukhoi Log⁸ (région d'Irkoutsk) qui porte le total à environ 420 Mt à 3,5-3,6 g/t, soit 1 500 t d'or (qualification des réserves non précisée) ; les ressources sont également en hausse de 50 % grâce au nouveau prix de référence de 15 \$/g (466,5 \$/oz). De son côté, Bema Gold a actualisé les ressources du gisement de Kupol (région de Chukotka) dont le total est augmenté de 15 %, à 11,3 Mt à 18,0 g/t, soit 203 t d'or.

En Chine, la production minière 2005 est estimée à 224,1 t, soit 5,5 % de mieux que la production 2004 qui était de 212,3 t (autres sources citant 217 t et 220 en 2004). Dix provinces représentent 78 % de la production. Shandong et Henan, se partagent 39 % du total, et huit autres provinces (Fujian, Liaoning, Shaanxi...) également 39 %.

Dans la province du Guizhou, SINO Gold développe le projet or de Jinfeng dont la mise en production est attendue dans le courant du dernier trimestre 2004. Le gisement, qui a des ressources totales de 25,3 Mt à 4,9 g/t, soit 125 t dont 103 t en catégories mesurées + indiquées, doit produire à la capacité de 5,6 t/an avec la possibilité de passer à 9,3 t/an.

De 1999 à 2005, la part cumulée de l'Afrique du Sud, de la Chine et de la Russie dans la production mondiale est restée assez stable, vers 28-29 % jusqu'en 2004, puis ramenée à 27 % en 2005 suite à la perte brutale de 47 tonnes en Afrique du Sud (fig. suivante). Sur ces sept années, la production sud-africaine a baissé de 34 %, la russe a augmenté de 30 % et la chinoise de 44 %.

Comparaison des productions d'or de 1999 à 2005
(source RMD pour 1999-2004)



(Africa Mining Intelligence: 01/02/2006 ; Chamber of Mines of South Africa : note du 03/03/2006 ; Interfax-Metals & Mining : 27/01/2006, 03-18/02/2006 ; Metal Bulletin : 06/02/2006 ; Mining Journal : 03-10-17/02/2006 ; Mining Magazine : January 2006 ; Platt's Metals Week : 23-30/01/2006, 13/02/2006)

Hellas Gold veut exploiter en Grèce deux projets or à partir de 2008

Hellas Gold, filiale à 65 % de European Goldfields, vient d'annoncer son intention de développer les gisements d'or grecs de Skouries et d'Olympias. Les deux productions devraient commencer en 2008, en carrière à Skouries et en souterrain à Olympias.

Le gisement à cuivre-or de Skouries a des réserves estimées à 130 Mt à 0,6 % Cu (780 kt) et 130 Mt à 0,9 g/t Au (117 t). Le plan de production enchaînant carrière puis mine souterraine prévoit une capacité de traitement de minerai de 8 Mt/an (7 t/an d'or) pour une vingtaine d'années d'exploitation. 30 % de l'or seront récupérés directement par gravité, le reste en concentrés de cuivre-or après flottation.

Le gisement polymétallique d'Olympias a des réserves estimées à 14 Mt à 8,6 g/t Au (120 t), 120 g/t Ag (1 680 t), 3,9 % Pb (546 kt) et 5,2 % Zn (728 kt). Le plan de production en mine souterraine prévoit, ici, une montée en puissance en 3 phases : 250 kt/an les années 1-2 (2,2 t/an Au), 400 kt/an les années 3-4-5-6 (3,4 t/an Au), puis 900 kt/an à partir de la 7^{ème} année (7,7 t/an Au).

(Mining Journal : 10/02/2006)

⁷ Une autre source donne 183,5 t d'or primaire en 2004.

⁸ L'amodiation est toujours en attente.

PALLADIUM – PLATINE et autres PGM

Norilsk divulgue pour la 1^{ère} fois ses réserves et ressources de PGM

Norilsk Nickel a fait procéder à l'audit de ses ressources de PGM par le consultant canadien Micon International Co qui avait procédé à l'audit de ses métaux de base l'an dernier. L'évaluation porte sur les gisements principaux de Talnakh et de Norilsk-1 appartenant à la « Division polaire » de la péninsule de Taïmyr (bordure de l'océan Arctique).

Les données rapportées (tabl. suivant) ne sont pas tout à fait complètes (absence de références de prix et de coûts opératoires), ou sont imprécises (fourchette de teneurs pour les réserves), nécessitant des interpolations (italiques).

Réserves et ressources de platine-palladium de Norilsk Nickel

	remarque	minéral Mt	teneur g/t	Moz métaux	tonnes métaux
Péninsule de Taïmyr			Pd+Pt	Pd+Pt	Pd+Pt
réserves prouvées + probables	fourchette : g/t minimum	441	5,5	78	2 426
	fourchette : g/t maximum	219	11,1	78	2 426
	dont Pt			16	498
	dont Pd			62	1 928
ressources mesurées + indiquées	dont Pt			40	1 244
	dont Pd			141	4 386

On y notera un total de 2 426 t de Pt + Pd, avec un ratio Pd/Pt voisin de 4. Par ailleurs, les réserves de rhodium, ruthénium, osmium et iridium sont annoncées à 118 t. Norilsk prévoit pour 2006 une production de 21,5-21,8 t de platine et de 90,2-91,8 t de palladium, ce qui correspond à une vingtaine d'années d'exploitation par rapport aux réserves mentionnées, sans compter la certification d'une partie des ressources en réserves.

(Interfax-Metals & Mining : 10/02/2006 ; Metal Bulletin daily : 14/02/2006 ; Mining Journal : 17/02/2006)

À près de 3 500 \$/oz, le prix du rhodium a rejoint ses plus hauts en 15-25 ans

Le 6 février, le prix du rhodium se négociait vers 3 450-3 550 \$/oz, soit

1 500 \$ de plus qu'il y a trois mois, atteignant un plus haut depuis la crise du début des années 90.

La hausse est essentiellement due à la vigueur de la demande industrielle. Un représentant de cette industrie prévoyait une marge de hausse de 10-20 % cette année, en raison des difficultés de l'offre à satisfaire la croissance de la demande. Le rhodium est utilisé en catalyse, notamment la fabrication des pots catalytiques automobiles, dans l'élaboration des verres des écrans plats à technologie LCD qui est un marché en forte croissance (volume doublé en 2005 par rapport à 2003, à 50 000 oz) et en chimie.

(Metal Bulletin : 13/02/2006 ; Mining Journal : 10/02/2006)

5. MINÉRAUX INDUSTRIELS ET MATÉRIEL DE CONSTRUCTION

Lafarge axe sa stratégie sur une gestion permanente

du portefeuille d'actifs... OPA sur sa filiale « Lafarge North America »

Suite à une année 2005 sauvée par le redressement des résultats au 2^{ème} semestre (cf Entreprises) et avec l'arrivée en janvier d'un nouveau Directeur général, Bruno Lafont, une nouvelle stratégie se met en place dans le groupe leader mondial des matériaux de construction et leader mondial pour les branches ciment et toiture.

Après avoir resserré le Comité exécutif, B. Lafont revoit la stratégie du groupe dont il trace les grandes lignes : tirer le meilleur parti du portefeuille unique du groupe, créer de la valeur pour les actionnaires (objectif de croissance annuelle moyenne de 8 % du résultat net par action), pour-

suivre la course en tête de l'innovation, renforcer l'organisation (réduction des niveaux hiérarchiques de 4 à 2...) et maîtriser davantage les coûts (la marge d'exploitation devra gagner 1 point d'ici 2008).

Ainsi, le portefeuille d'actifs sera analysé en permanence. La branche toiture risque d'être cédée si elle ne répond pas aux critères de création de valeur. Première opération du genre menée par le nouveau DG, l'OPA lancée sur la filiale Lafarge North America. Lafarge souhaite racheter la totalité du capital de sa filiale à 53,2 % pour mieux intégrer ses résultats, car la consolidation ferait mécaniquement remonter le bénéfice de Lafarge de 6 à 7 %. L'offre d'achat de Lafarge propose 2,5 Md€, soit 75 \$ par action. Cela paraît sous-estimé par certains, dont un économiste du Financial Times qui cite une valeur de 82,75 \$ par action. Lafarge risque donc de devoir relever son offre dont le financement est prévu sous forme d'endettement.

(Les Echos : 24/02/2006 ; Site web usinenouvelle.com : 08/02/2006)

Lafarge ouvre une usine de carreaux de plâtre au Vietnam

Autorisée en 2005 et attendue en 2006, la première usine de carreaux de plâtre du Vietnam sera construite par la joint-venture Lafarge Boral Gypsum Vietnam associant à 50/50 Lafarge et la compagnie vietnamienne Boral. En principe construite à Ho Chi Minh ville, la capacité prévue de l'unité est de 10 Mm²/an de carreaux de plâtre pour un coût d'investissement de 13 M\$. Implanté au Vietnam depuis 2001, Lafarge souhaite atteindre, par cette coopération, la première place sur le marché vietnamien dont le potentiel de croissance est important.

(Mining Engineering : January 2006)

Wendel Investissement s'intéresse au rachat total de Materis

Évoquée en janvier, l'éventualité de la vente possible de Materis est confirmée. Propriété de LBO France, Materis est leader mondial dans les matériaux de construction : ses actifs comprennent les

⁹ Cette branche a gardé le nom générique de l'ancien groupe propriétaire, Lafarge.

entités « Lafarge Alumina » (Ciment Fondu Lafarge et Secar), « Lafarge⁹ Mortiers », « Materis Peintures », et « Chryso ». Cela est confirmé.

Après une tentative infructueuse menée par le fonds Eurazeo en décembre, c'est aujourd'hui au tour d'un autre fonds français, Wendel Investissement (dirigé par Ernest A. Seillière) de faire une proposition de rachat total des actifs de Materis pour un montant de 1,23 Md€. Wendel Investissement a pour objectif de permettre sur le long terme le développement de sociétés, selon une base de 15 % de plus value, équivalent de 3 % de bénéfices consolidés.

(*Industrial Minerals* : February 2006)

Madagascar : 585 M\$ de contrats de travaux pour le projet ilménite de Port Dauphin

Rio Tinto a lancé le 19 janvier dernier le processus de mise en œuvre du projet d'exploitation d'ilménite dit de « Port Dauphin ». Sa filiale « Qit Madagascar Minerals SA » a réuni une centaine de représentants de sociétés du pays pour leur présenter le projet et les 585 M\$ de contrats qui sont attachés à sa construction. Le chantier devrait commencer en 2006 par la construction d'un port capable d'accueillir un trafic de 0,7 Mt/an, de même que la construction de la cité des employés, des routes et de l'usine de traitement. Le démarrage de l'exploitation du gisement d'ilménite de Mandena est prévu, lui, en 2008.

(*Africa Mining Intelligence* : 01/02/2006)

6. EAUX MINÉRALES

Un projet de décharge créerait un risque de contamination de la nappe de Vittel

Dans le département des Vosges, un projet de décharge semble ne pas tenir suffisamment compte du risque de contamination qu'il fait encourir aux eaux souterraines, dont une partie correspond à la nappe phréatique dans laquelle sont pompées les eaux potables et minérales du bassin de Vittel, Contrexéville et Bulgnéville.

Aux concepteurs du projet s'opposent le CRAD (Collectif Rural Anti-

Décharge) qui a trouvé soutien auprès de personnalités locales et a fait expertiser le site par un hydrogéologue indépendant. Le site incriminé semble cumuler des inconvénients majeurs : situation en sommet de relief sur lequel passe la ligne de partage des eaux entre les bassins du Madon (vers la mer du Nord) où sont localisés les centres de captage des secteurs de Mirecourt et de Vittel, et de Saône (vers la Méditerranée), situation également en sommet de formation gréseuse perméable constituant le principal aquifère de la région. De plus, la couche d'argiles gréseuses, sur laquelle comptent les défenseurs du projet pour servir de niveau imperméable aux jus de la décharge, ne fait que quelques mètres d'épaisseur.

(*La Liberté de l'Est* : 17/02/2006)

7. RECYCLAGE

Nouvelle législation pour les déchets de l'industrie extractive

La Directive européenne concernant les déchets de l'industrie extractive est adoptée, en renforcement du texte antérieur 2004/35/CE. Les pollutions au cyanure du Danube, ou celle aux métaux lourds d'Andalousie ont fortement contribué à la mise en place de ce nouveau texte.

Ce texte devrait permettre de réduire fortement les risques de fuites à partir de mines - actives ou fermées - en obligeant les opérateurs miniers à se munir de garanties financières adaptées à la réhabilitation de sites en cours ou en fin d'exploitation. Les Etats membres disposent désormais de deux ans pour adapter dans leur législation nationale la Directive européenne. Dans ce contexte, l'ADEME, qui vient de présenter son bilan 2005 et son plan d'activité 2006, devrait continuer en France son rôle d'expert et d'acteur sur les sites pollués à responsable défaillant.

(*Recyclage Récupération* n° 4 : 04/02/2006 ; Site web journaldelenvironnement.net : 23-24/01/2006)

Point de la situation sur les DEEE

Les Déchets d'Équipement Électrique et Électronique (DEEE) sont

soumis au décret n°2005-829 du 20 juillet 2005 qui a été publié au journal officiel du 16 décembre 2005. Ce texte fait suite à la volonté stratégique de l'Europe qui souhaite une société axée sur le recyclage pour limiter au maximum la production de déchets. Dans cette optique, la Directive cadre sur les déchets, qui date de 1975, devrait être révisée prochainement pour définir des normes de recyclage et prévoir chez les Etats membres l'obligation d'élaborer des programmes nationaux de prévention des déchets.

Ces DEEE regroupent, en particulier, les piles et les divers équipements électroménagers, depuis les petits appareils (fer à repasser, mixer), le gros électroménager (lave-linge, lave-vaisselle, gazinière et four), les appareils de réfrigération (réfrigérateur et congélateur), les écrans et enfin les lampes de tous types. L'Ademe a mis à disposition sur son site web, depuis le 01/03/2006, les fichiers des pictogrammes normatifs pour la signalétique de ces équipements.

D'après l'actuelle réglementation, le financement de la collecte incombe aux producteurs et aux distributeurs de ces équipements. À ce jour, le parlement a inscrit l'article L541-10-2 au Code de l'Environnement, qui stipule que le coût de collecte pris en charge par les collectivités devra être compensé par l'organisme coordonnateur agréé regroupant les « éco-organismes » de producteurs. Ceci implique la réalisation d'investissements dans des équipements particuliers sécurisant les produits de la collecte : bennes fermées et sécurisées, système de collecte évitant un écrasement des produits... Dans un souci d'information et de préparation, l'Ademe a organisé à Paris, en janvier, une journée de formation qui a regroupé plus de 400 inscrits, signe d'une forte attente des collectivités.

Toutefois, la mise en œuvre de ces dispositions n'est pas si aisée. Ainsi, la société Screlec, annoncée comme l'équivalent d'« Eco-emballage » dans le domaine des piles, après avoir développé une réelle expertise sur la collecte des DEEE dans la région nantaise, a renoncé. Les adhérents de cette société ont estimé la structure de récupération des appareils dans leur ensemble inadaptée. Screlec va se re-

centrer sur le simple recueil des accumulateurs. Néanmoins, Srelec qui regroupe parmi ses adhérents plusieurs marques de piles, continuera leur collecte dont le débouché sera assuré par un accord en préparation avec Corepile, seul « éco-organisme » désormais voué aux piles. On peut aussi mentionner sur ce marché l'apparition d'« Ecoplanet » qui devrait se préoccuper autant de DEEE domestiques (jouets, outillage) que professionnels.

En conclusion, il semble qu'au travers des réglementations qui se mettent en place, la Directive cadre sur les DEEE s'applique progressivement en France, sorte de « rodage », tant sur le plan technique de la collecte que sur son organisation administrative et financière.

(BIP Fedem : 12/01/2006 ; Recyclage Récupération : 03-10/02/2006 ; Environnement & Technique : Janvier-février 2006 ; Environ. Magazine : Janvier-février 2006)

La baisse du prix du verre collecté est contestée

Après que les verriers aient imposé une baisse de 22 % du prix du verre collecté, de 22,90 à 17,80 euros/t, les collectivités ou les associations en charge de la collecte des verres usagés sont déterminées à obtenir un retour à l'ancien prix. Le renouvellement des contrats de reprise des matériaux collectés (garantie de reprise ou reprise garantie) leur en fournit l'occasion.

(Recyclage Récupération n° 47 : 23/12/2005)

Futurs gros besoins d'aluminium recyclable en Inde

Selon le directeur du marketing de la société américaine Almex Corp, la demande en biens d'équipement et automobiles devrait favoriser la demande en aluminium secondaire d'ici 3 ou 4 ans. Principalement répartie au sein de petites sociétés de recyclage, cette activité attirera logiquement de plus importants acteurs. Sur une disponibilité actuelle estimée à 600 kt/an, la consommation nationale est estimée à 0,6 kg/habitant/an.

(Recyclage Récupération n° 23 : 27/01/2006)

Bartin - Sita - EADS : vers la mise en place de filières de recyclage des avions en fin de vie

Le groupe Sita depuis deux ans et le groupe Martin encore plus tôt ont fait une analyse analogue : considérant qu'un avion a 25 ans de durée de vie moyenne, les avions mis en vente après la première guerre du Golfe arriveront sur le marché de la déconstruction vers 2010. Ce sera plus de 6 500 appareils qui seront dans cette filière vers 2023, chacun contenant, en moyenne, 63 % d'aluminium, 10 % d'autres métaux (dont du titane) et 25 % de plastiques, polymères et bois variés.

Ces filières présentent aussi un gros intérêt : bien structurées, elles permettraient de revitaliser des aérodromes en perte d'activité comme Cherbourg ou Epinal qui, en outre, disposent d'espace pour développer de telles activités. Le Groupe Martin a ainsi pris une option importante en développant un chantier test sur l'aéroport de Châteauroux. C'est une solution à la déflation économique qui a pu toucher un certain nombre d'aérodromes ; dans le cas de Châteauroux, c'est la fermeture de la base militaire qui a été déterminante.

Dans le même esprit, plus récemment, le projet « Pamela » de Sita et de deux filiales d'EADS (EADS-CCR spécialiste en recherche et Sogerma spécialiste en maintenance) est entré en phase de réalisation sur l'aéroport de Tarbes, dans une région économiquement sinistrée par la fin des activités industrielles du GIAT (Groupement Industriel des Armements Terrestres). Intégré au pôle de compétitivité « Aerospace valley », ce projet subventionné par le programme Life (1,16 M€) doit permettre de valoriser 80 % des pièces d'avions en 2007 et 95 % en 2015. Ces sites de retraitement entrent aussi dans le cadre des IC (Installations Classées) comme toutes les installations à risque, ce qui leur impose un respect très encadré des normes et des règlements de protection de l'environnement.

(Environnement Magazine n° 1644 : Janvier-février 2006)

QUESTIONS MULTILATÉRALES

QUESTIONS GLOBALES

Le point sur le protocole de Kyoto

La conférence de Montréal qui s'est déroulée fin 2005 avait pour objectif général de poursuivre la lutte engagée contre le réchauffement du climat dans le cadre de la **Convention Climat de 1992**, d'une part, et du **Protocole de Kyoto de 1997**, d'autre part. Elle est considérée comme un succès puisque dans le premier cas le dialogue a été relancé, notamment entre Europe et Etats-Unis, et dans le second cas de nombreux points d'accord ont été trouvés, avec notamment l'adoption définitive du manuel des règles du Protocole de Kyoto.

Pour mémoire, la Convention Climat, convention de l'ONU sur les changements climatiques adoptée lors du **Sommet de la Terre** tenu à Rio de Janeiro, prévoit que les Etats prennent des mesures de précaution pour limiter le changement climatique. Elle est aujourd'hui ratifiée par 194 Etats, dont les Etats-Unis. Le protocole de Kyoto engage quant à lui 39 pays industrialisés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 5 % en 2012 par rapport au niveau de 1990. Il est entré en vigueur en février 2005 et fixe des objectifs chiffrés juridiquement contraignants de réduction des émissions dans les pays développés. Chaque pays doit atteindre un objectif national précis grâce à des politiques intérieures réalistes et volontaristes et à un marché international d'échange de droits d'émission. En outre, il met en place des mécanismes de flexibilité grâce auxquels les parties qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans d'autres pays acquièrent des crédits de quotas.

Le double intérêt d'un **marché d'échange** de droits d'émission est de pénaliser les entités industrielles qui dépassent leurs quotas alloués par une obligation d'acheter des quotas

supplémentaires au prix du marché et de valoriser les efforts des industries ayant réduit leurs émissions en investissant dans des technologies moins énergivores, puisqu'elles pourront revendre les crédits d'émission gagnés. Une certaine rareté des quotas disponibles est nécessaire pour que les prix fluctuants restent élevés ou croissent et que l'incitation à réduire les émissions soit forte. La tonne de CO₂ « mise à prix » à 8 € lors de l'ouverture du marché, au début 2005, valait 30 € fin juillet et 20 € en décembre. Les aspects comptables du système ne sont cependant pas encore strictement définis et normalisés.

Pour le moment, seul le CO₂ a été retenu parmi les GES pour faire l'objet d'échanges car seul ce gaz se prête à une double évaluation des émissions, par méthode de calcul et/ou par mesure directe. La 1^{ère} évaluation fait référence à un calcul standardisé prenant en compte chaque combustible utilisé affecté d'un coefficient. La méthode par calcul est plus universelle et plus facile à normaliser que la méthode par mesure directe, justifiant qu'elle soit avantagée par la législation.

Les Etats membres de l'ex-UE15 (avant les adhésions de 2004) s'étaient engagés à remplir conjointement l'objectif de **réduire de 8 % les émissions de GES**. La France, notamment du fait d'une production d'électricité principalement assurée par des centrales nucléaires et hydrauliques, peu émettrices de GES, s'est ainsi vu assigner un objectif de stabilisation de ses émissions : le 17 décembre 2004, le Plan National d'Allocation des Quotas (PNAQ) de la période 2005-2007 a été adopté pour un montant annuel de 156,5 Mt de CO₂. Ce montant reste modéré comparé à ceux approuvés au Royaume-Uni (245,3 Mt de CO₂, chiffre provisoire), en Espagne (172,3 Mt de CO₂) ou en Allemagne (499 Mt de CO₂).

En France, 1 160 installations seront soumises aux obligations du PNAQ

(disponible sur le site web ecologie.gouv.fr/article.php3?id_article=2207). Elles appartiennent aux secteurs initialement concernés, dits du « champ restreint », l'énergie, l'acier, le ciment, la chaux, la céramique, les tuiles et les briques, le verre, le papier et la pâte à papier, aux installations de combustion de tous les secteurs industriels du « champ élargi », comme la chimie, les industries agroalimentaires, les métaux non ferreux, l'automobile, le textile, etc..., ainsi que du secteur tertiaire et des transports (établissements d'enseignement, hôpitaux, aéroports, etc...). Les secteurs du « champ restreint » se répartissent un quota annuel total de 123,7 Mt de CO₂.

Dans son ensemble, l'industrie minérale est particulièrement concernée par ces mesures car elle constitue l'essentiel de la part « industrie » du PNAQ, représentant 55,53 Mt de CO₂ sur les 123,7 Mt alloués au « champ restreint » (45 %) et une part conséquente (métaux non ferreux) du « champ élargi ».

L'Arrêté du 25/02/2005 donnant la liste des exploitants auxquels sont affectés des quotas d'émission de GES et les montants se trouve sur le site web du Ministère de l'Ecologie¹⁰. Le plus gros tonnage de la période 2005-2007 a été alloué au site de SOLLAC Atlantique avec 36,7 Mt de CO₂.

Cependant, les aciéristes européens semblent vouloir contester le plan d'allocation de quotas, ou European Emissions Trading Scheme (ETS), pour la seconde phase qui commence à partir de 2008 alors que la Commission Européenne prétend avoir mené toutes les consultations nécessaires. Le représentant de la sidérurgie dans l'UE, Eurofer, réclame à la Commission de revoir les critères relatifs au potentiel de réduction : à ce stade, Eurofer craint que

¹⁰ Site ecologie.gouv.fr/IMG/pdf/arrete250205_liste_exploitants.pdf

PNAQ : les secteurs couverts (industrie et énergie) par le « champ restreint »

PNAQ	RUBRIQUES DIRECTIVE	SECTEURS RETENUS
Energie	Activités dans le secteur de l'énergie	Raffineries
		Installations de combustion > 20 MW
Industrie	Métaux ferreux Industrie minérale Autres activités	Production d'électricité
		Transport du gaz
		Chauffage urbain
		Production d'énergie externalisée (énergie)
		Production d'énergie externalisée (industrie)
		Cokeries
		Sidérurgie : fonte / acier
		Ciment / clinker
		Chaux
		Verre
		Céramique
		Tuiles et briques
		Pâte / papier / carton

PNAQ : répartition des quotas (Mt de CO₂) dans le « champ restreint » Industrie

	Sidérurgie	Ciment	Chaux	Verre	Papier	Céramique	Tuiles briques	IC ¹	Total industrie
Affectation Mt CO ₂	27,57	13,13	3,24	3,98	4,93	0,02	1,34	1,31	55,53

¹ Installations de combustion externalisées dans l'industrie.

l'extension des quotas ne pèse sur l'accroissement des capacités.

(Environnement et Technique : Janvier-février 2006; Metal Bulletin : 23/01/06; sites web ecologie.gouv.fr et industrie.gouv.fr/energie)

PÉRIMÈTRES ÉCONOMIQUES

L'Ukraine désormais considérée par l'UE comme Economie de marché

Le Conseil de l'Union Européenne a décidé de retirer l'Ukraine de la liste des pays à commerce d'Etat. Ce qui implique que dans d'éventuelles actions antidumping à l'encontre des industriels ukrainiens, ceux-ci seront considérés désormais comme fonctionnant en Economie de marché.

(Fédération des métaux - BIP n° 1 : 12/01/2006)

MÉTAUX DE BASE ET D'ALLIAGE

Ukraine : enquête antidumping sur le fer russe

La Commission du commerce international ukrainienne a lancé une

enquête antidumping sur les importations de minerai de fer et de filins et câbles d'acier non revêtu en provenance de Russie.

C'est le producteur national Inhulets Mining Beneficiation Plant (IMB, 77 % du marché) qui est à l'origine de la plainte sur le minerai de fer. IMB soutient que le prix à la vente a subi une chute de 22 % en raison de l'augmentation des importations russes à bas prix (790 roubles/t à la frontière ukrainienne au lieu de 1 209 roubles/t en Russie). Et ce sont les sociétés Stalkanat et Silur qui sont à l'origine de la plainte sur les câbles et filins d'acier : selon elles, la faiblesse du prix a provoqué une augmentation moyenne des importations de 112 %, provoquant une chute de 41 % de leurs profits.

(Interfax-Metals & Mining : 03/02/2006)

Fusion Inco - Falconbridge : réponse attendue des autorités antitrust

Le rachat de Falconbridge par Inco, dans le cadre d'une OPA amicale de près de 11 Md\$, rencontre plus de com-

plications que prévu auprès des autorités antitrust. Si le Canada d'où son issu les deux producteurs de nickel, a donné son autorisation, la Commission Européenne tarde à donner son avis et le « US Department of Justice » demande de plus en plus d'informations.

De fait, plusieurs oppositions notables à ce projet de formation du n° 1 mondial du nickel sont apparues. General Electric et le « US Department of Defense » remettraient en cause l'opération pour des raisons similaires, concernant essentiellement (semble-t-il) le marché du nickel ultrapur : trois opérateurs seulement se partagent ce marché, qui sont Inco, Falconbridge et Eramet. Dans le cas de General Electric, le groupe déclare dépendre à 62 % d'Inco et de Falconbridge pour sa consommation de 130 000 t/an de nickel (dont il n'est pas possible de faire la part de métal ultrapur), et redoute donc leur fusion qui réduirait la concurrence.

(Metal Bulletin : 20/02/06)

LES ÉTATS

ALGÉRIE

Ambitions du Ferphos algérien

Le groupe Ferphos souhaite devenir le 5^{ème} producteur mondial de phosphates en sextuplant sa production actuelle de 1 Mt/an, dont 90 % sont exportés au Brésil. Le souhait affiché est de pouvoir fournir rapidement 2 Mt/an pour répondre à la demande en investissant 0,6 Md\$, puis d'atteindre 6 Mt/an dont 4 Mt/an transformés sur place. Pour cela, le groupe a déjà déplacé son siège social à Annaba qui dispose d'un port et d'un aéroport. Une nouvelle flotte de camions pour le transport du phosphate et du fer du groupe entrera prochainement en service, mais sous la gestion d'une nouvelle société, Sotramin, également basée à Annaba.

(Africa Mining Intelligence : n° 125 : 01/02/2006)

BOLIVIE

Avec l'exemple d'El Mutún, le gouvernement de Bolivie est déterminé à resserrer son contrôle sur les ressources naturelles

Suite à l'élection d'Evo Morales à la présidence du pays le 18 décembre 2005, la vente du gisement de fer d'El Mutún a été retardée. Le dossier El Mutún illustre la volonté politique du nouveau pouvoir de resserrer le contrôle de l'Etat sur les ressources énergétiques et minérales du pays. Les richesses générées par l'exploitation des matières premières doivent davantage contribuer au développement national alors que le droit minier actuel serait trop favorable aux investissements privés étrangers.

Au-delà du principe, il reste que la Bolivie a besoin d'investisseurs étrangers pour son développement. E. Morales sait que s'il doit aussi compter avec les coopératives nationales à vocation minière et/ou métallurgique

dans le dispositif, une partie d'entre elles sont des unités de production trop petites et économiquement non viables sans l'aide de Comibol (Corporacion Minera de Bolivia) qui assure la vente de leurs productions. Dans le même esprit, le gouvernement souhaite mieux valoriser ces filières en développant sur place un premier niveau d'industrie de transformation. L'adéquation entre l'appel aux investisseurs étrangers, l'administration et le contrôle renforcés de l'Etat et la priorité au développement national reste à clarifier.

Cette refonte annoncée du code minier s'est donc traduite par un report de deux mois de la vente du gisement de fer d'El Mutún dont les conditions de cession sont réexaminées. Le principe de mise en vente à des intérêts privés n'étant pas remis en cause, il faut aussi reconnaître que ce gisement a déjà fait l'objet de nombreuses vaines tentatives de cession depuis 1986. Une des questions en délibéré, alors que l'acheminement du minerai doit s'effectuer par l'Argentine, via le Rio Paraguay, est que le traitement et la concentration du minerai de fer sur place auraient davantage d'intérêt pour la Bolivie. Mais c'est également le gouvernement qui détient la clé du problème car l'alimentation du site en gaz naturel à faible coût permettant la transformation du minerai est de son ressort.

De nombreuses sociétés de tous horizons (Argentine, Brésil, Chine, Indes, Etats-Unis...) se sont portées candidates à l'acquisition des droits d'El Mutún.

(Metal Bulletin : 02-23-30/01/2006, 13/02/2006)

CHILI

Modification de la législation minière

Le Chili connaît une période de prospérité grâce, notamment, au secteur des mines, et une stabilité des prix

(moins de 2,4 % d'inflation et moins de 8,3 % de chômage). Aujourd'hui, 12 % du territoire chilien sont concernés par des demandes de permis et/ou de concessions minières, et les taxes associées à l'activité minière ont représenté 1,1 Md\$ en 2005.

En relation avec l'évolution des demandes mondiales en matières premières qui rapportent des bénéfices notables aux compagnies implantées au Chili, plusieurs modifications des dispositions légales ont eu lieu en 2005 concernant l'exploitation minière. Ainsi, toutes les compagnies minières dont les ventes dépassent 50 000 t/an sont taxées de 5,5 % sur leurs bénéfices. Une taxe analogue, progressive, concerne les plus petits producteurs : le barème est de 0,5 % par tranche de 5 000 t/an environ.

En même temps, les droits sur l'eau ont été créés, pour les eaux de surfaces comme pour les eaux souterraines, intégrant la notion de coûts évolutifs en relation avec les usages, et en prenant en compte la notion de développement durable.

Par ailleurs, une nouvelle loi porte sur la création d'un cadre juridique visant à la diversification des sources d'électricité, géothermique tout particulièrement. L'objectif est de créer un réseau de fournisseurs d'électricité de bonne qualité en prenant en compte que 80 % de la consommation d'électricité du pays est d'origine minière. Ainsi, la compagnie nationale ENAP (National Petroleum Co) s'est alliée avec la compagnie italienne Enel pour rechercher et développer les ressources géothermiques, et Codelco et ENAP ont racheté en commun la compagnie Geotérmica del Tatio qui dispose des droits du principal champ géothermique identifié du pays. Enfin, un accord sur l'importation de gaz naturel liquéfié, dans le but de diversifier les sources d'énergie, est intervenu entre ENAP, Metrogas et Endesa.

(Mining Magazine : January 2006)

CHINE

Gestion des ressources minérales

La nouvelle politique de gestion des ressources minérales suit son cours. Une de ses principales actions est de restreindre le nombre de mines en exploitation. La suppression de toutes les petites mines, dont le nombre rend le contrôle difficile, répond également à l'élimination des exploitations les moins rentables et les plus dangereuses tant pour les mineurs que pour l'environnement. En 2006, l'effort devrait se porter sur les petites exploitations de tungstène, d'étain, d'antimoine et de terres rares, dont les licences d'exploitation seront supprimées à moins d'intégration à une société exploitante plus importante.

(Interfax-China Metals : 21-27/01/2006)

Industries minières et métallurgiques : des réformes sont en cours pour améliorer la production et respecter l'environnement

La National Development and Reform Commission (NDRC) devient un acteur majeur de l'évolution des pratiques dans le secteur minier en Chine. Ainsi, 70 sociétés de fonderie d'alliages ferreux ont été autorisées par la NDRC à produire et commercialiser leur production. La liste comprend Ningxia Orient, Guizhou Ferroalloy Factory, Jilin Ferroalloy, Yunnan Kunming Steel, Jinzhou Ferroalloy, etc... Les autres unités de production devraient donc fermer à terme.

Pour la filière cuivre, une nouvelle réglementation est attendue d'ici mars 2006, qui doit permettre aux autorités responsables de mieux ajuster les capacités de production et d'assurer l'application de la réglementation. La première restriction touchera la taille des fonderies dont le seuil minimum devrait être fixé à 100 kt/an. Compte tenu de la structure de cette filière dont 70 % des capacités sont aux mains de 7 compagnies majors, cela touchera le grand nombre de PME qui correspond aux 30 % restantes. Les petites compagnies ne pourront plus commercialiser directement leur production, avec le choix de confier cette tâche

à une organisation sous la responsabilité du gouvernement local ou à la compagnie nationale spécialisée Minmetal.

Pour la filière or, la future réglementation devrait limiter les investissements étrangers à une part du capital des compagnies inférieure à 50 %, bien que les autorités souhaitent l'appui de ces compagnies étrangères afin, notamment, de valoriser des gisements à basse teneur dont les critères de sélection sont difficiles. Après avoir produit 224 t d'or et augmenté les réserves nationales de 620 t en 2005, l'objectif de production minière 2006 a été fixé à 240 t et celui de l'augmentation des réserves à 650 t. Un nouveau plan de développement est également en cours d'élaboration.

Dans le même temps, la State Environmental Protection Administration (SEPA) commence à fournir des « liste noires » de compagnies métallurgiques ne répondant pas aux critères de qualité environnementale. Les producteurs de non ferreux (cuivre, molybdène, aluminium, zinc) semblent faire partie des premières cibles officiellement désignées, au nombre de sept. On retrouve dans cette première liste des petites mines et/ou usines de Chine occidentale car la Chine orientale est plutôt le siège des grosses unités de production. Il apparaît de plus en plus évident que ces mesures auront un impact économique démultiplié en Chine occidentale.

Toutes ces mesures sont prises autant pour éliminer les petites exploitations économiquement déficitaires que pour réduire rapidement le nombre de sites pollueurs. Les autorités chinoises ont considéré que les compagnies minières de taille suffisante auront les moyens de s'adapter aux nouvelles contingences du développement moderne, contrairement aux petites.

(Interfax-China Metals : 21-27/01/2006)

FRANCE

Lancement du projet de réacteur nucléaire de 4^{ème} génération

Le Président de la République française a annoncé le 5 janvier 2006 le lancement d'un prototype de réacteur nucléaire à fission de 4^{ème} génération. Cette 4^{ème} génération technologique de

fission correspondra à davantage de productivité et moins de déchets radio actifs. Ce sont six types de réacteurs qui sont envisagés à ce stade : des modèles à neutrons rapides et des modèles à très haute température et fournisseur d'hydrogène. La mise en œuvre doit se faire d'ici 2020 avec un budget estimé de plusieurs centaines de millions d'euros qui sera partagé entre les cinq pays signataires de l'accord de coopération du 28 février 2005, dont la France. Cette annonce survient à la fin du débat public sur la révision de la loi Bataille de 1991 relative à la gestion des déchets à longue durée de vie.

En même temps, le Président de la République a souhaité que dès 2006 soit créée une autorité de sûreté nucléaire indépendante en charge du contrôle des activités nucléaires en France, à l'exemple de ce qui existe en Finlande ou aux Etats-Unis. En fait, c'est l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), actuellement sous la tutelle des ministères de l'Industrie, de la Santé et de l'Ecologie, qui va muter pour devenir indépendante de l'Etat.

(Environnement Magazine n° 1644 : janvier-février 2006)

MONGOLIE

Le climat politique est favorable aux investisseurs miniers occidentaux

Malgré la mise en place de nouvelles réglementations minières controversées, la Mongolie se veut favorable aux investisseurs privés étrangers. Depuis cinq ans, ce pays de 2,4 millions d'habitants riche en gisements de cuivre, or et charbon, connaît un boom minier dont les pionniers sont deux compagnies canadiennes. Entrée Gold dispose d'un permis de 179 550 ha à Shivee Tolgoï (Lookout Hill) et Ivanhoe Mines dispose à proximité d'un périmètre de 8 500 ha à Oyu Tolgoï (Turquoise Hill). Les ressources du gisement de Shivee Tolgoï sont évaluées à 1 280 Mt à 1,13 % de cuivre (14,5 Mt métal) et 0,24 g/t d'or (300 t). Celles de Oyu Tolgoï sont évaluées à 1 150 Mt à 1,30 % de cuivre (15 Mt) et 0,47 g/mt d'or (540 t). Ces deux projets sont encore au stade des évaluations.

L'ouverture du secteur minier aux sociétés et investisseurs étrangers est due

à l'arrivée du MPRP¹¹ au gouvernement, qui est le parti du nouveau Premier Ministre, Miyeegombo Enkhbold, élu le 25 janvier 2006. Bien qu'héritier de l'ancien parti communiste, le MPRP se veut ouvert aux investissements occidentaux, qui sont considérés à la fois nécessaires au développement du pays et gages d'une certaine indépendance vis-à-vis des voisins russes et chinois dont la Mongolie craint l'ingérence.

(Platt's Metals Week : 30/01/2006)

UKRAINE

La court suprême confirme l'illégalité de la privatisation de Nikopol

La Cour suprême de l'Ukraine considère que la privatisation de 50 % de la compagnie de ferroalliages Nikopol, commencée il y a 3 ans, est illégale, confirmant la décision en appel du tribunal de Kiev de juillet dernier. La compagnie Pridneprovie, appartenant au conglomérat industriel Interpipe (dirigé par le gendre de l'ex-Président Leonid Kpuchma), avait acheté successivement deux fois 25 % du capital de Nikopol pour un montant total de 81 M\$, valeur contestée par la suite car jugée très faible.

Cette décision doit être suivie du retour de Nikopol sous contrôle majoritaire de l'Etat dans un délai restant à définir, avant d'envisager un nouvel appel d'offres. Lors de la 1^{ère} privatisation de 2003, Pridneprovie avait été préféré à des candidats comme Eramet, BHP-Billiton, CVRD ou le russe MDM Group.

(Métal Bulletin : 30/01/2006)

¹¹ Parti Révolutionnaire du Peuple Mongol.

LES ENTREPRISES

ALCAN

Profits diminués de moitié en 2005

Le groupe canadien, n° 2 mondial de l'aluminium, a vu son bénéfice annuel se réduire de moitié en 2005, à 129 M\$ contre 258 M\$ pour l'exercice antérieur 2004. Son chiffre d'affaires s'est élevé à 20,32 Md\$, en recul de 18 % par rapport aux 24,95 Md\$ de 2004, une baisse qui s'explique par la création (« spin off ») de Novelis.

La Direction d'Alcan a relativisé ce médiocre résultat en soulignant la hausse des coûts d'électrolyse de l'alumine. Mais les observateurs remarquent que la cause en revient autant aux pertes engendrées par les restructurations et moins-values réalisées depuis l'absorption de Pechiney par le Canadien fin 2003 : soit 533 M\$ de pertes incluant les coûts de fermeture des fonderies de Lannemezan (France) et de Steg (Suisse).

La Direction se montre plus optimiste pour 2006, année qui devrait connaître une augmentation de 4,9 % de la consommation mondiale d'aluminium - légèrement supérieure aux 4,5 % constatés en 2005 - et se terminer par un déficit d'offre de 300 kt.

(Les Echos : 08/02/2006 ; La Tribune : 08/02/2006)

ANGLO AMERICAN

Bénéfice 2005 en forte progression

Le groupe minier diversifié n° 2 mondial Anglo American a vu son bénéfice annuel progresser fortement en 2005, de + 39 %, pour atteindre le niveau record de 3,7 Md\$ (sans prendre en compte les cessions d'actifs importantes opérées pendant l'année). Son chiffre d'affaires s'est établi à 34,5 Md\$, en hausse annuelle de 8 %.

Dans ces circonstances, Anglo American a annoncé un programme de rachat d'actions à hauteur de 1,5 Md\$, bien accueilli par les investisseurs, et l'affectation d'un budget de 7 Md\$ pour la promotion des nouveaux projets sur la période 2007-2010.

Dans le cadre de sa stratégie de recentrage sur le platine, les métaux de base, le charbon et les diamants, Anglo devrait prochainement se séparer d'une partie des 51 % qu'il détient encore dans AngloGold Ashanti, sa division minière spécialisée dans l'or, dont les résultats ne sont pas à hauteur des espoirs fondés et qui vient de perdre 240 M\$ au dernier trimestre 2005.

(La Tribune : 23/02/2006)

ARCELOR

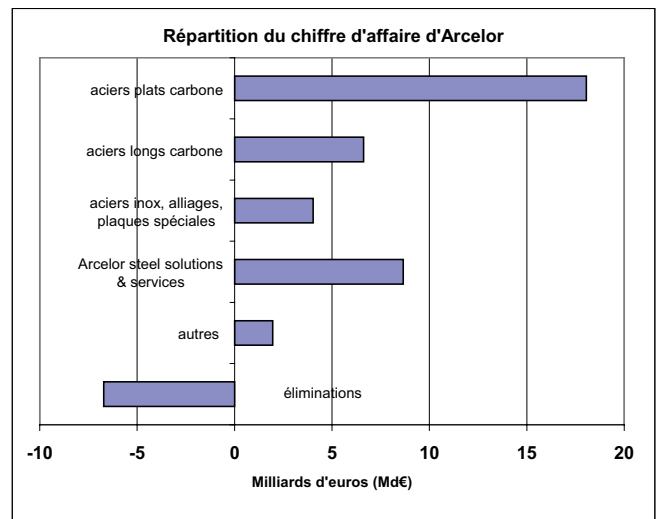
Des résultats 2005 excellents... qui arrivent au bon moment

Arcelor, 1^{er} sidérurgiste européen et 2^{ème} mondial - depuis le rachat d'International Steel Group par Mittal Steel l'an dernier - vient de publier un résultat annuel 2005 très solide démontrant, pour sa quatrième année d'existence, sa capacité à maîtriser sa croissance.

Son chiffre d'affaires atteint 32,611 Md€, en progression de 8,1 % par rapport à celui de 2004. Son résultat brut opérationnel s'élève à 5,641 Md€ et s'inscrit en forte hausse, + 29,9 %, par rapport à l'exercice antérieur. Le résultat net s'établit à 3,846 Md€ et traduit une progression spectaculaire de + 66,2 %.

Les investisseurs enregistrent un résultat net par action de 6,25 € contre 4,26 précédemment.

Les fonds propres sont passés de 12,317 Md€ à fin 2004 à 17,633 Md€ à fin 2005, l'endettement de 2,512 Md€ à 1,257 Md€, et le ratio endettement financier sur fonds propres de 0,20 à 0,07.



Dans le contexte de la tentative d'OPA de Mittal Steel sur le groupe, ces résultats arrivent au bon moment pour convaincre les investisseurs, les banques et les instances européennes de l'excellence de la santé d'Arcelor et de son rôle en tant que leader européen.

(Les Echos : 17/02/2006 ; La Tribune : 17/02/2006)

AREVA

Des rumeurs de restructuration catégoriquement démenties

Depuis l'annonce, fin octobre 2005, d'un ajournement sine die de tout projet de privatisation du spécialiste français du nucléaire, des rumeurs circulaient sur une restructuration d'Areva pouvant

même aller jusqu'à un démantèlement du groupe. Le gouvernement français a dû stopper ce processus en « démentant toute forme d'évolution du groupe Areva » et en réaffirmant sa confiance dans sa présidente, Anne Lauvergeon.

Areva est un groupe prospère, fleuron de la technologie française dans un domaine nucléaire qui devrait voir son développement s'accélérer en raison des besoins mondiaux d'énergie croissants au moment où la fin des ressources d'hydrocarbures classiques est programmée. Son chiffre d'affaires s'est élevé à 10,2 Md€ en 2005, en hausse de 3,1 % par rapport à l'exercice précédent, ainsi réparti :

- Nucléaire, 6,9 Md€ (+ 4,3 %) ;
- Transmission et distribution, 3,21 Md€ (+ 0,8 %) ;
- Réacteurs et services, 2,35 Md€ (+ 9,4 %) ;
- Branche aval, 1,92 Md€ (- 1,3 %).

(Les Echos : 03/02/2006)

CAMECO

Bénéfice 2005 en hausse de 22 %

Le spécialiste canadien du nucléaire (également actif dans l'or) a obtenu de bons résultats au dernier trimestre 2005 et, finalement, réalisé une année satisfaisante. Son profit net trimestriel s'est élevé à 81 MC\$, soit plus du double des 37 MC\$ réalisés au dernier trimestre 2004. Le chiffre d'affaires, à 522 MC\$, est en hausse de 45 % par rapport à celui réalisé sur la même période 2004.

À l'origine de ces bons résultats il faut voir plutôt les excellentes ventes d'uranium et les bonnes performances de la branche énergie électrique que les performances plus modestes de la branche traitement d'uranium et de la division or. Ainsi, les ventes de minerai d'uranium (U308), en progression de 46 %, ont représenté 15,5 millions de livres (environ 7 t), et ont été vendues à un prix moyen lui-même en hausse de 16 %.

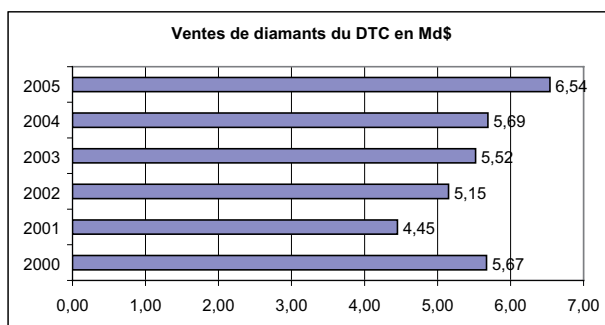
Sur l'ensemble de l'année 2005, les revenus de Cameco se sont élevés à 1,313 MdC\$, soit 25 % de mieux qu'en 2004, pour un profit net de 218 MC\$, soit 22 % de mieux. Le prix de vente moyen du minerai d'uranium a été de 28,67 C\$/livre, soit 54 % de plus qu'en 2004.

(Mining Journal : 03/02/2005 ; Site web cameco.com)

DE BEERS

Les ventes de diamants ont progressé en 2005

Le n° 1 mondial du diamant brut a annoncé pour 2005 un bénéfice net de 554 M\$, en légère hausse par rapport aux 498 M\$ réalisés en 2004. Les ventes de diamants effectuées par la Diamond Trading Company (DTC), sa branche de commercialisation, ont atteint 6,54 Md\$, marquant une nette progression (fig. suivante).



En amont, la production a effectivement progressé de 4 % en volume pour s'établir à 49 Mct avec, en particulier, une hausse significative de 10 %

de la contribution des mines sud-africaines du groupe (15,2 Mct pour l'année). Cependant, les marges, orientées à la baisse, n'ont pas permis à ce chiffre de vente record d'impacter le bénéfice net du groupe car plus de 250 M\$ ont été versés à titre de dédommagement amiable à des clients américains qui avaient porté plainte pour « abus de position dominante ».

Dans un contexte de demande mondiale soutenue - à l'exception de l'Europe - la DTC a procédé à deux hausses du prix des diamants bruts, la hausse sur l'année s'établissant à 9,5 % par rapport aux prix de fin 2004.

De Beers demeure optimiste pour 2006 et s'attend à une nouvelle hausse de la demande mondiale sans, pour autant, prévoir d'augmenter ses prix. Le groupe s'est fixé un objectif de croissance de production

raisonnable, du niveau actuel de 49 Mct à 55 Mct d'ici cinq ans (+ 12 %).

(Les Echos : 13/02/2006)

GOLD FIELDS

Résultats en hausse

Le groupe minier sud-africain n° 2 a publié son résultat semestriel au 31 décembre 2005, montrant un net redressement. Son bénéfice net s'élève à 46,2 M\$, contre 25,0 M\$ au second semestre 2004, l'essentiel étant gagné au cours du dernier trimestre. Les ventes se montent à 997,2 M\$, en hausse de 10,1 % en rythme annuel. L'essentiel de la performance a été réalisé durant le 4^{ème} trimestre, la production augmentant de 4,7 %, à 1,040 Moz, et le prix de vente moyen s'établissant à 482 \$/once. Malgré des efforts importants pour le maîtriser, le coût de production a augmenté de 5,2 % pendant le semestre, néanmoins

largement contrebalancé par la hausse de 18,61 % du cours de l'or.

(Les Echos : 27/01/2006)

Caractéristiques de production des cinq principaux producteurs d'or sud-africains			
Rang sud-africain	Compagnie	Production en Moz	Coût de production en \$/once
n° 1	AngloGold Ashanti	6,200	283
n° 2	Gold Fields	4,488	331
n° 3	Harmony Gold	2,965	410
n° 4	DRD Gold	0,897	395
n° 5	Western areas	0,229	366

LAFARGE

Le second semestre a sauvé l'exercice 2005

Le chiffre d'affaires du groupe Lafarge s'est établi à 15,97 Md€ en 2005, contre 14,44 Md€ en 2004 (+ 10,6 %). Le résultat d'exploitation courant a été de 2,357 Md€ contre 2,201 en 2004 (+ 7,1 %), dans lequel la branche ciment contribue pour 74 % (fig. suivante). Le résultat net part du groupe a été de 1,096 Md€ contre 1,046 en 2004 (+ 4,8 %). Les

résultats de la seconde partie de l'année 2005 ont enregistré des hausses de 14 à 21 % par rapport à la même période 2004.

Par contre, le choix d'une réper-

64 % pour s'établir à 121,3 M\$, contre 341,1 M\$ au 4^{ème} trimestre 2004.

Pour expliquer la contre-performance, il faut noter des charges spéciales dix fois plus élevées en 2005 (204,2 M\$) qu'en 2004 (23,1 M\$), des interruptions de production (chute de 7 % du tonnage de cuivre trimestriel, à 306 400 t) et des pertes sur les ventes à terme (hedging).

Le volume des ventes de Phelps Dodge a globalement progressé de 24 % pour atteindre 2,26 Md\$. Sur

ce total, la contributions de la branche minière PDMC (Phelps Dodge Mining Co) s'établit à 1,93 Md\$ et celle de la branche industrielle (Phelps Dodge Industries) à 0,32 Md\$.

(Mining Journal : 03/02/2006)

RIO TINTO

Bénéfices en hausse de 58 % 2005

Le groupe minier diversifié n° 3 mondial a annoncé un bénéfice annuel de 5,215 Md\$, en hausse de 58,2 % par rapport à 2004. Son chiffre d'affaires s'est élevé à 20,742 Md\$, en hausse de 42,8 %. Cette année faste s'est également traduite par une forte valorisation du groupe dont les actifs sont aujourd'hui évalués à 15,739 Md\$, soit 3,148 Md\$ de plus qu'à l'issue de 2004. Par ailleurs, l'endettement a été considérablement réduit, passant de 2,496 Md\$ à 1,313 Md\$, ce qui correspond à 8 % du capital total.

Si ces résultats sont en grande partie imputables à la double hausse des volumes commercialisés et des prix de vente des productions du groupe, la contrepartie a été une hausse des matières premières utilisées par le groupe qui a conduit à une augmentation de 21,3 % des coûts de production.

Rio Tinto compte profiter du cash généré par cette période faste pour racheter des actions (prévus 2,5 Md\$ jusqu'en 2007), mais versera aussi aux actionnaires 877 M\$.

(Les Echos : 03/02/2006 ; Metal Bulletin : 10/02/2006)

SAINT-GOBAIN

Bénéfice 2005 en hausse de 6,4 %

Les résultats 2005 annoncés par Saint-Gobain s'inscrivent dans une dynamique de hausse, que soit prise en compte ou non l'acquisition majeure au début décembre 2005 de British Plaster Board (BPB).

Hors acquisition, le résultat net est estimé à 1,318 Md€, en progression de 6,4 % par rapport à 2004. En consolidant le résultat avec celui de BPB en décembre, le bénéfice progresse de 2 %, à 1,264 Md€. Hors BPB encore, le résultat d'exploitation, qui s'est élevé à 2,87 Md€, est en progression de 4,6 % tandis que le chiffre d'affaires de 34,87 Md€ marque une hausse de 8,4 %.

Ce sont les branches « distribution bâtiment » et « produits pour la construction » qui ont soutenu les résultats et la croissance car la situation est plus mitigée dans les autres activités, « vitrage », « canalisations » et « conditionnement ».

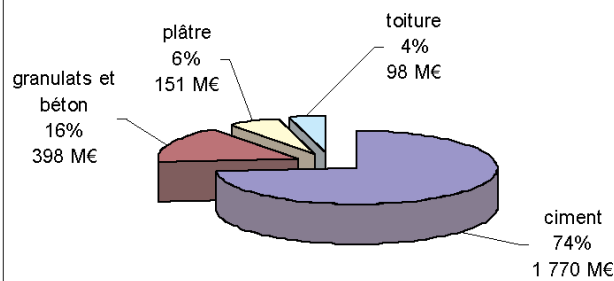
Saint-Gobain attend environ 100 M€ de synergies de l'acquisition de BPB, qui devient son « pôle gypse », dont 40 M€ dès 2006. Le groupe se montre optimiste pour 2006 compte tenu de la bonne conjoncture dans la construction et d'un reflux des plaintes dans le dossier de l'amiante aux Etats-Unis. Dans ces conditions, Saint-Gobain anticipe une hausse de 23-25 % de son résultat d'exploitation (à taux de change constant), et une hausse de 18-20 % de son résultat net hors plus-values de cession, soit environ 1,5 Md€ de résultat net, découlant d'un résultat d'exploitation de 3,5 Md€ et d'un chiffre d'affaires de plus de 40 Md€.

Pour équilibrer l'achat de BPB, qui a coûté 5,8 Md€, Saint-Gobain pourrait céder des actifs notables, telle la société américaine Calmar (pompes pour parfum, médicaments ou produits d'entretien...) dont le prix est estimé entre 600 et 760 M€.

La bourse a tenu compte des bons résultats de 2005 et des capacités de progression en 2006, l'action s'inscrivant à la hausse.

(Les Echos : 27-30/01/2006, 24/02/2006)

Contribution respective des branches de Lafarge au résultat d'exploitation



cussion limitée de la hausse des coûts de l'énergie et du transport sur les prix est responsable du recul de la marge d'exploitation dans le ciment (21,6 à 21,3 %), de même que dans les granulats et béton, alors que le plâtre a connu une hausse de cette marge (9,8 à 10,2 %).

(Les Echos : 14-24/02/2006)

NIPPON STEEL

Bénéfices en très forte hausse

Le groupe sidérurgique japonais, n° 3 mondial du secteur, a publié d'excellents résultats pour les neuf premiers mois de son exercice fiscal 2005-2006. Son bénéfice net s'est élevé à 2,930 Md€, en hausse de 83,6 % par rapport à celui obtenu sur la même période 2004-2005. Son chiffre d'affaires a atteint 19,8 Md€, progressant de 18,9 % par rapport à l'exercice antérieur. Nippon Steel a bénéficié non seulement de la forte demande d'acier en Asie, son principal marché, mais aussi d'une demande en hausse du marché intérieur japonais.

(Recyclage Récupération Magazine n° 5 : 10/02/2006)

PHELPS DODGE

Forte chute des bénéfices au 4^{ème} trimestre 2005

Le groupe minier américain, leader mondial boursier des groupes spécialisés dans le cuivre, a annoncé des résultats du 4^{ème} trimestre 2005 assez décevants. Le bénéfice net a reculé de

CARNET

Alcan Inc

Richard Evans a été confirmé en tant que nouveau Président du groupe Alcan à partir du 12 mars, en remplacement de Travis Engen.

Gwyn Morgan a été nommé Directeur adjoint d'Alcan. G. Morgan vient du secteur canadien de l'énergie.

(*Metal Bulletin* : 20/02/2006 ; *Mining Journal* : 27/01/2006)

Codelco

Après l'élection de Michelle Bachelet à la présidence du Chili à la fin janvier 2006, le poste de Ministre des Mines et de l'Energie a été confié à Karen Ponichak. Cette dernière, qui a travaillé comme journaliste économique et politique, avait été désignée Vice-présidente du Comité pour les investissements étrangers. Le poste de Directeur du groupe Codelco étant traditionnellement changé à chaque nouvelle élection présidentielle, les médias attendent la publication du nom du nouveau responsable.

(*Mining Journal* : 03/02/2006)

Corus

Anthony Farrand a été nommé au poste de Directeur des matières premières chez le groupe sidérurgique anglo-néerlandais Corus. C'est Simon Downes qui occupera son précédent poste de Responsable chargé des matières premières.

(*Metal Bulletin* : 06/02/2006)

Fed - 1 (Réserve Fédérale américaine)

Ben Bernanke a été nommé Président du conseil des gouverneurs de la Fed, la Banque centrale américaine, par le Président des Etats-Unis, George W. Bush, en date du 1^{er} février. De formation universitaire, B. Bernanke a été gouverneur de la Fed entre 2002 et 2005, avant d'être nommé Directeur du

Comité des conseillers économiques de la Maison Blanche.

(*Challenges* n° 21 : 02/02/2006 ; *Les Echos* : 31/01/2006, 01/02/2006 ; *Recyclage Récupération* n° 4 : 03/02/2006)

Fed - 2

Alan Greenspan cède donc sa place à la Fed où il a passé près de 19 ans, d'août 1987 à janvier 2006, à la tête de la Banque centrale la plus puissante du monde. Pendant son « règne », il a contribué à écarter le spectre de l'inflation et à soutenir la croissance remarquable de l'économie américaine qui a atteint un taux de 3,5 % l'an, en moyenne, sur les dix dernières années. Il a toujours entretenu un rapport étroit avec les marchés financiers qui lui accordaient une grande confiance. Mais les économistes peuvent aussi lui reprocher le niveau record des deux déficits américains, le budgétaire avec un pays devenu dépendant du financement venu de l'Etranger, et le commercial avec une surconsommation des ménages qui a porté son niveau actuel à près de 7 % du PIB. La résorption de ces déséquilibres aurait probablement entraîné les Etats-Unis sur la voie d'une récession sévère.

(*Challenges* n° 21 : 02/02/2006 ; *Les Echos* : 31/01/2006, 01/02/2006 ; *Recyclage Récupération* n° 4 : 03/02/2006)

KGHM Polska Mied SA

Krzysztof Skóra a été nommé Président en exercice par intérim à la place de Marek Szczepiak démis de ses fonctions. Le départ de ce dernier a été provoqué par une prévision de résultats 2006 en baisse.

(*Metal Bulletin* : 20/02/2006 ; *Mining Journal* : 17/02/2006)

Ministère de l'Industrie (France)

Fabien Barthe a été nommé conseiller technique au cabinet de François Loos,

Ministre délégué à l'Industrie, où il sera en charge des approvisionnements énergétiques, des carburants, des matières premières et de l'après mine. Polytechnicien et Ingénieur en chef des Mines, F. Barthe a été successivement analyste chez Credit Suisse First Boston, puis responsable de l'Environnement industriel à la DRIRE Rhône-Alpes avant d'être nommé chef du bureau des réseaux de transport et de distribution au sein de la DGEMP du Ministère de l'Industrie en septembre 2003.

(*Les Echos* : 17/02/2006)

Rio Narcea Gold Mines

Carl Hering a été nommé Vice-président senior de Rio Narcea Gold Mines, la junior canadienne qui développe en Mauritanie le projet Tasiast. C. Hering vient de Placer Dome où il était responsable des acquisitions.

(*Africa Mining Intelligence* n° 125 : 01/02/2006)

Sita

Thierry Mechin a été nommé Directeur général de Sita Nord. Basée à Valenciennes, la société Sita Nord emploie un millier de personnes dans le secteur de la gestion des déchets du Nord - Pas-de-Calais où elle compte 23 centres d'exploitation et 2 filiales de collecte.

(*Recyclage Récupération* n° 3 : 27/01/2006)

ECO-NOTE

L'OPA de Mittal Steel sur Arcelor :



Confrontation de deux conceptions de la mondialisation

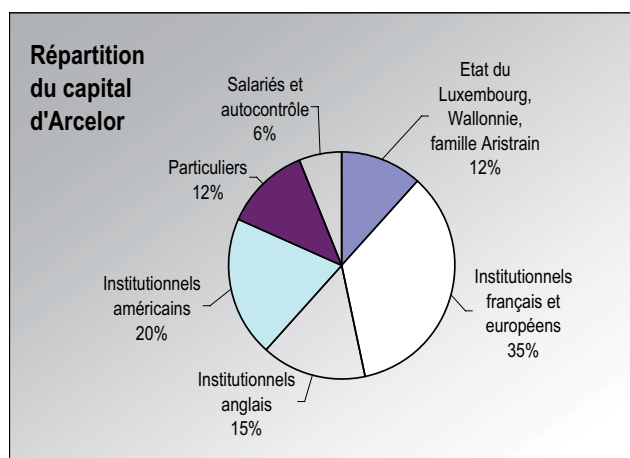
A. Coumoul¹

L'annonce de l'OPA hostile de Mittal Steel sur Arcelor a frappé l'opinion publique. Au-delà de la réalisation d'une nouvelle étape de la consolidation de la sidérurgie mondiale qui verrait la création du 1^{er} aciériste à 100 Mt/an, se pose la question de l'avenir de l'entreprise européenne. Car l'image d'Arcelor est, pour de nombreux observateurs, celle de l'héritage industriel de l'Europe occidentale remis aux canons de la modernité, de la compétitivité et de la mondialisation. Sur ce dernier plan, la stratégie des deux entreprises montre deux approches différentes, l'une fulgurante, l'autre mesurée en comparaison. Si cette fusion a lieu, d'autres enjeux existent dans différents secteurs de leurs activités.

L'annonce surprise du 27 janvier 2006

L'annonce de l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor a été faite le 27 janvier. Le prix proposé est de 28,21 € action (prime d'au moins 27 % par rapport au dernier cours), valorisant la cible à 18,6 Md€. De vaines discussions sur le sujet d'une fusion possible des deux groupes ayant eu lieu une quinzaine de jours auparavant entre le PDG d'Arcelor, Guy Dollé, et le PDG de Mittal Steel, Lakshmi Mittal, l'OPA est considérée comme hostile, malgré la présentation « friendly » ou de « mariage entre égaux » qu'en fait L. Mittal. La demande, qui a été déposée au Luxembourg où siège Arcelor, est en attente d'autorisation de présentation en Bourse, probablement dans au moins trois places différentes. Mittal Steel, qui a assorti l'opération d'une condition de réussite fixée à un seuil de 50,1 % du capital, a déclaré l'offre non relevable. Les actionnaires d'Arcelor ont le choix entre trois propositions : 4 nouvelles actions Mittal Steel et 35,25 € cash contre 5 actions Arcelor, 28,21 € cash par action Arcelor, ou 16 nouvelles actions Mittal contre 15 actions Arcelor, mais avec la limite de 25 % de cash sur l'opération totale.

L'actionnariat d'Arcelor se prête facilement à une telle opération, avec un noyau stable de 18 % seulement et 82 % de « flottant » (fig. suivante).



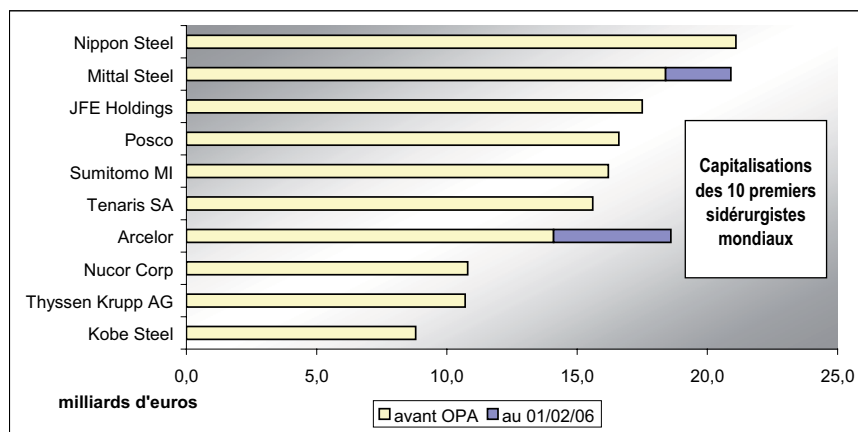
¹: A. Coumoul est géologue spécialiste de l'économie des matières premières minérales au BRGM, Service des Ressources Minérales/EI2D.

Le Luxembourg détient 5,6 % du capital, le Gouvernement wallon 2,4 %, EDF détient 1,5 % qu'il se dit prêt à céder. Depuis l'OPA, des rachats d'actions ont été réalisés : le « hedge fund » new-yorkais Alliance Bernstein (filiale à 60 % du Groupe français Axa) aurait ainsi récupéré 12 % du capital.

L'offre a été un coup de tonnerre sur tous les marchés. Elle a été rapidement et fermement rejetée par le Conseil d'administration d'Arcelor. Les deux protagonistes et tous les media spécialisés ou non sont entrés dans une double bataille. La première porte sur la question de savoir si une « institution » industrielle et européenne comme Arcelor peut passer sous contrôle d'un homme d'affaires aussi « mondialiste » que Lakshmi Mittal sans inquiéter ou interpellier les citoyens et hommes politiques français, luxembourgeois, belges et espagnols...? La seconde porte sur la question des compétences réciproques des deux sidérurgistes à la création de valeur avec, à la clé, le problème de la maintenance des emplois dans le berceau européen d'Arcelor. Attaques et contre attaques ont parfois débordé du cadre technique, les media anglo-saxons allant jusqu'à insister sur une « opposition entre l'aristocratie européenne de l'acier et le parvenu indien », Arcelor en appelant au sauvetage de l'« Airbus de l'acier », tandis que les accusations de mauvaise gouvernance pleuvent de tous côtés.

Comparaison des valorisations boursières et des résultats

Premier grand constat, la valorisation boursière d'Arcelor, qui se situait vers 14,2 Md€ et la 7^{ème} place parmi les dix grands mondiaux du secteur (fig. suivantes), est remontée à sa valeur d'OPA, 18,6 Md€ (+ 31 %), alors que son président situe maintenant la vraie valeur à au moins 40 €/action, soit environ 26 Md€ (+ 83 %). Economiquement cependant, la valeur des sidérurgistes européens est considérée inférieure à celle d'autres acteurs, américains en particulier et même à celle de Mittal Steel, parce qu'ils sont plus exposés à la concurrence des pays dits à « faible coût ».



Cours de l'action Arcelor à la bourse de Paris



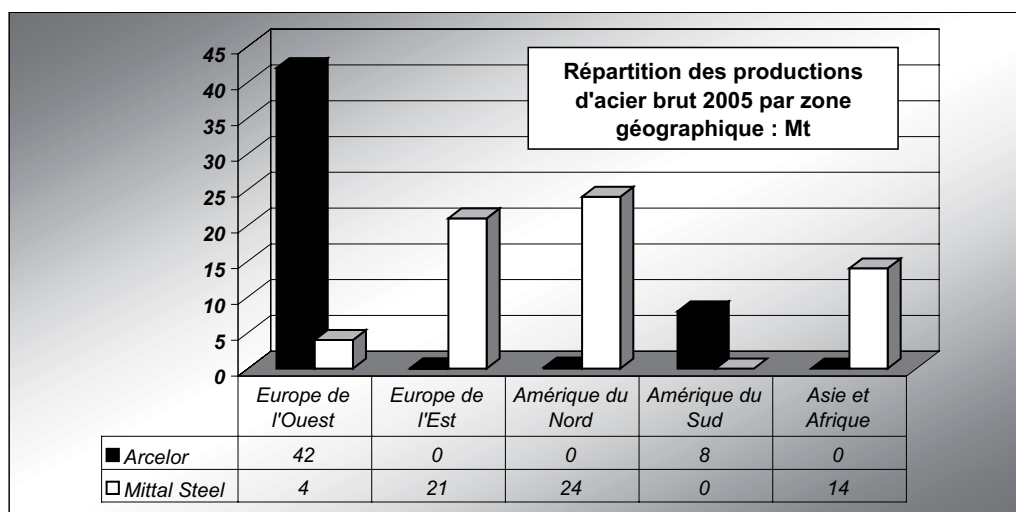
Deuxième grand constat, les résultats 2005 de Mittal Steel ne sont pas à la hauteur de ceux d'Arcelor, marquant même certains nets reculs par rapport à 2004 (tabl. suivant).

Comparaison des résultats 2005, des endettements, effectifs et capitalisations		
ARCELOR	milliards d'euros	MITTAL STEEL
32,61	Chiffre d'affaires	23,68
8,1%	évolution 2004-2005	26,7%
4,38	Résultat opérationnel	3,99
37,0%	évolution 2004-2005	-22,8%
3,85	Bénéfice net	2,83
66,2%	évolution 2004-2005	-28,4%
4,46	Cash flow opérationnel	3,34
39,3%	évolution 2004-2005	-13,8%
14,2	Capitalisation avant OPA	18,4
18,6	Capitalisation au 01/02/06	20,9
2,13	Dettes nettes	5,33
7%	Ratio endettement sur fonds propres	50%
94 600	Effectif salarié	228 400
50	Prod. d'acier brut en Mt	63
529	Ratio tonnes/an/salarié	276

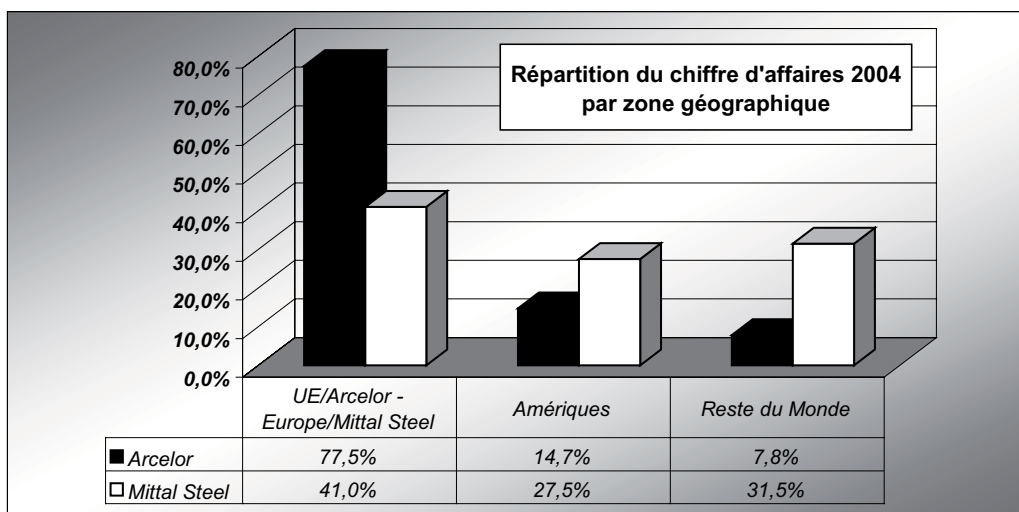
Mais dans le contexte de la croissance ultrarapide de Mittal Steel, aucune donnée n'alarme vraiment les spécialistes, pas même son ratio d'endettement sur fonds propre de 50 %, considéré comme raisonnable pour le secteur.

Comparaison simplifiée des activités des entreprises

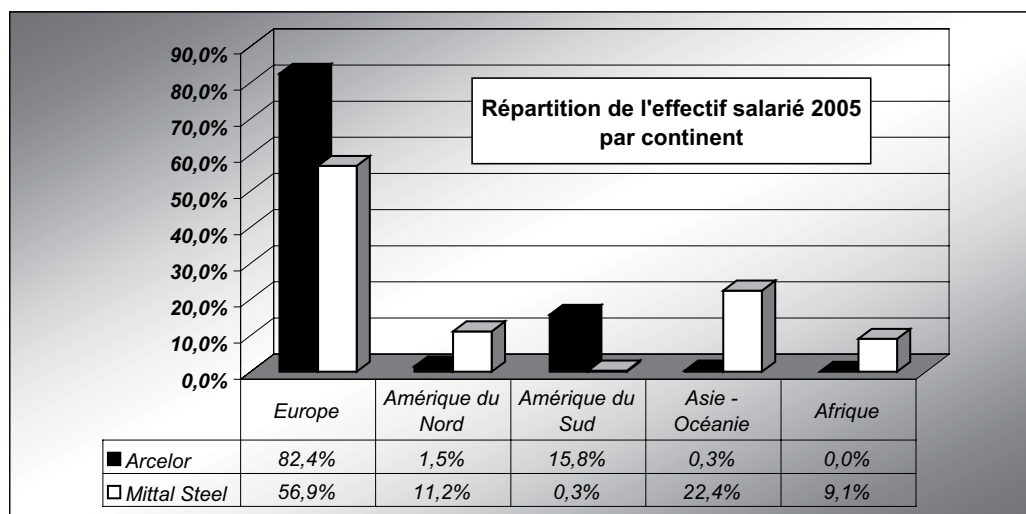
En 2005, Arcelor a produit environ 50 Mt d'acier brut, Mittal Steel environ 63 Mt (fig. suivante). Si leurs répartitions géographiques sont complémentaires, les opposants à l'OPA contestent l'argumentaire de la complémentarité économique.



Mittal Steel récupérerait un sidérurgiste bien mieux positionné sur la valeur ajoutée, qui a fait 78 % de son chiffre d'affaires 2004 en Europe de l'Ouest alors que le sien est presque également réparti entre l'Europe, le continent américain et le reste du monde (fig. suivante). En 2005 toutefois, le chiffre d'affaires d'Arcelor a montré une baisse significative de la part européenne : 71 % en Europe, 20 % en Amérique du Nord et du Sud, 9 % dans le reste du monde. Mittal Steel acquerrait d'un coup la moitié du marché européen des aciers plats pour automobiles et une place notable dans les aciers inoxydables alors qu'il n'en a pas, des sites à très forte productivité (cf le laminoir d'Esch-Belval inauguré en octobre 2005), la pépète Arcelor Brésil, etc... .



Troisième volet de la comparaison, la répartition des effectifs salariés 2005 montre quelques différences avec la répartition du chiffre d'affaires (fig. suivante) : s'observe une accentuation sur l'Europe à la fois pour Arcelor (82 %) et pour Mittal Steel (50 %), probable résultat de la relative plus forte vétusté de l'outil de production.



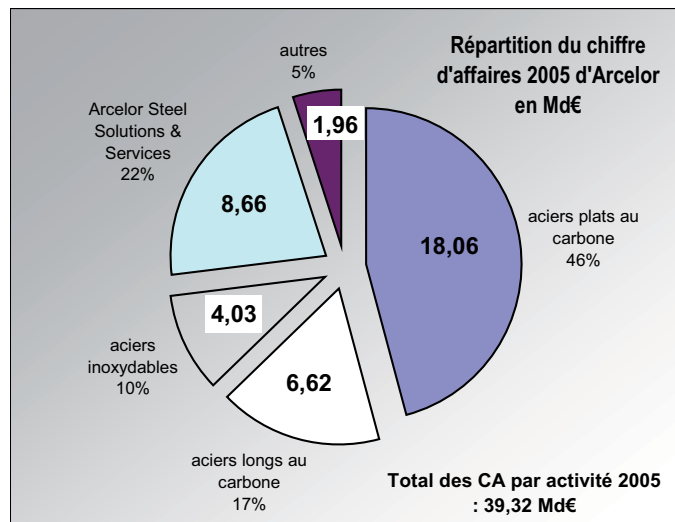
En France, Mittal Steel est présent via Unimétal qu'il a racheté en 1999 au moment où... Usinor décidait d'abandonner les aciers longs et via Trefil Europe, soit sept sites au total. Avec l'abandon d'Usinor, il n'est donc pas étonnant qu'au bilan de l'ensemble, le personnel mentionne en premier chef la pérennisation des emplois et des unités.

Chiffre d'affaires 2005 détaillé de la cible

Sur un total¹³ de 39,32 Md€ des chiffres d'affaires 2005 des quatre unités principales et des « autres activités », la répartition suivant les activités montre une forte prépondérance de la **branche des aciers plats au carbone**, qui représente près de la moitié du total (fig. suivante). La production est concentrée sur quelques sites européens, Dunkerque, Fos-sur-Mer, Genk, et au Brésil. Notamment, la part d'Arcelor dans le domaine des produits pour l'industrie automobile est de 40 % en Europe (10 Mt) ; elle est également significative au Brésil dont la synergie possible avec Dofasco (10 % du marché nord-américain) a été le moteur principal de l'opération canadienne.

Pour expliquer la relative faible part des **aciers longs au carbone**, il faut remonter à la stratégie d'Usinor qui a délaissé, à partir des années 90, cette activité trop fortement concurrencée par les sidérurgistes à bas coûts et plus faible technicité. La branche a repris du lustre grâce au pôle sud-américain (Brésil, Argentine).

¹³ Le CA déclaré de 32,61 Md€ s'obtient par soustraction des « Eliminations » (- 6,71 Md€) au total par unités.



La branche inox qui aurait dû être un des joyaux du groupe grâce à sa valeur ajoutée - pour preuve, l'inauguration récente de l'aciérie Carinox de Charleroi (1 Mt/an, Belgique) - serait maintenant considérée comme vendable. La marge brute dégagée en 2005 est quatre fois inférieure à la marge brute moyenne du groupe. Les raisons en sont la surcapacité du marché mondial (marché évalué à 25-30 Mt/an), résultat de la rapide croissance des industriels chinois qui a tari le flux importateur et, aussi, la prise en mains de ce marché par des sidérurgistes spécialisés aux dépens des sidérurgistes intégrés. Les principales unités opérationnelles de cette branche sont Ugine & Alz, Ugitech, IUP Precision Strip, Stainless Tubes et Acesita.

Sa conservation dans le groupe est devenue un des enjeux de l'OPA. La valeur des actifs inox d'Arcelor étant estimée entre 1,5 et 2,5 Md€ des commentaires ont été faits sur la possibilité de renouveler la trésorerie du groupe après l'acquisition de Dofasco. Arcelor a annoncé qu'une analyse du pôle inox sera faite en 2006. Mittal Steel, qui a commencé par dire que les inoxs pourraient être cédés en cas de réussite de l'OPA, par la suite, soutenu le contraire.

Enfin, **Arcelor Steel Solutions & Services (A3S)** représente aujourd'hui près de 9 % du chiffre d'affaires. A3S apporte des « solutions acier » aux clients et se trouve lui-même client des autres branches, apporte ses compétences, notamment en matière d'allègement, de robustesse, de durabilité et de recyclabilité.

Enjeux : deux cultures pour une seule consolidation mondiale

Dans la période 2004-05, alors que la consolidation mondiale du secteur revenait au centre de l'actualité face à la croissance explosive de la sidérurgie chinoise, de fréquentes déclarations de G. Dollé ou de L. Mittal appelaient à la nécessaire consolidation mondiale qui devait faire évoluer le marché vers une poignée d'acteurs entre 70-80 Mt/an et 100 Mt/an et une vingtaine d'acteurs intermédiaires de quelques dizaines de Mt/an. Malgré des méthodes différentes (cf. ci-dessous), leurs chemins se sont croisés car le succès de l'un pouvait servir de tremplin à la prospérité de l'autre.

À ce titre, l'enjeu quasi essentiel de l'OPA est l'acquisition d'une taille critique mondiale dont Lakshmi Mittal rappelle volontiers l'intérêt. Dans la sidérurgie, 10 acteurs représentent 27 % du marché mondial (2004), pour 3 acteurs (CVRD, Rio Tinto, BHP-Billiton) et 70 % du marché du minerai de fer, et pour 5 acteurs (BHP-Billiton, Fording, Anglo American, Rio Tinto, Xstrata) et 58 % du marché du charbon à coke. **Si Mittal Steel gagne cette OPA, le groupe élargi devient le 1^{er} sidérurgiste mondial à « 100 Mt ».** En fait, le total des deux groupes est déjà de l'ordre de 115 Mt en 2005, ce qui représente 10,4 % seulement de la production mondiale évaluée à 1 107 Mt. Par comparaison, la sidérurgie chinoise, qui représente 349 Mt et 31,5 % de la production mondiale, n'est entrée en phase de consolidation qu'à la mi-2005, mais elle a accéléré le processus depuis.

Mais dans une opération aussi complexe, d'autres enjeux sont attachés à la stratégie qui sera appliquée. Ainsi, la question de l'avenir de la branche inox, justifiée par sa création de valeur insuffisante, peut-elle devenir un argument basé sur la préservation de l'emploi et des compétences ? Quelle place serait laissée à la recherche de valeur ajoutée et où serait localisé le « pôle d'excellence » du groupe élargi ?

Arcelor : le berceau européen et une avancée prudente sur la scène mondiale

La notion de berceau européen n'est pas galvaudée car la constitution du groupe Arcelor résulte de la fusion des sidérurgistes Usinor (français), Arbed (belgo-luxembourgeois) et Aceralia (espagnol), réalisée en février 2002. De plus, chaque entité, comme dans le cas précis d'Usinor, est elle-même le résultat d'un long héritage de l'histoire de l'industrialisation des pays européens. Comme il a été vu, 84 % de la production d'Arcelor se fait dans l'EU25 et le reste au Brésil (fig. suivante).



L'image de prudence qui s'applique à Arcelor n'est pas prêt de s'estomper puisque la direction du groupe cite encore « une croissance prudente » dans la nouvelle stratégie qui doit convaincre les actionnaires de ne pas vendre. Tout près cependant, le groupe allemand TKS a une réputation de prudence encore plus grande.

Le groupe continuerait donc de « ...décliner sagement les canons du management » dans un secteur en pleine effervescence : focalisation sur les pays développés, valeur ajoutée, compétitivité associée à la délocalisation des centres de production vers les pays en voie de développement, produits techniques adossés à des centres de recherche et déconnexion du minier.

Arcelor a su, néanmoins, constituer un pôle industriel sud-américain de choix. Cela concerne, en particulier, la pépite brésilienne qui est devenue « **Arcelor Brésil** » après la création, à la mi-2005, de la holding rassemblant les divers actifs acquis séparément. Arcelor Brésil a été introduite à la bourse de São Paulo en décembre 2005 et elle est aujourd'hui filiale à 66 % du groupe. Elle inclut 72,8 % de CST (Companhia Siderúrgica de Tubarão) qui fabrique 5 Mt/an d'aciers plats au carbone dont 90 % sont exportés, 54,03 % de Belgo Mineira qui produit 3 Mt/an d'aciers longs au carbone, de 54 % d'Acesita qui fabrique 1Mt/an d'aciers inox et de 90 % de Vega do Sul qui fabrique 0,5 Mt/an de tôles galvanisées pour l'automobile.

Cet ensemble, qui compte près de 15 000 salariés et produit 11 Mt/an d'acier brut, a pour objectif d'atteindre 13,5 Mt/an de production globale à partir de la mi-2006. Il a l'avantage d'être localisé dans le pays à la plus importante production mondiale de minerai de fer dont le leader, également leader mondial, est le groupe CVRD (Companhia Vale do Rio Doce). CVRD, qui se retrouve fréquemment en participation dans le capital des sidérurgistes est justement partenaire d'Arcelor et de Shanghai Baosteel dans le projet de construction d'une aciérie de capacité 4 Mt/an à Sao Luiz (Etat de Para) d'ici à 2008, dont le coût est estimé à 1,5 Md\$.

A part l'Amérique du Sud et jusqu'aux opérations récentes en Turquie, au Canada et en Chine, le groupe s'était montré peu aventureux, notamment en Asie où il avait conclu une simple alliance avec le sidérurgiste indien Jindal Steel Group et même en Europe de l'Est avec le rachat d'une usine de transformation en Slovaquie. Il produit avec Jindal des aciers plats inoxydables ou alliés à forte valeur ajoutée et il transforme des aciers plats dans son usine slovaque.

Mittal Steel : la croissance externe, levier d'une croissance planétaire fulgurante

Audace et rapidité... Lakshmi Mittal a construit en une quinzaine d'années le groupe sidérurgique devenu le n° 1 mondial par croissance externe, axe majeur de la croissance de Mittal Steel. Cette ascension, à marche

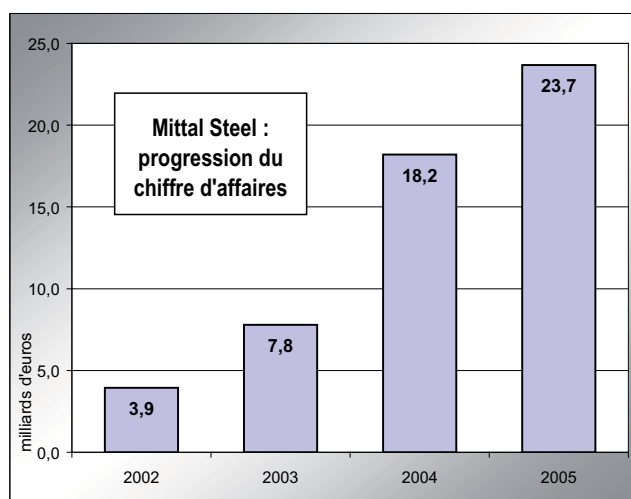
forcée depuis 2001, est résumée dans un graphique (fig. suivante). Sa réalisation est antérieure aux plus récentes acquisitions, dont celle du sidérurgiste ukrainien Krivorijsstal il y a quatre mois (7,1 Mt/an d'acier brut).

La mise en œuvre de cette stratégie, que les médias ont traduite en « modèle Mittal Steel », est d'apparence simple : cibler, dans les pays à bas coûts, les entreprises que l'État et/ou les actionnaires privés voulaient vendre, souvent à plans sociaux prépayés comme ajoutent les détracteurs, et racheter à petit prix. Néanmoins, il faut remarquer que lors des privatisations en série des entreprises sidérurgiques d'Europe centrale, de l'Est et d'Asie centrale, Mittal Steel n'était pas le seul candidat à se présenter : Arcelor était aussi candidat à la privatisation de Krivorijsstal.



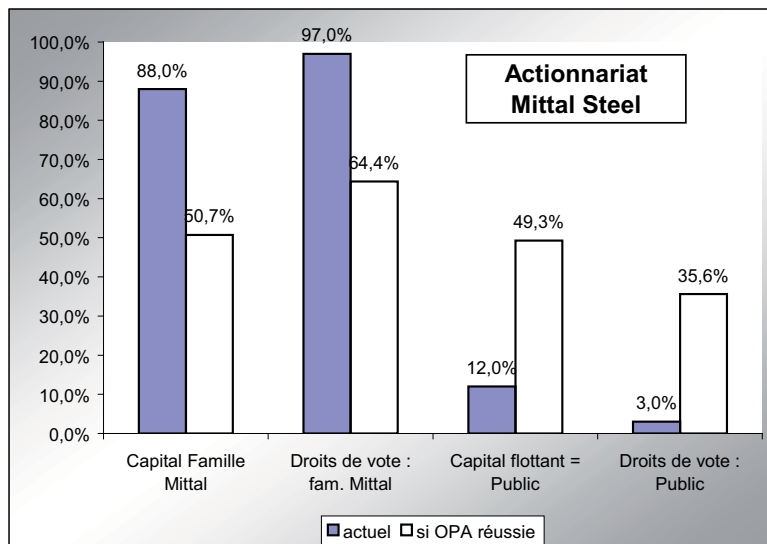
Mittal Steel Co est née en octobre 2004 de la fusion de LNM Holdings (non cotée, 81,7 % du nouvel ensemble) avec sa filiale Ispat International (cotée, 18,3 %). Auparavant, une division des actifs et des risques de la famille Mittal s'était opérée en 1994, le père et les frères gardant les actifs situés en Inde, Lakshmi les actifs hors-Inde.

Parallèlement à cette ascension, le chiffre d'affaires a doublé d'une année sur l'autre entre 2002 et 2004 et augmenté de 30 % en 2005 (fig. suivante).



A l'opposé d'Arcelor, Mittal Steel a son portefeuille à 85 % situé dans les zones émergentes et allie dans sa croissance audace¹⁴ et rapidité décisionnelle. Ce dernier point, d'ailleurs, permet aux détracteurs de l'OPA d'ajouter l'argument d'une insuffisance de transparence des comptes (fig. suivante) : la famille Mittal détient 88 % du capital et 97 % des droits de vote. En cas de fusion au prix annoncé, ces ratios passeraient, respectivement, à environ 51 % et 64 %.

La répartition de son chiffre d'affaires 2005 est à 72 % sur les produits plats, à 24 % sur les produits longs et à 4 % sur les fils et tubes.



Le deuxième axe stratégique, l'adossement des aciéries aux ressources de fer et de charbon, a permis à Mittal Steel de jouer gagnant depuis le début 2005 plus particulièrement : le groupe est autosuffisant à 45 % en charbon, à 50 % en minerai de fer et à 80 % en coke. Sa récente absorption de Krivorijsstal lui a donné accès à des ressources de 1 milliard de tonnes de minerai de fer. Le groupe se déclare 5^{ème} producteur mondial de minerai de fer, avec un objectif 2006 de 50 Mt, 11 Mt de DRI (Directed Reduced Iron) et des ressources globales de 5 milliards de tonnes. Si son OPA réussit sans remettre en cause l'absorption de Dofasco, le devenir de la filiale Québec Cartier Mining de Dofasco ne se posera vraisemblablement pas. Il réussit donc à esquiver l'habituelle opposition faite entre la faible concentration de la sidérurgie mondiale et la forte concentration des mineurs de fer. Cependant, le contrôle des ressources en minerai est une stratégie gagnante en période de prix élevés, mais perdante en période de prix bas.

50

La stratégie du groupe s'est ensuite étoffée de l'élargissement des activités vers les pays développés d'une part, et des grands projets « greenfield », quintessence de la croissance organique, d'autre part. L'OPA avec succès sur le sidérurgiste américain International Steel Group¹⁵ a été réalisée en 2004. A la mi-2005, était annoncé le projet de construction d'un complexe sidérurgique de capacité 12 Mt/an dans l'Etat indien du Jarkhand qui dispose de ressources de fer conséquentes ; c'est à partir de là qu'on pourra, effectivement, commencer à parler de sidérurgiste indien.

Jusqu'à l'OPA sur le sidérurgiste américain International Steel Group, Mittal Steel avait à supporter l'image de redresseur d'usine étatiques des ex-républiques soviétiques. Depuis l'absorption d'ISG devenu le n°1 aux Etats-Unis en tonnage, il se déclare aussi n° 1 des producteurs d'aciers de haute qualité dans ce pays.

Le nouvel objectif du groupe, résumé par Lakshmi Mittal, est de devenir un acteur fort de la consolidation en cours du secteur, c'est-à-dire constituer un groupe à plus de 100 Mt/an, masse critique suffisante permettant de profiter de la meilleure maîtrise des coûts et des prix qui en résulte, dans le contexte d'un marché jugé moins cyclique.

¹⁴ La reprise en mains du sidérurgiste kazakh Karmet JSG et de son complexe de Temirtau est considérée comme un challenge réussi.

¹⁵ Fin 2005, l'intégration d'ISG et d'Ispat Inland dans Mittal Steel USA a créé le nouveau sidérurgiste n°1 aux Etats-Unis, avec 21 Mt/an d'acier brut.

Réactions et stratégie de défense d'Arcelor

Si les réactions des dirigeants politiques et de la presse économique d'Europe continentale sont majoritairement hostiles à l'OPA, le registre émotionnel devançant parfois le registre technique, l'actionnariat d'Arcelor peut réagir avec pragmatisme : un actionnaire faisait remarquer que le cours de l'action est aujourd'hui au prix cash de l'OPA. Par ailleurs, les réussites d'OPA de Saint-Gobain sur British Plaster Board en juillet 2005 et d'Arcelor sur le sidérurgiste canadien Dofasco en novembre 2005, étaient là pour attester de la normalité de la démarche en économie globale.

Chez les pays directement concernés, les gouvernements français et luxembourgeois se sont engagés dans l'opposition à l'OPA malgré la tournée en Europe des Mittal, tandis que les gouvernements belge et espagnol prenaient une position en retrait ou neutre. Le gouvernement français a proposé l'introduction de bons de souscription d'actions (BSA) permettant d'augmenter le capital de sociétés en faisant appel aux actionnaires, solution qui n'a pas fait l'unanimité.

Jusqu'à présent, la stratégie de défense d'Arcelor a utilisé les armes classiques de la panoplie anti-OPA, à commencer par déclarer l'offre très sous-évaluée et intéressante seulement en cas de paiement cash à 100 %. Récemment, Arcelor a promis aux actionnaires un dividende exceptionnel de 1,2 €/action payable le 29 mai (nécessitant l'accord de l'Assemblée générale), mesure également dissuasive car diminuant la trésorerie. Le capital verrouillé de Mittal Steel ne permet pas de contre-OPA.

Une autre arme de défense anti-OPA éprouvée est l'augmentation de périmètre. Arcelor, qui était en cours d'« opérer » avec succès le sidérurgiste Dofasco (4,8 Mt/an en 2005, chiffre d'affaires de 3,3 Md€, 30 % des ventes aux Etats-Unis, bénéfice en forte baisse, à 122 M€), détenait 88,4 % des actions vers le 20 février. Il n'est pas inutile de rappeler que Arcelor l'a emporté au détriment du rival européen Thyssen-Krupp-Stahl (TKS) qui n'a pas surenchéri sur la dernière offre d'Arcelor (3,9 Md€). Deuxième opération réussie du genre – en cours depuis des mois mais dont l'issue était incertaine – Arcelor a finalement acheté 38,41 % du capital du sidérurgiste chinois Laiwu Steel (7 Mt/an d'acier, 14 000 collaborateurs, chiffre d'affaires de 1,5 Md€ en 2005) à un prix annoncé de 235 M€. Mais Arcelor a, semble-t-il, définitivement échoué dans sa tentative de racheter 20,5 % du sidérurgiste turc Erdemir ; son entrée aux côtés du fonds de pension de l'armée, Oyak, aurait été annulée à la fois par l'Autorité de la concurrence et par Oyak qui a déclaré « ne pas vouloir perdre de temps ».

La presse a aussi énuméré quelques voies de défense plus ou moins illusoires, telles une fusion avec Eramet (Areva 26 %) ou l'arrivée du « chevalier blanc » Nippon Steel.

La direction d'Arcelor s'efforce actuellement de gagner définitivement la confiance de ses actionnaires en soulignant la réussite de la fusion Usinor-Arbed-Aceralia et les excellents résultats 2005, et en promettant une plus grande distribution des bénéfices.

Derrière les industriels, travaillent pas moins de 15 banques d'affaires, ce qui est un record. Arcelor s'est attaché les services de Merrill Lynch, BNP Paribas, UBS, Deutsche Bank, Calyon et Morgan Stanley auquel a été attribué un rôle de contrôle indépendant, tandis que JP Morgan conseille l'Etat de Luxembourg, Lazard la Wallonie, BBVA et BCH étant en charge des actionnaires espagnols. Mittal Steel avait préparé son OPA avec l'aide de Goldman Sachs, HSBC, Citigroup, Credit Suisse et Société Générale.

Les protagonistes jugés d'après leur plan industriel

Les milieux économiques attendaient des deux premiers sidérurgistes mondiaux la présentation d'un plan industriel formalisant leur stratégie de **création de valeur** (tabl. suivant).

Arcelor s'est prêté à l'exercice en multipliant les promesses de croissance de rentabilité, d'investissement et de redistribution des bénéfices. De son côté, la famille Mittal s'est tenue à des promesses moins formalisées. Les deux principaux atouts avancés sont les « évidents » avantages attendus de la synergie mondiale procurée par la fusion (économies de 600 M\$ la 1^{ère} année, 900 M\$ la 2^{ème} et 1 Md\$ la 3^{ème}) et la promesse d'atténuer le plan de diminution d'effectif d'Arcelor, lancé en 2004, qui prévoyait la suppression de 1 100 emplois. Mais les observateurs ont aussi rappelé l'existence du plan de consolidation de Mittal Steel, annoncé en 2005,

Plan industriel d'Arcelor	Plan industriel ébauché de Mittal Steel
Objectif d'excédent brut d'exploitation (Ebitda) moyen (plan 2006-2008) de 7 Md€ /an, plus un cash flow (autofinancement) de 4,4 Md€/an.	Objectif de devenir dans l'acier l'institution la plus respectée du monde et le modèle de référence du secteur.
Distribution progressive des dividendes avec un objectif de 30 % contre 19 % en 2005 et remise du cash excédentaire aux actionnaires.	Bénéfice général pour l'emploi par l'amélioration de la compétitivité de l'industrie sidérurgique européenne née de la fusion. Mais conservation du plan de réduction d'effectif d'Arcelor, sans aller au delà.
Poursuite d'une stratégie disciplinée d'acquisitions garantissant une rentabilité économique > 15 %.	Révision de certaines décisions de fermetures de sites entrant dans le processus de restructuration d'Arcelor.
Augmentation du ratio d'endettement sur fonds propres qui doit passer de 7 % à 50 %.	Emulation technologique par l'intégration de process hérités de la filiale américaine (cas des aciers à ultra haute dureté pour automobiles).
Accélération des économies de coûts qui passeront à 730M€ sur 2006-2010.	Possibilité de garder la branche inox (si on veut retenir qu'Arcelor est décidé à la vendre).
Doublement de la production d'acier brut, à 100 Mt, d'ici 5 ans.	Atteindre 160 Mt en 2015 (si fusion réussie), voire 200 Mt avec les capacités à venir en Chine et en Inde.

qui prévoyait de réduire les effectifs de 40 000 personnes (sur un total de 180 000 à l'époque) sur cinq ans afin, notamment, de gagner 5 % de productivité.

La suite de l'opération...

Mittal Steel a officiellement déposé son offre auprès de l'Autorité des marchés belge. Le dépôt au Luxembourg, havre d'Arcelor, souffre d'une insuffisance de législation sur les OPA. Le dépôt en Espagne, qui a valeur de recevabilité, suivra l'ordre de recevabilité belge. En France, l'Autorité des marchés financiers risque de ne pas « entrer dans le jeu », mais devra néanmoins accepter de se prononcer sur la notice pour ouvrir l'accès aux opérateurs locaux. L'offre lancée en bourse, la Commission européenne de la concurrence pourra commencer son enquête.

Une étape importante du processus sera la prochaine Assemblée générale d'Arcelor prévue le 28 avril, et qui coïncide avec le renouvellement de mandat de la plupart des administrateurs du groupe. On peut aussi remarquer que Arcelor n'a pas trouvé de véritable allié industriel, retrouvant même un ennemi en TKS, qui s'est prêté au jeu de Mittal Steel, devenant son allié, contre la récupération du sidérurgiste canadien Dofasco... à prix inférieur au prix payé par Arcelor.

La suite de l'affaire est donc suivie attentivement par tous les milieux. Sa durée devrait se compter en mois, 4 à 6 a-t-il été avancé, en fonction de la complication juridique qui peut être apportée. Mais quel que soit le résultat, beaucoup d'actionnaires risquent de se retrouver avec des actions, Arcelor ou Mittal, qui subiront à plus ou moins brève échéance le retournement cyclique attendu de la sidérurgie, malgré sa moindre vulnérabilité actuelle.

Sources

Synthèse d'actualité réalisée à partir de l'information parue dans les media entre le 27 janvier et le 24 février 2006 dans la presse papier (Challenges, Financial Times, La Tribune, Le Monde, Les Echos, L'Usine Nouvelle, Metal Bulletin, Mining Journal, Platt's Metals Week, Recyclage Récupération, etc...) et sur internet (arcelor.com, mittalsteel.com, AFP, Bloomberg, Boursorama, Interfax, Les Echos, L'Usine Nouvelle, etc...), ainsi que de l'information à disposition d'Ecomine et du Service REM du BRGM.